

DE L'ACTION
CONTRE
LE TIERS RESPONSABLE
D'UN ACCIDENT DU TRAVAIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 6 décembre 1935, à 13 h. 30.

PAR

ROBERT NORDEMANN

Président : ROUAST, professeur.

Suffragants { MM. CASSIN, professeur.
 { AMIAUD, professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

1935

DE L'ACTION
CONTRE
LE TIERS RESPONSABLE
D'UN ACCIDENT DU TRAVAIL

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE L'ACTION
CONTRE
LE TIERS RESPONSABLE
D'UN ACCIDENT DU TRAVAIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 6 décembre 1935, à 13 h. 30.

PAR

ROBERT NORDEMAN

Président : ROUAST, professeur.

Suffragants { MM. CASSIN, professeur.
 AMIAUD, professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

1935

ABRÉVIATIONS PRINCIPALES

C.	: Cité page...
C. A.	: Arrêt de la Cour d'Appel de...
Cass. Ch. Réun.	: Arrêt des Chambres Réunies de la Cour de Cassation.
Cass. Civ.	: Arrêt de la Chambre Civile de la Cour de Cassation.
Cass. Crim.	: Arrêt de la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation.
Cass. Req.	: Arrêt de la Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation.
D. H.	: Recueil Hebdomadaire de Jurisprudence Dalloz.
D. P.	: Recueil Périodique et Critique Dalloz.
Gaz. Pal.	: Gazette du Palais.
Gaz. Trib.	: Gazette des Tribunaux.
J. Cl. F. C.	: Juris-Classeur (Accidents du travail) Fiche courante n°...
Lyon	: Arrêt de la Cour d'Appel de Lyon.
Mon. Jud. Lyon	: Moniteur Judiciaire de Lyon.
Paris	: Arrêt de la Cour d'Appel de Paris.
R.	: Reproduit page...
Rec. Bordeaux	: Recueil des Arrêts de la Cour de Bordeaux.
S.	: Recueil Sirey.
Trib. Com.	: Jugement du Tribunal de Commerce de...
Trib. Corr.	: Jugement du Tribunal Correctionnel de...

OUVRAGES OU PUBLICATIONS PÉRIODIQUES CITÉS PAR LE SEUL NOM DE LEUR AUTEUR

Cantiniau	: Revue Générale des Accidents du Travail.
Loubat	: Traité sur le risque professionnel.
Rouastet Givord	: Traité du Droit des Accidents du Travail et des maladies professionnelles (Voir Bibliographie).
Sachet	: Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (Voir Bibliographie).
Saintelette	: Recueil Périodique des Assurances.
Villetard de Prunière	: Recueil Spécial des Accidents du Travail.



AVANT-PROPOS

Le sujet de cet ouvrage présente un grand intérêt au point de vue pratique. A l'heure actuelle presque tous les chefs d'entreprise sont assurés contre les accidents du travail qui peuvent survenir à leur personnel. La compagnie d'assurances qui règle aux lieu et place de son assuré les indemnités fixées par la loi du 9 avril 1898 exerce invariablement son recours contre le tiers responsable chaque fois que l'accident du travail s'est produit par la faute d'un tiers. Elle récupère de cette façon des sommes importantes. Or pour le service de ces « Recours-Loi » comme pour les avocats, collaborateurs des compagnies, en dehors de l'ouvrage volumineux de Sachet et du Traité remarquable et extrêmement pratique de MM. Rouast et Givord qui englobent tous deux l'ensemble de la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, il n'existait pas jusqu'à présent, sur la seule question qui nous occupe, de véritable « précis » renfermant sous une forme concise et maniable la documentation juridique nécessaire. Nous nous sommes efforcé de combler cette lacune et nous pensons faire œuvre utile en évitant ainsi à nos lecteurs de longues et délicates recherches.

Nous espérons également que les Cabinets de recours, les chefs d'entreprise assurés ou non et le haut personnel des Compagnies d'Assurances, désireux de connaître leurs droits respectifs, trouveront ici tous les renseignements dont ils ont besoin.

Nous avons, à dessein, divisé notre étude en catégories d'action, d'après le point de vue du demandeur. Suivant sa qualité de victime (ou de représentant de la victime), de patron ou d'assureur, l'intéressé obtiendra immédiatement au chapitre qui lui est consacré les précisions désirables. Nous avons adopté cette classification dans le but de faciliter la tâche de ceux qui nous consulteront. Nous nous excusons des redites auxquelles ce procédé nous a contraint : ces redites voulues ont pour mérite d'éviter au lecteur le renvoi à d'autres pages.

Enfin nous tenons à signaler que nous n'avons envisagé dans cet ouvrage que les accidents du travail survenus au personnel assujetti à la Loi de 1898 et aux lois subséquentes, sans aborder les règles spéciales concernant le personnel des grandes administrations (Etat, Départements, Communes, Chemins de Fer, etc...) non soumis à la législation des accidents du travail (1).

R. N.

1. Sur cette question particulière nos lecteurs pourront consulter avec fruit le livre de M. André Doby : *Le recours des Administrations publiques contre les tiers responsables des accidents survenus à leurs agents* (voir bibliographie).

DE L'ACTION CONTRE LE TIERS RESPONSABLE D'UN ACCIDENT DU TRAVAIL

INTRODUCTION

CHAPITRE PREMIER

APERÇUS SUR LA LOI DU 9 AVRIL 1898

Bref historique.

1. — Trois théories successives ont contribué à la naissance de la loi du 9 avril 1898.

A l'origine, l'accident du travail ne bénéficiait d'aucun régime de faveur : soumis au droit commun, il était régi par les articles 1382 et suivants du Code Civil. Il en résultait de multiples désavantages pour la victime : nécessité d'une faute du patron pour donner droit à réparation, preuve à la charge du blessé, procès lent et coûteux. La cause indéterminée, le cas fortuit (inhérent à la chose ou à l'industrie) et de force majeure (force des éléments naturels) exonéraient le chef d'entreprise de toute indemnité. Cette théorie était celle de la *responsabilité délictuelle*.

Puis Sauzet en France (*Responsabilité des patrons, Revue critique*, 1883, p. 596 et 608) et Sainctelette en

Belgique (*Responsabilité et garantie*, Bruxelles, 1884) font dériver la responsabilité patronale du contrat de travail : le chef d'entreprise a l'obligation d'assurer la sécurité de son ouvrier et de le restituer, en fin d'engagement, dans l'état où il l'a reçu, c'est-à-dire avec l'intégrité de ses moyens physiques. On en déduit qu'en cas d'accident, conformément aux règles de la responsabilité contractuelle, le patron est présumé en faute s'il ne prouve le cas fortuit ou de force majeure, le fait de la victime ou d'un tiers, ou encore le vice propre de la chose. Cette théorie, qui est celle de la *responsabilité contractuelle* et que la jurisprudence applique de nos jours aux accidents de voyageurs à titre onéreux, avait le mérite de renverser le fardeau de la preuve et de le faire supporter par le chef d'entreprise. Mais elle laissait à l'arbitraire des juges la détermination du préjudice et si elle eut quelques succès en Belgique elle demeura, en fait, purement doctrinale dans notre pays où les tribunaux se refusèrent toujours à l'admettre.

Enfin deux jurisconsultes français, M. Saleilles (*Les accidents du travail et la responsabilité civile*, Paris, 1897) et M. Jossierand (*La responsabilité du fait des choses inanimées*, Paris, 1897), reviennent à la responsabilité délictuelle, mais sur une base nouvelle : l'alinéa premier de l'article 1384 du Code Civil, responsabilité des choses que l'on a sous sa garde. C'est la théorie de la *responsabilité du fait des choses inanimées*. L'accident, même inhérent à la chose (donc le cas fortuit), engage la responsabilité de celui qui en profite, c'est-à-dire du propriétaire. Tous les accidents de cause inconnue sont également à la charge de ce dernier. La jurispru-

dence transforma vite ce système en une thèse solide que l'on pouvait croire intangible. (Cass. Civ. 16 juin 1896 ; *D. P.* 1897-1-433, note Saleilles ; *S.* 1897-1-17, note A. Esmein.)

Le risque professionnel.

2. — Après ces différents tâtonnements dans le domaine de la jurisprudence et de la doctrine, la loi de 1898, dont l'élaboration a duré quinze ans, a consacré un principe nouveau qui constituait une solution transactionnelle entre les deux théories ci-dessus (*Responsabilité délictuelle et responsabilité contractuelle*) et qui, par sa netteté et son caractère catégorique, a mis fin à toutes les controverses : celui du risque professionnel — terme impropre car il laisse supposer qu'il s'agit du risque couru par le salarié alors qu'il signifie « risque patronal », risque couru par le chef d'entreprise, obligé d'indemniser son personnel dans les cas d'accident du travail. (La notion de risque professionnel a été exprimée pour la première fois par Félix Faure dans une proposition de loi déposée le 11 février 1882.)

C'est le patron qui crée le risque quand il garnit de machines ses ateliers et qu'il en impose le contact et l'emploi à ses ouvriers. Pour intensifier et accroître ainsi ses bénéfices il aggrave les dangers du travail. Il recueille les profits ; il est juste qu'il supporte les inconvénients. Le risque, pour le patron, est une contre-partie du profit : *ubi emolumentum, ibi onus*. Les accidents du travail sont, en principe, issus des conditions engendrées par le chef d'entreprise. C'est donc ce dernier qui doit en subir automatiquement les conséquences. Cette

responsabilité d'office n'est d'ailleurs pas intégrale et la loi lui a attribué un caractère transactionnel et forfaitaire.

La théorie du risque professionnel exclut évidemment l'idée de faute à la base du droit à réparation de la victime. Celle-ci ou ses ayants droit bénéficient des indemnités prévues par la loi de 1898, indépendamment de toute faute commise par le patron et sans qu'on puisse, d'autre part, opposer au salarié une faute due souvent à son accoutumance au danger.

Née du machinisme, du travail collectif et du caractère catastrophique des accidents à l'origine des usines, la loi de 1898 qui n'avait trait qu'à l'industrie s'étendit successivement au commerce (Loi du 12 avril 1906), à l'assujettissement volontaire (Loi du 18 juillet 1907), aux exploitations forestières (Loi du 15 juillet 1914), aux maladies d'origine professionnelle (Loi du 25 octobre 1919), aux exploitations agricoles (Loi du 15 décembre 1922), aux domestiques et gens de maison (Loi du 2 août 1923).

Évolution de cette conception.

2 bis. — Mais l'idée de risque professionnel, fondamentale de la loi de 1898, qui eut une fortune retentissante à l'époque et qui était considérée comme un véritable dogme juridique des temps nouveaux, a subi, à l'usage, une évolution curieuse. (Consulter à ce sujet l'étude magistrale de M. André Rouast : « Le risque professionnel et la jurisprudence française » extrait du *Recueil d'Etudes sur les sources du droit*, Librairie Sirey).

La législation et la jurisprudence l'ont insensiblement transformée et éloignée de son point de départ.

La notion initiale était étroitement liée à l'idée du danger que présente l'industrie moderne ; le risque professionnel était considéré comme la rançon du machinisme.

Dans le domaine de la doctrine, M. Saleilles, d'abord, a élargi la formule en soutenant que toute activité personnelle, là où elle s'exerce, doit supporter les risques qui découlent de son initiative. M. Josserand ensuite l'a reprise en posant le principe du *risque créé* : « Ce ne sont pas seulement les choses industrielles qui engagent, par les dommages qu'elles occasionnent, la responsabilité du patron ; ce sont les choses *quelconques* qui engagent, par le préjudice qu'elles causent, la responsabilité de celui qui s'en sert ». M. Cabouat (*Traité des accidents du travail*, t. I, n° 113) a envisagé le risque professionnel comme une charge de l'entreprise qui doit être incorporée dans les frais généraux. Il en dégage l'idée de solidarité des risques entre personnes intéressées à une œuvre commune : patrons et ouvriers. Mais, avec ce système, les primes d'assurances sont insérées dans le prix de revient et en vertu de l'incidence c'est le consommateur qui subit, en définitive, la charge des accidents.

Cette manière de concevoir le risque professionnel était déjà celle du promoteur de la loi, Félix Faure. M. Loubat (*Traité sur le risque professionnel*, 3^e édit., t. I, n° 30) et MM. Capitant et Cuche (*Précis de législation industrielle*, 2^e édit., n° 304) ont développé cette idée de *solidarité économique* dans une même œuvre de production. Cette théorie n'explique pas pourquoi les accidents qui ne sont pas dus à un acte productif (rixe à l'atelier, par exemple) donnent droit aux indem-

nités légales. Quant à la notion du risque créé, elle négligeait par trop le libre arbitre de l'homme, le fait de l'ouvrier, qui intervient dans la survenance de beaucoup d'accidents.

Le législateur qui n'avait en vue, à l'origine, que le personnel des entreprises dangereuses, a étendu peu à peu le régime de la réparation forfaitaire à presque tous les salariés liés par un *contrat de travail*. Son intention, dans cette voie, a été très nette : protéger tous ceux qui louent leurs services à autrui et se mettent ainsi sous la dépendance d'un autre.

La jurisprudence s'est inspirée de ce principe et elle a établi un critérium fort clair : la définition de l'accident du travail. « L'accident du travail est celui qui se produit partout, et tant que le salarié est sous la *subordination* de son chef d'entreprise, c'est-à-dire sous l'autorité et la direction de celui-ci. » Le magistrat, guidé par le législateur, a donc, en dernière analyse, trouvé comme fondement de la législation des accidents du travail le *risque d'autorité*.

C'est en vertu de l'autorité qu'il tient de son contrat que le patron est obéi. L'autorité est une source de risques. Celui qui commande doit supporter la responsabilité de ses ordres et réparer le préjudice qui peut résulter de leur exécution. En contre-partie, le salarié blessé en service commandé bénéficie toujours de la loi, son état de subordination faisant retomber sur son employeur responsable la charge de l'accident.

Cette théorie, qui a été mise en lumière par MM. Rouast et Givord (*Traité du Droit des Accidents du Travail et des maladies professionnelles*, n° 19), a le mérite d'être simple et catégorique. Elle représente le stade actuel de la conception.

Caractère forfaitaire des indemnités.

3. — La loi de 1898, qui est d'ordre public, a posé quatre grands principes : 1^o Risque professionnel ; 2^o Réparation forfaitaire ; 3^o Garanties de paiement ; 4^o Procédure spéciale, simple et rapide.

En se fondant sur le risque professionnel, elle a organisé au profit des accidents du travail et de leurs ayants droit un régime particulier, transactionnel et forfaitaire quant à la fixation des indemnités et elle a par ailleurs institué une procédure particulière pour l'allocation desdites indemnités, en établissant au surplus de solides garanties quant à leur paiement.

La réparation du préjudice, dans la loi de 1898, est transactionnelle : elle est due dans la presque totalité des cas par le patron, mais elle n'est pas intégrale. Avantages de part et d'autre : l'ouvrier touche toujours et les charges du patron ne sont pas trop aggravées puisque l'indemnisation n'est que partielle.

Le règlement forfaitaire porte sur les trois cas : incapacité temporaire, incapacité permanente, et mort.

Pour l'incapacité temporaire, le patron ne paie que si elle a duré plus de quatre jours et il ne doit que la moitié du salaire. Les frais médicaux et pharmaceutiques ne sont dus que dans les limites du tarif légal.

Pour l'incapacité permanente, d'une part la rente est calculée d'une façon dégressive par rapport au salaire ; d'autre part l'ouvrier a droit : si l'infirmité est partielle, à la moitié de la réduction de salaire, et si elle est totale aux deux tiers de cette réduction.

Pour le cas de mort les indemnités, suivant la qua-

lité des ayants droit, sont variables. Les frais funéraires sont fixés à 200 francs au maximum.

Le forfait porte aussi sur la prescription, qui est de courte durée : tous les droits s'éteignent au bout d'un an à compter du jour de l'accident, ou de la clôture de l'enquête du juge de paix, ou de la cessation du paiement de l'indemnité temporaire.

De même le caractère forfaitaire de la loi de 1898 se retrouve dans les dispositions relatives : au salaire de base des mineurs de seize ans et des apprentis (article 8), au rachat de la rente pour les ouvriers étrangers ou leurs ayants droit cessant de résider sur le territoire français (article 3), à la surveillance médicale de l'état de la victime (article 4).

Non-bénéfice du forfait pour le tiers responsable.

4. — Le bénéfice du forfait qui résulte de la théorie du risque professionnel et a pour point de départ le contrat de travail ne saurait s'appliquer au tiers responsable. La loi de 1898 interdit à la victime ou à ses ayants droit d'autres actions contre le patron que celle prévue par son texte, mais, par une dérogation remarquable, elle a laissé subsister au profit de la victime et vis-à-vis du tiers responsable le bénéfice du droit commun quant à la détermination du préjudice, en se contentant de mettre la procédure de l'action de droit commun en harmonie avec les dispositions nouvelles de la législation des accidents du travail. En effet, en dehors des rapports professionnels de la victime et du chef d'entreprise, tous les droits et actions auxquels peut donner lieu un accident sont demeurés intacts.

CHAPITRE II

DE L'ACTION CONTRE LE TIERS RESPONSABLE

L'article 7 de la loi du 9 avril 1898.

Son fondement.

5. — C'est l'article 7 de la loi du 9 avril 1898 qui a institué et organisé l'action contre le tiers responsable. Le texte de cet article, modifié par la loi du 22 mars 1902, est ainsi conçu :

« Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime ou ses représentants conservent contre les auteurs de l'accident, autres que le patron ou ses ouvriers et préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun.

« L'indemnité qui leur sera allouée exonérera à due concurrence le chef de l'entreprise des obligations mises à sa charge. Dans le cas où l'accident a entraîné une incapacité permanente ou la mort, cette indemnité devra être attribuée sous forme de rentes servies par la Caisse Nationale des Retraites.

« En outre de cette allocation sous forme de rente, le tiers reconnu responsable pourra être condamné, soit envers la victime, soit envers le chef de l'entreprise, si

celui-ci intervient dans l'instance, au paiement des autres indemnités et frais prévus aux articles 3 et 4 ci-dessus.

« Cette action contre les tiers responsables pourra même être exercée par le chef d'entreprise, à ses risques et périls, aux lieu et place de la victime ou de ses ayants droit si ceux-ci négligent d'en faire usage. »

L'obligation de réparer résulte pour le tiers de la responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle (art. 1382 et suivants du Code civil) et éventuellement de la responsabilité contractuelle auxquelles renvoie l'article 7. Elle a donc pour source les délits et quasi-délits commis par le tiers (art. 1382 et 1383; Cass. Civ., 15 juillet 1931, ville de Marseille et Brun c/Farno; *Gaz. Pal.*, 20 octobre 1931, Saintelette, 1932, p. 274), la responsabilité des choses qu'on a sous sa garde (art. 1384, § 1^{er}; Cass. Civ., 14 fév. 1933; *Gaz. Pal.* 6 avril 1933), la responsabilité des commettants (art. 1384, § 3), la responsabilité découlant d'un contrat, notamment d'un contrat de transport (exemple : ouvriers ou employés victimes d'un accident de chemin de fer, de tramway, etc..., au cours d'un voyage effectué sur l'ordre de leur patron; Cass. Civ., 4 déc. 1917, solution implicite; *S.* 1920-1-129 et note Sachet). Mais elle puise aussi son fondement dans le risque professionnel énoncé par la loi de 1898, et partant, elle découle, d'une manière indirecte, du contrat de travail passé entre la victime et son patron. De là le droit également pour le chef d'entreprise d'exercer son recours contre le tiers en cas de négligence de la victime.

L'art. 7 est, en résumé, la combinaison des deux principes : risque professionnel (loi de 1898) et responsabilité délictuelle (art. 1382 et suivants du Code civil) ou contractuelle. Il s'appliquera dès que l'accident

aura un caractère industriel, commercial ou agricole, ou plus exactement dès que le chef d'entreprise est un assujetti à la loi de 1898 et que les indemnités prévues par cette loi peuvent lui être réclamées par la victime ou ses ayants droit. Dans les autres cas l'art. 7 ne saurait être invoqué : c'est ainsi qu'un gardien de la paix, blessé sur la voie publique, dans l'exercice de ses fonctions, engagera une action de droit commun pure et simple contre le tiers responsable sans invoquer l'art. 7 car son employeur, une ville, n'est pas, en l'espèce, assujettie à la loi de 1898. (Sur cette matière, voir Rouast et Givord, n° 75.)

Nature de l'action.

6. — C'est une action de droit commun. Il en résulte que la preuve à administrer par le demandeur, la compétence, les règles de procédure, la prescription et les garanties de paiement sont absolument différentes de celles de la loi de 1898.

Aux termes de la loi de 1898 la victime ou ses ayants droit ont seulement à établir que l'accident est survenu par le fait ou à l'occasion du travail. De plus le cas fortuit donne droit à l'allocation des indemnités. — En droit commun le demandeur doit faire la preuve d'une faute, d'une imprudence ou d'une négligence du tiers pour que ce dernier soit déclaré responsable en vertu des art. 1382 et suivants du Code civil. S'il s'agit d'un contrat passé avec le tiers (contrat de transport, par exemple), le demandeur est tenu, pour être indemnisé, de démontrer l'inexécution du contrat et le préjudice qu'il a subi de ce fait.

Pour l'exercice de l'action, la compétence et les règles de procédure — notamment en ce qui concerne les délais d'opposition et d'appel — seront celles des actions de droit commun alors qu'elles sont déterminées d'une façon toute spéciale dans la loi de 1898. La victime ou ses représentants, suivant le cas, peut engager une instance devant la juridiction civile, répressive, commerciale ou administrative. La prescription sera de trente ans sauf dans des espèces assez rares (C. A. de Paris, 28 déc. 1928 ; *Gaz. Trib.* 25 juin 1929) où elle est limitée à trois ans en vertu des art. 637 et 638 combinés du Code d'instruction criminelle : blessures provoquées uniquement par un délit pénal. En effet, lorsque le fait dommageable puise sa source en dehors du délit pénal, la Cour de Cassation admet la prescription trentenaire (Cassation, 9 janvier 1928 ; *Gaz. Trib.* 1928-1-34) (pour plus amples explications, voir n° 46).

Par ailleurs, sur l'action de droit commun, la révision n'existe pas, à moins que la victime n'ait, au moment de la transaction, ignoré l'étendue du dommage subi par elle (Trib. Corr. Seine, 28 mars 1928. Godefroy c/Petitjean ; *Gaz. Trib.* 17 avril 1928). Toutefois, soit dans le procès-verbal de conciliation, soit dans la décision judiciaire il peut être formulé des réserves touchant l'avenir en ce qui concerne une amélioration ou une aggravation de l'état de la victime. Pratiquement ces réserves ne sont profitables qu'à la victime car, en cas d'amélioration le tiers se heurte généralement à une insolvabilité qui empêche toute récupération quand cette récupération est permise par le Tribunal et que la condamnation a été exécutée sous forme de capital.

En loi de 1898 la victime ou ses ayants droit bénéficient automatiquement de l'assistance judiciaire. En droit commun ils doivent la solliciter et, pour l'obtenir, prouver leur indigence (loi du 10 juillet 1901) et la vraisemblance de leurs prétentions.

Enfin, sur la certitude de la réparation, si la loi de 1898 a institué un fonds de garantie destiné à se substituer, pour le paiement des indemnités, au patron ou à son assureur insolvable, il n'en est plus de même en droit commun. Le législateur a néanmoins, dans l'art. 7, pris deux dispositions qui ménagent les intérêts de la victime : d'une part il a contraint le chef d'entreprise à être parti lié avec la victime ou ses représentants dans l'action récursoire : le patron n'est exonéré qu'à due concurrence des obligations mises à sa charge et à condition que le tiers responsable se soit exécuté à l'égard de la victime ou de ses représentants (voir n° 50). D'autre part il a spécifié qu'en cas d'incapacité permanente ou de mort le capital constitutif de la rente doit être versé par le tiers à la Caisse Nationale des Retraites. En raison de son caractère alimentaire la rente est ainsi assurée à la victime ou à ses ayants droit indépendamment de leur volonté et nous verrons au cours de cet ouvrage que ce principe ne comporte qu'une seule exception : c'est lorsque le tiers est substitué par une compagnie d'assurances autorisée à servir elle-même les rentes d'accidents du travail.

La loi du 28 mai 1913, confirmée par les dispositions de l'art. 53 de la loi du 13 juillet 1930, est venue parfaire ces garanties, subordonnées à la solvabilité du tiers, en créant au profit de la victime d'un accident ou de ses représentants un privilège sur l'indemnité dont

l'assureur de la responsabilité civile se reconnaît ou a été judiciairement reconnu débiteur à raison de la convention d'assurance. La jurisprudence a échafaudé sur ce texte la théorie de l'action directe en autorisant la victime ou ses représentants à poursuivre directement en paiement la compagnie d'assurances qui couvre le tiers responsable. Encore faut-il, pour que la loi du 28 mai 1913 constitue un avantage, que le tiers soit assuré.

Avant d'en terminer avec cette question de la nature du recours, signalons que certains auteurs ont émis sur ce sujet une thèse inadmissible à notre avis, à savoir que vis-à-vis du tiers la créance de la victime (ou de ses représentants) et du patron est une créance solidaire. Or la solidarité active (Planiol, *Droit Civil*, 2^e vol., n° 726) n'est jamais établie par la loi, de plein droit ; elle ne peut naître que d'une convention ou d'un testament. Au surplus il ne s'agit nullement de créance solidaire puisque le patron ne saurait, en cas de négligence de la victime ou de ses représentants, réclamer le préjudice intégral subi par ces derniers, mais seulement le remboursement de son préjudice personnel.

PREMIÈRE PARTIE

DES QUATRE ACTIONS POSSIBLES

CHAPITRE PREMIER

ACTION DE LA VICTIME OU DE SES REPRÉSENTANTS

7. — L'article 7 de la loi du 9 avril 1898 réserve en premier lieu à la victime l'action contre le tiers responsable. Quand elle est maîtresse de ses droits, la victime agit elle-même.

Si elle est mineure ou incapable, elle doit exercer son action suivant les règles du droit commun, par l'intermédiaire de ses représentants légaux.

Si elle est en puissance de mari elle ne peut, en principe, agir qu'avec l'autorisation de ce dernier. Toutefois, certains tribunaux, faisant une application étendue de la loi du 13 juillet 1907 sur la libre disposition du salaire de la femme mariée, ont décidé que celle-ci était, d'office, dispensée de l'autorisation maritale.

En cas de décès de la victime, les représentants de cette dernière sont fondés à exercer l'action contre le tiers responsable. Par « représentants » on entend non seulement les ayants droit énumérés par l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898, c'est-à-dire le conjoint survi-

vant, les enfants de moins de seize ans, les ascendants et les descendants à charge, mais encore les parents ou les non-parents qui ont subi un préjudice, même simplement moral, du fait de la mort de la victime. C'est ainsi que des dommages-intérêts peuvent être alloués aux frères et sœurs à raison du préjudice moral qu'ils ont éprouvé (Cour de Lyon, 26 novembre 1927, Rigaud c/Consorts Briancon et Gacon ; *Mon. Jud. Lyon*, 22 juin 1928), à la mère de la victime alors que la veuve de celle-ci touche de son côté la rente prévue par la loi de 1898 (Cass. Crim. 29 octobre 1931 ; *Gaz. Pal.*, 10 déc. 1931), ou aux collatéraux, aux enfants majeurs et même à des personnes qui n'ont aucune parenté avec la victime (Cass. Req. 19 nov. 1930, Viget c/Consorts Botté ; *D. H.* 1930, p. 602 ; *Sainctelette* 1930, p. 540). L'article 1382 du Code civil, en ordonnant la réparation de tout dommage causé à autrui, n'a limité en effet *ni la nature* du dommage subi, *ni celle du lien* unissant, en cas de décès, la victime à celui qui demande la réparation : *il suffit que ce dernier établisse que la mort de la victime lui a causé un préjudice actuel et direct*, c'est-à-dire un dommage qui est la suite directe du délit ou du quasi-délit. Il y a là une question de faits qu'il appartient aux juges d'apprécier souverainement : si le représentant — quels que soient sa qualité, son degré de parenté ou d'alliance avec la victime — a subi un préjudice, réparation lui est due. Le représentant peut même n'avoir aucun lien juridique avec la victime : spécialement il a été décidé que la concubine et le concubin ont droit à indemnité pour le dommage subi lorsque leur liaison avec la victime a été suffisamment durable (plusieurs années) pour

que les ressources en résultant aient un caractère de régularité et de continuité dont le décès prive le demandeur :

Cass. Crim. 26 nov. 1926 ; *Gaz. Pal.*, 1927-1-108 ; *D. P.* 1927-1-73.

C. de Lyon, 23 juin 1927, Veuve Pasquier c/C.O.T.L. ; *Mon. jud. Lyon*, 14 février 1928.

C. de Paris, 12 juin 1928, C^{ie} des Automobiles Postales et Thuilier c/Veuve Domard ; Sainctelette, 1928, p. 347.

C. d'Aix, 27 octobre 1928, D^{lle} Gallet c/Lacouture et Kern ; *Gaz. Pal.*, 14 déc. 1928.

Cass. Crim. 9 nov. 1928 ; *Gaz. Pal.*, 1928-3-845 ; *D. P.* 1929-1-23.

Cass. Crim. 28 fév. 1930 ; *Gaz. Pal.*, 1930-1-638.

Une particularité à noter en ce qui concerne les ayants droit étrangers d'un ouvrier étranger qui ne résidaient pas en France au moment de l'accident : ils n'ont droit, vis-à-vis du patron, à aucune indemnité ; mais contre le tiers responsable ils sont fondés à se prévaloir de l'art. 7, ainsi d'ailleurs que les autres représentants de la victime (Trib. Civ. de la Seine, 9^e ch., 14 mars 1933, Karsnak ; *Gaz. Trib.*, 10 mai 1933).

SECTION I

CONTRE QUI PEUT-ELLE ÊTRE EXERCÉE ?

8. — Contre les « tiers » seulement, c'est-à-dire, d'une façon générale, contre toutes les personnes étrangères à l'entreprise (Trib. Paix Lyon, 7^e canton, 18 nov. 1908 ; Villetard, 1909, 151).

Deux textes déterminent la qualité des personnes

contre qui l'action est possible ; ce sont les paragraphes 1^{ers} des art. 7 et 2 de la loi du 9 avril 1898.

Art. 7 : « Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime ou ses représentants conservent contre les auteurs de l'accident, *autres que le patron ou ses ouvriers et préposés*, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun ». (Cass. Civ. 20 juillet 1932, Daubeuf c/Société des Sécheries et Pêcheries fécampoises et C^{ie} d'assurances L'Urbaine et la Seine ; *Gaz. Pal.*, 19 oct. 1932 ; *Gaz. Pal.* 1932-2-651).

Art. 2 : « Les ouvriers et employés désignés à l'article précédent ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi ». (Cass. Crim. 7 fév. 1931 ; *Gaz. Pal.* 1931-1-669. — Cass. Civ. 25 mars 1931 ; *Gaz. Pal.* 1931-2-6. — Cass. Civ. 15 juillet 1931 ; *Gaz. Pal.* 1931-2-660).

I. — Interdiction de l'action à l'égard du patron ou de ses ouvriers et préposés.

9. — Il ressort des dispositions ci-dessus que seules sont susceptibles d'être l'objet de l'action de droit commun les personnes *autres que le patron ou ses ouvriers et préposés*.

La loi de 1898 ne pouvait en effet autoriser, à l'égard du patron, l'action de droit commun puisqu'elle organise précisément vis-à-vis de lui une procédure spéciale aboutissant à l'allocation d'indemnités transactionnelles et forfaitaires qui sont, d'ailleurs, susceptibles de correspondre à l'intégralité du préjudice en cas de faute inexcusable de sa part.

Il était, de plus, logique que la même interdiction s'étendit aux ouvriers et préposés du chef d'entreprise, car ce dernier étant civilement responsable de ses préposés aux termes de l'art. 1384 du Code civil, § 3, aurait supporté, en définitive, les condamnations prononcées contre eux. Est donc irrecevable l'action introduite en vertu de l'art. 1382 par l'ouvrier blessé contre un autre ouvrier du même patron, auteur de l'accident (C.A. Paris, 7 mars 1911, *Marinier c/Rossier* ; *Villetard* — 1911, p. 157), par un inspecteur d'assurances blessé alors qu'il effectuait une tournée en automobile avec un agent général de sa compagnie (C. A. Caen, 23 octobre 1925, *Pfister c/Poncin et Lloyd de France* ; *Cantiniau*, 1926, R. 207 ; *Villetard*, 1925, p. 273) — par voie de conséquence le cocher blessé au cours de son travail par un chauffeur d'automobile au service du même patron ne peut se porter partie civile dans l'instance correctionnelle en vue d'obtenir des dommages-intérêts (C. A. de Paris, 28 mars 1918, *Basaud c/Gilbert* ; *Saintelette*, 1919, p. 341).

10. — ... Même en cas de faute inexcusable ou intentionnelle. — Le paragraphe 1^{er} de l'art. 2 de la loi de 1898 interdit l'action de droit commun contre le patron, ses ouvriers ou ses préposés, et cette interdiction est maintenue même en cas de faute inexcusable ou intentionnelle du patron ou de l'un de ceux qu'il s'est substitués dans la direction. L'art. 20 permet seulement à la victime d'obtenir une rente majorée qui ne peut dépasser la réduction de salaire, ou en cas de mort à ses ayants droit des rentes dont le total ne doit pas dépasser le salaire annuel, lorsque l'accident

est dû à la faute inexcusable du chef d'entreprise ou de ceux qu'il s'est substitués dans la direction. Cet article est muet sur la faute intentionnelle de ces mêmes personnes, mais la faute intentionnelle du patron ou de ses préposés est assimilée par la Cour de cassation à la faute inexcusable. (Cass. Civ. 20 avril 1912; *D. P.* 1913-1-64 — ; Cass. Req. 20 mars 1918; *D. P.* 1920-1-81. — Cass. Crim. 2 juillet 1926; *D. P.* 1927-1-75. — Cass. Ch. Réun. 8 juin 1928; *D. P.* 1928-1-57, note A. Rouast.)

Il y a lieu de retenir cette appréciation de la jurisprudence, car l'art. 20 de la loi du 9 avril 1898 qui supprime toute indemnité à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident est muet sur le cas inverse : accident causé intentionnellement par le patron.

Il y a faute inexcusable du patron lorsque celui-ci, *en pleine connaissance de cause*, a agi dans la direction de son entreprise avec une imprudence ou une négligence si graves que ses ouvriers devaient être exposés à un *danger certain*.

Quand il a maintenu, par exemple, dans son exploitation un matériel ancien ou dangereux (C. A. Lyon, 14 mars 1929; *Gaz. Pal.* 1929-2, somm. p. 101).

Ou qu'il a omis de prendre des mesures élémentaires de sécurité, témoignant ainsi du mépris qu'il a de la sécurité de ses ouvriers (C. A. Douai, 15 déc. 1927; *Journ. Ass.* 1928, p. 69).¹

Ou qu'il a occupé un jeune enfant à la surveillance d'une machine très dangereuse, comme une scie à ruban (C. A. Rennes, 17 février 1930; Cantiniaux, 1932, p. 51).

Mais la négligence involontaire lorsqu'elle est la consé-

quence d'un oubli ou d'une erreur (C. A. Dijon, 23 nov. 1926; Cantiniaux, 1927, p. 60) ou l'inobservation involontaire et irréfléchie des lois et règlements qui ont pour but de protéger les travailleurs ne constituent pas une faute inexcusable.

Lorsqu'il y a faute commune du patron et du tiers il ne saurait y avoir condamnation solidaire, car la solidarité suppose deux personnes tenues d'une même dette, ce qui n'est pas le cas : le patron doit les indemnités forfaitaires de la loi de 1898, tandis que le tiers est tenu en vertu des art. 1382 et suivants du Code civil (Rouast et Givord, n° 288 et *Rev. Gén. Ass. Terr.* 1930, p. 849). Les deux débiteurs sont soumis, chacun, à une action distincte et indépendante, dont l'un n'est tenu que d'une indemnité forfaitaire ne pouvant être dépassée, et contre qui l'autre ne pourrait exercer aucun recours (Sachet, 8^e édit., t. I, p. 651). La jurisprudence et la doctrine sont unanimes sur cette question d'absence de solidarité (Cass. Crim. 30 déc. 1933. S. 1934-1-113 et la note de M. Fernand Roux; *Gaz. Pal.* 1934-1-535).

Même dans l'hypothèse de la faute inexcusable ou intentionnelle du patron, il ne s'agit que de *rapports contractuels normaux* entre le salarié et son employeur, et la loi de 1898 englobe ce cas dans le risque professionnel, en élargissant toutefois, comme nous l'avons vu plus haut, les limites du forfait. Il est bon de préciser que la rente est alors calculée sur le salaire plein, c'est-à-dire sans appliquer la réduction prévue par l'art. 2 de la loi de 1898, et les ayants droit de la victime sont uniquement ceux qui remplissent les conditions exigées par l'art. 3 de la loi; en conséquence les enfants de plus

de seize ans et *a foriori* les simples représentants n'ont droit à aucune réparation. (Cass. Civ. 13 mai 1930, Société Hydro-Electrique des Basses-Pyrénées et C^{ie} d'Assurances l'Urbaine et la Seine c/Veuve Pérez ; *Rev. Gén. ass. Terr.*, 1930, p. 956 et note de M. A. Rouast.)

11. — ... Même en cas de délit intentionnel ou attentat criminel du patron ou de ses ouvriers préposés. — Certaines décisions avaient admis, en cas de crime ou de délit intentionnel des ouvriers ou préposés du patron de la victime, la recevabilité de l'action de droit commun :

Cour de Grenoble, 10 août 1909 ; Alibert c/Forest et Pascal Valluit et C^{ie} ; Villetard, 1911-12, p. 456.

Même Cour, 8 avril 1911 ; Ladrent c/Perdriole ; Villetard, 1912-13, p. 30.

Cour d'Assises du Rhône, 29 avril 1926, Dame Guillot c/Ollier ; Cantiniaux, 1926, C. 323.

Cour de Dijon, 31 mars 1927, Etablissements Seguin et C^{ie} et Société l'Union Industrielle c/Chavet ; *D. H.* 1927, p. 357. (Arrêt fort bien motivé.)

Cour de Lyon, 7 juin 1927, Dumas c/Rosset et Valier ; *D. H.* 1927, p. 241 ; Cantiniaux, 1928, p. 32.

Mais la Cour de Cassation a toujours statué en sens contraire (Ch. crim. 19 février 1926, Société des Chantiers de la Loire c/Veuve Devedec ; *Gaz. Pal.* 7 avril 1925 ; *Gaz. Pal.* 1925-1-679. — Ch. crim. 27 mai 1927, Consorts Barrois c/Vantier et C^{ie} des Chemins de fer de l'Est ; *Gaz. Trib.* 29 sept. 1927) et dans la fameuse affaire Seale Christophe c/Naceur Amar Ben Kaci, jugée successivement par la Cour d'Alger le 5 février

1926 (*D. H.* 10 juin 1926), par la Cour de Cassation (Ch. Crim.) le 2 juillet 1926 (Villetard, 1926, p. 231), la Cour de renvoi d'Aix le 24 février 1927 (*Gaz. Pal.* 1927-1-628) elle a, le 8 juin 1928, *toutes chambres réunies*, tranché la question d'une façon définitive. Elle a décidé que tout accident survenu sur le lieu du travail, même s'il a eu pour cause un *fait intentionnel et délictuel du préposé du patron*, est un accident du travail, et que, par suite, la victime n'est point recevable à se porter partie civile dans la poursuite correctionnelle exercée contre ce préposé *car elle ne saurait arguer contre le patron ou ses ouvriers et préposés d'autre action en réparation du préjudice causé que celle prévue par la loi du 9 avril 1898* (*D. P.* 1929-1-57, note de M. A. Rouast ; *D. H.* 1928, p. 381 ; *S.* 1929-1-114 ; *Gaz. Pal.* 21 juin 1928 ; *Gaz. Trib.*, 30 juin 1928).

L'arrêt des Chambres Réunies n'a statué que dans une espèce où l'accident a eu pour cause le fait intentionnel et délictuel du *préposé* du patron et non du patron lui-même. Mais les motifs invoqués visent aussi bien le patron que ses ouvriers et préposés et on ne peut concevoir que la Cour de Cassation puisse donner une solution différente quand l'auteur de l'attentat sera le chef d'entreprise lui-même. La loi de 1898 — qui est d'ordre public — établit au profit du chef d'entreprise, coupable de délit ou de crime à l'égard de son salarié, un véritable privilège au point de vue des sanctions civiles. Il est évident que cette solution révolte quelque peu la conscience publique. Le législateur l'a si bien compris qu'il a décidé, dans le projet Gros, d'autoriser l'action de droit commun contre le patron ou ses ouvriers et préposés en cas de *crime ou délit intentionnel*.

II. — Cas où l'action est possible.

12. — Aggravation de l'accident par un tiers. — Il est utile de préciser tout d'abord que l'action prévue par l'art. 7 peut être exercée non seulement contre tous ceux — autres que le patron ou ses ouvriers et préposés — qui sont responsables de l'accident, mais aussi contre les mêmes personnes lorsque celles-ci ont simplement, par leur faute, *aggravé* les conséquences de l'accident. (C. A. Paris, 30 déc. 1902 : faute opératoire commise par un chirurgien ; *Gaz. Trib.* 1903, 2^e semestre 2, 18 ; Loubat, 3^e édition, nos 617 et 1727).

En principe la loi de 1898 met l'aggravation à la charge du patron ; toutefois ce dernier a la faculté de se retourner contre le tiers responsable de cette aggravation. Il est admis que celui-ci, qui est un tiers au sens de l'art. 7, peut être actionné directement par la victime ou ses représentants. Dans la pratique, les cas qui se présentent le plus souvent sont : l'accident par la faute d'un tiers au cours du transport de la victime, l'aggravation des blessures par l'incapacité ou la négligence d'un médecin, d'un chirurgien ou d'un infirmier, ou par l'erreur d'un pharmacien dans l'exécution d'une ordonnance médicale, même quand c'est la victime qui a choisi ces personnes puisque le libre choix est pour elle un droit absolu (Loubat, *op. cit.*, n° 609).

La définition des tiers : « personnes autres que le patron ou ses ouvriers et préposés », qui semble claire et précise, a engendré une jurisprudence volumineuse et touffue en apparence. La difficulté provient, en fait, de la complexité des conditions actuelles du travail. Il est parfois extrêmement délicat de discerner la qua-

lité exacte des personnes qui interviennent dans une organisation industrielle, commerciale ou agricole, et de déterminer jusqu'à quel point elles participent à l'entreprise.

Les tribunaux ont donc à statuer sur des situations de faits et rendent nécessairement des décisions d'espèces.

Les jugements et arrêts, sur cette matière, se ramènent aux catégories suivantes qui se dégagent nettement de l'ensemble :

13. — L'auteur responsable de l'accident est complètement étranger à l'entreprise. — Lorsqu'il n'appartient à aucun titre à l'entreprise dont fait partie la victime, pas de difficulté : l'action s'exerce simplement sans qu'il y ait lieu d'examiner la question de rapports entre l'auteur et la victime.

C'est ainsi que l'ouvrier d'un entrepreneur chargé d'exécuter des travaux de son état dans un établissement industriel quelconque, sans être soumis à la direction et à la surveillance dudit établissement, est en droit d'exercer contre celui-ci l'action réservée par l'art. 7 de la loi du 9 avril 1898.

Cass. Civ. 16 juin 1920, Loir et Mahieux c/C^{ie} *La Foncière* ; Villetard, 1921, p. 52.

Cass. Req. 8 nov. 1926, Veuve Grain c/C^{ie} d'Assurances générales ; Villetard, 1926, p. 225.

Le tiers peut notamment être l'Etat, lorsque l'auteur de l'accidenté est un de ses agents (Cons. d'Etat, 22 avril 1921, solution implicite ; *Gaz. Pal.* 24 juin 1921).

14. — Identité ou lien de parenté ou de domesticité

entre l'auteur de l'accident et le chef d'entreprise.

1. *Le patron* doit être considéré comme un véritable tiers vis-à-vis d'un de ses ouvriers ou préposés lorsque celui-ci a agi en qualité de simple particulier, c'est-à-dire en dehors de l'exercice de ses fonctions. Tel est le cas du patron qui blesse un de ses ouvriers, dans la rue, avec une automobile de promenade. (Rép. Carpentier, V. Resp. Civ. 2718 s.) Il n'y a en effet aucun rapport entre l'acte dommageable et l'entreprise.

2. *Enfant majeur, femme et parents du patron*, sont envisagés comme tiers et peuvent être l'objet d'une action dans les termes du droit commun.

Bien entendu l'action n'est pas possible si ces personnes travaillaient au moment de l'accident comme salariés du patron. Nous retombons dans l'interdiction édictée par l'art. 7 : personnes autres que les patrons ou ses ouvriers et préposés. (Trib. Civ. Seine, 19 mars 1923 (Cauchon c/ Derqué ; Cantiniaux, 1923, C. 220).

3. *Enfant mineur ou domestique*. — Le patron, comme civilement responsable en vertu de l'art. 1384 du Code civil peut être poursuivi car l'art. 7 n'a exclu sa responsabilité civile à l'égard de la victime qu'en ce qui touche son entreprise et non en ce qui a trait à sa vie privée (Loubat, 3^e édition, nos 1724 et 1725). Il est ici considéré comme civilement responsable non plus en qualité de chef d'entreprise mais à titre de père ou de commettant.

L'action, en pareil cas, s'appuie tout à la fois sur l'art. 7 de la loi de 1898 et sur l'art. 1384, § 3 ou 4 du C. civ. (Trib. Com. Seine, 3 nov. 1906 ; *Gaz. Trib.*, 1907, 1^{er} sem. 2-465 ; Villetard, 1906-1907, 426 ; et sur appel, Paris, 31 déc. 1907 ; Villetard, 1908-1909, 11.)

De ce qui précède il résulte que d'une manière générale l'action est possible contre le patron envisagé comme particulier et contre toutes les personnes *qui ne peuvent, par rapport à l'accident, être considérées comme attachées à l'entreprise dont dépend la victime*, même si des liens de parenté ou de subordination les unissent au chef d'industrie (Loubat, 3^e édition, n^o 1722).

Un cas qui se présente souvent dans la pratique, c'est celui de l'ouvrier détaché par son patron pour aller exécuter un travail en ville. Le particulier chez qui il se rend ainsi est considéré comme un tiers : l'action de l'art. 7 peut être exercée contre lui s'il est responsable de l'accident (Cour de Rouen, 11 janvier 1913, Société *La Viscose* c/Fromager; Villetard, 1913-1914, p. 77) :

Doit être considéré comme un tiers le propriétaire d'un moulin chez qui un menuisier envoie un de ses ouvriers exécuter des travaux de son état (Cass. Req. 13 mai 1914, *La Foncière* c/Loir et Mahieu; Villetard, 1914-1915, R. 104. — Cass. Civ. 16 juin 1920, même affaire; Cantiniaux, 1920, p. 242; Saintelette, 1920, p. 340).

Et, d'une manière générale, celui à la disposition de qui — sans qu'il en ait pris la direction et la surveillance — un ouvrier a été mis par son patron au service et sous la responsabilité duquel il continuait à travailler, est un tiers au sens de l'art. 7 de la Loi du 9 avril 1898. (Cass. Civ. 14 fév. 1933, Defives c/Epoux Battut; D. H. 1933, p. 195; Saintelette, 1933, p. 550).

III. — Cas où l'action est impossible.

° 15. — Par suite l'action n'est plus possible contre ces personnes si celles-ci se trouvaient *exceptionnellement ou non*, au moment de l'accident, préposées par

le patron à une fonction quelconque dans l'entreprise. (Cass. Req. 15 juillet 1930, Pitarelli c/Latour-Dubreuil et C^{ie} d'Assurances *l'Urbaine et la Seine*; *Rev. Gén. Ass. Terr.* 1930, p. 1.111.) Le patron, ayant délégué son autorité, il s'agit de l'interdiction ordinaire prévue par l'art. 7 à l'égard du préposé. Il n'y a, en ce cas, que des rapports contractuels de part et d'autre entre le salarié et le représentant de son patron.

16. — Ouvrier prêté. — (C'est-à-dire mis à la disposition d'un autre patron.)

Par analogie avec le cas précédent l'action n'est pas possible non plus contre le chef d'entreprise à la disposition de qui la victime a été mise par son patron. (Cass. Ch. Réunies, 8 janvier 1908, C^{ie} des Chemins de fer du Midi c/Blanc et Carbon; *S.* 1911-1-25, 2^e esp.; Villertard, 1908, p. 360). — On considère que l'autorité a été déléguée par le patron prêteur au patron emprunteur qui devient un « substitué » au véritable patron du salarié, et a, pour l'accomplissement de son service, les pouvoirs du patron prêteur (Cass. Ch. Réun. 8 janv. 1908, Veuve Ferras c/C^{ie} du Midi; *D. P.* 1908-1-185, note Dupuich). Cet arrêt précise que le second patron, par rapport à l'ouvrier avec qui il n'a pas contracté, n'est pas un chef d'entreprise au sens de la loi, mais qu'ayant eu, par suite de la convention passée avec le patron de l'ouvrier, la direction du travail, au cours duquel l'accident s'est produit, *il ne saurait, non plus, être considéré comme un tiers* soumis par l'art. 7 à l'action de droit commun. C'est en vertu de la délégation reçue que le patron emprunteur donne des ordres à l'ouvrier et qu'il est obéi. (Trib. Civ. Seine, 11 déc.

1913 ; J. Cl. F. C. 463 ; 25 nov. 1913, *loc. cit.* — Lyon, 4 mars 1923 ; J. Cl. F. C. 763 ; Caen 14 oct. 1927, Bougourd c/Yves ; Cantiniaux, 1928, p. 78.)

La doctrine s'est élevée contre cette théorie en invoquant l'absence de tout lien de subordination entre le « second » patron, c'est-à-dire le patron emprunteur, et le patron prêteur et en faisant valoir que si ce second patron n'est pas un préposé du premier il ne saurait être qu'un tiers. (Sachet, 8^e édit., t. 1^{er}, n^o 774. — Rouast et Givord, n^o 275. Loubat, 3^e édit., n^{os} 333, 1165 et 1721). Mais si la solution de la jurisprudence est critiquable il n'en faut pas moins s'y conformer car elle est nette et catégorique et toute tentative contraire serait vouée à un échec. Il se peut, d'ailleurs, que l'argumentation de la Cour de Cassation se rapproche beaucoup plus de la réalité que le raisonnement strictement juridique. Si l'ouvrier obéit au chef d'entreprise à qui il a été prêté, c'est souvent par crainte, indirectement, de son vrai patron chez qui il retournera, son travail terminé, et de qui seul il tient ses avantages permanents. Le « second » patron puise donc son autorité dans les pouvoirs de direction qui lui ont été délégués par le patron prêteur dont il devient pratiquement le « substitué » et c'est bien ainsi que l'entend l'ouvrier.

Ici il s'agit d'un substitué. Or il faut se garder de confondre le terme « substitué » tel qu'il est défini par les travaux préparatoires de la loi de 1898 (art. 20) avec l'expression « préposé ». Le préposé est tout individu choisi pour un travail fixé qu'il accomplit dans la limite des instructions reçues. Le substitué a des pouvoirs plus étendus puisqu'il commande aux lieu et place du patron. C'est en somme un « haut préposé ». En d'autres

termes le préposé à proprement parler, est préposé à *l'exécution d'un travail* commandé, le substitué dans la direction est investi du commandement de ce travail.

En ce qui concerne les indemnités accordées par la loi de 1898, pas de discussion. La victime ne connaît que son patron, qui l'a embauchée, et qui la paie. C'est entre elle et lui que s'est formé le contrat de travail avec toutes ses conséquences et même lorsque le travail a lieu hors la surveillance du véritable patron, celui-ci n'en continue pas moins à en être responsable dans les limites de la loi de 1898 dont il devra régler les indemnités en cas d'accident (Caen, 14 oct. 1927 ; Cantiniaux, 1928, p. 28) ; et il importe peu que son salaire lui ait été versé par le patron emprunteur si ce dernier se faisait rembourser par le véritable patron (Trib. Civ. Versailles, 16 mars 1922, Société des Agglomérés c/Raffabovitch ; Villetard, 1922, C. 100). C'est là le côté essentiel de la question et ce n'est qu'accessoirement qu'on en a déduit que le patron emprunteur est dégagé de la responsabilité civile de droit commun à l'égard des ouvriers empruntés, car il doit être considéré comme substitué au patron prêteur vis-à-vis de la victime qui ne saurait, par suite, exercer son action contre lui.

Par voie de conséquence également, le patron prêteur — qui, en l'absence de toute convention, ne peut agir que comme exerçant les droits de son ouvrier — ne saurait réclamer au patron emprunteur le remboursement des indemnités de la loi de 1898 qu'il est obligé de garder en définitive à sa charge (Trib. civ. Seine, 3 juillet 1912, Caisse Syndicale d'Assurances des Forges de France c/Maly ; Villetard, 1912, R. 309). Toutefois, en cas de

faute inexcusable du patron emprunteur, le premier patron peut exercer son recours (Cass. Req. 15 juin 1931 ; Cantiniaux, 1931, p. 374). (Voir plus loin n° 54.)

17. — Coopération à un travail commun sous une direction unique. — Par analogie, toujours, l'action est également impossible pour la victime ou ses représentants lorsque les ouvriers de deux entreprises distinctes, coopèrent dans un même chantier à un travail commun, sous la direction unique de l'un des deux patrons. (C. A. Paris, 14 nov. 1924, Landrieux c /C^{ie} Générale des Voitures et Segard ; *Gaz. Trib.*, 18 déc. 1924 ; Villetard, 1925, R. 15. — Cass. Civ. 8 avril 1924, Chambre de Commerce de Rouen c /Société Nouvelle des Appareux de Rouen ; Villetard, 1924, R. p. 135 ; Saintelette, 1924, p. 159.)

En pareil cas, en effet, chaque patron doit à ses propres salariés les indemnités prévues par la loi de 1898, mais il est dégagé — sauf stipulation contraire qui est valable quand elle existe (Cour de Douai, 6 mai 1909, C^{ie} des Vapeurs de Charge c /Delahaye et Pétrie ; Villetard, 1909, p. 177) — de la responsabilité de droit commun en ce qui concerne les accidents subis par le personnel de l'autre entreprise. (Cass. Civ., 31 octobre 1923, Société La Lainière c /C^{ie} *La Providence* ; Villetard, 1924, p. 39 ; Cantiniaux, 1924, p. 178 ; Saintelette, 1924, p. 64. — Cass. Civ., 5 déc. 1932, Bertot c /Dewulf, Cailleret, *La Foncière* ; *Gaz. Pal.*, 1933-1-373 ; Saintelette, 1933, p. 76. — Cass. Civ., 17 janv. 1933 ; *Rev. Gén. Ass. Terr.* 1933, p. 451. — Cass. Civ., 14 fév. 1933 ; *D. H.* 1933, p. 194.)

Il en résulte que le patron présent sur le chantier se désintéresse des accidents qui peuvent survenir aux ou-

vriers de l'autre patron et néglige à leur égard les précautions voulues : sa responsabilité n'est jamais engagée vis-à-vis d'eux. Il ne paiera ni comme patron, ni comme tiers responsable. L'application de ce principe est préjudiciable aux compagnies d'assurances : si un taux de faveur est accordé à un industriel par une compagnie, il peut arriver que cette dernière, par suite de l'incapacité d'un autre patron, ignoré d'elle et à qui elle n'aurait pas accordé les mêmes avantages, aura à supporter des sinistres sérieux.

Une jurisprudence constante décide que l'action en vertu de l'art. 7 est interdite à la victime ou à ses représentants lorsqu'il y a coopération à un travail commun sous une direction unique : Cass. Civ., 2 mars 1921 ; S. 22-1-209 (8^e espèce) et Sainctelette, 1921, 160. — 31 octobre 1923 ; *Gaz. Pal.*, 28 déc. 1923 ; *Gaz. Trib.*, 26 janvier 1924 ; J. Cl. F. C. 687 ; Villetard, 1924, p. 178. — 30 juin 1924 ; *Gaz. Trib.*, 2 juillet 1924 ; *Gaz. Pal.*, 16 sept. 1924 ; Villetard, 1924, p. 299). — 8 nov. 1926 ; *Gaz. Pal.*, 1927-1-201 — 27 mars 1928 ; Cantiniaux, 1928, p. 78. — Cass. Civ., 5 décembre 1932, Bertot c /Dewulf, Cailleret et Fils, *La Foncière* et Veuve Hubert ; *Gaz. Pal.*, 3 janvier 1933 ; Sainctelette, 1933, p. 76.

Toutefois il faut que les deux conditions ci-dessus : 1^o Coopération à un travail commun ; 2^o Direction unique, soient réalisées.

Par suite, lorsque l'une de ces deux conditions fait défaut, l'action est possible, notamment lorsque le seul lien des opérations est leur but commun :

Cass. Civ., 13 févr. 1924, Rey et C^{ie} c /Justin Reynaud et autres ; J. Cl. F. C. 797 ; Villetard, 1924, R. p. 165. (Employé d'un commerçant blessé sur le camion d'un

entrepreneur de transports chargé de transporter des fûts de vin pour le compte de ce commerçant. L'action contre l'entrepreneur est recevable.)

Cass. Civ., 26 janvier 1927, *Buche et Vanhove c/Veuve Vercoutter et Cie La Préservalrice* ; Villetard, 1927, p. 42.

Dans cette hypothèse il y a directions distinctes : les salariés appartiennent à des patrons différents et exécutent un travail commun, sur un chantier commun, tout en demeurant sous la dépendance de leurs patrons respectifs. Ils sont, ainsi que leur patron, des tiers à l'égard de l'ouvrier de l'autre patron, blessé par eux. Le lien de dépendance fait en effet défaut. (Trib. Com. Marseille, 18 déc. 1923 ; Villetard, 1924, p. 133.)

Ainsi il a été jugé qu'une compagnie de chemins de fer doit être considérée comme tiers responsable d'un accident survenu à un commis ambulant des postes (celui-ci n'est pas un fonctionnaire et l'Administration des Postes est, vis-à-vis de lui, assujettie à la loi du 9 avril 1898) ; elle n'est qu'un simple transporteur suivant l'obligation qui résulte pour elle du cahier des charges, et on ne saurait l'assimiler à un préposé de l'Etat. (C.A. Paris, 5 déc. 1912, *Chemins de fer départementaux c/Duban et Richard* ; Villetard, 1913-14, C. 255. — C.A. Paris, 3 juillet 1913, *Bréfeil c/C^{te} du Midi* ; Villetard, 1913-14, R. 222 — C. A. Toulouse, 15 juin 1915, *Veuve Ferrère c/C^{te} du Chemin de fer du Midi* ; Villetard, 1914-15, R. 357 — C. A. Bordeaux, 5 juillet 1915, *C^{te} d'Orléans c/Ballande* ; Villetard, 1914-15, R. 354.)

A l'inverse de l'hypothèse ci-dessus où, pour un travail en commun il y a des directions distinctes, les opéra-

tions effectuées peuvent être distinctes : il n'y a plus, en fait, coopération à un travail *commun*, et l'action est possible (Cass. Req., 18 oct. 1920, Chemins de fer de l'Etat c/Soulard; *Gaz. Pal.*, 7 déc. 1920; Cantiniaux, 1921, C. 20, R. 129. — Cass. Req., 8 nov. 1926; *D. H.* 1927, p. 53).

Remarque sur les deux cas précédents.

(Ouvrier prêté. — Travail en commun.)

17 bis. — Le cas de l'ouvrier prêté et le cas de travail en commun ne font généralement qu'un. Le prêt de main-d'œuvre aboutit au travail en commun sous la direction unique du second patron, sauf si ce dernier n'a pas de personnel ou détache l'ouvrier prêté chez un client en ville (pour des réparations de serrurerie ou de plomberie, par exemple). Et le travail en commun, sous une direction unique, a toujours pour origine un prêt de main-d'œuvre.

C'est donc la même situation examinée sous deux aspects différents.

Mais les prêts de main-d'œuvre, qui se multiplient dans les périodes de crise économique, semblent être réalisés surtout dans l'intérêt du patron prêteur qui cherche à réduire ainsi ses frais généraux. Par contre, dans les moments de prospérité, on constate une recrudescence de travaux en commun, chaque chef d'entreprise s'efforçant d'obtenir en supplément, par cette combinaison, du personnel organisé et facile à supprimer en cas de diminution de commandes : c'est au patron emprunteur que profite surtout le travail en commun.

Comme le patron prêteur — à l'exclusion de son ouvrier blessé — a un droit de recours contre le second

patron sur la base de la responsabilité contractuelle, il serait peut-être équitable, pour l'appréciation des fautes contractuelles, de se montrer à l'égard du patron emprunteur plus sévère en cas de travail en commun qu'en cas de prêt de main-d'œuvre. (Voir Recours du Patron, n° 54.)

18. — Sous-entreprise. — Lorsque le patron principal s'est réservé la direction du travail dont le sous-entrepreneur ne conserve que la surveillance, ce dernier doit être considéré comme un contremaître payé à la tâche. En cas d'accident causé par le patron ou par le sous-entrepreneur, le premier doit être envisagé comme le chef d'entreprise et le second comme son préposé : aucune action en vertu de l'art. 7 ne peut être exercée contre eux. (C. A. Poitiers, 30 mars 1909, Cardinand c/Lecomte et Sourisseau; Villetard, 1909-10, C. 194).

Toutefois une remarque s'impose :

Si le sous-entrepreneur qui a pris à sa charge un travail pour l'exécution duquel il jouit d'une indépendance absolue, le patron principal, auteur responsable d'un accident survenu à un ouvrier du sous-entrepreneur doit être considéré comme un tiers. Il est en effet complètement étranger à la sous-entreprise et la victime — qui est en droit de réclamer au sous-entrepreneur les indemnités accordées par la loi de 1898 — n'est rattachée à lui par aucun lien de subordination. (Trib. Civ. Seine, 31 déc. 1924; Villetard, 1925, p. 115), et nous retombons dans le cas de l'auteur responsable complètement étranger à l'entreprise (n° 13).

19. — Locateur de choses. — Une autre question

s'est posée également dans la pratique : l'action, pour la victime, est-elle possible à l'égard des personnes qui, vis-à-vis du Chef d'entreprise, constituent des locataires de choses ?

Il est incontestable que les locataires de choses doivent être considérés comme des tiers. « Le tiers qui a loué au patron de la victime un échafaudage, cause de l'accident, est à bon droit déclaré responsable. » (Cass. Req., 18 juillet 1921 ; Villetard, 1921, C. 264. — Douai, 28 oct. 1922 ; J. Cl. F. C. 649 ou L. 9 avril 1898, art. 7. F. C. 33.)

Il en est de même lorsque l'outillage, au lieu d'être loué par un tiers, est, par suite d'une convention formelle, fourni à l'entrepreneur, patron de la victime, par la personne pour qui les travaux sont exécutés, si celle-ci ne donnait aucune instruction aux ouvriers (Cass. Req., 8 nov. 1926, Régie Municipale de Bordeaux c/Veuve Grain et autres ; *Gaz. Pal.*, 28 janvier 1927 ; Villetard, 1926, p. 225 ; Sainctelette, 1927, p. 73).

Toutefois vis-à-vis du locateur de choses la victime et ses représentants, à la différence du chef d'entreprise, ne possèdent aucune action.

En effet l'alinéa 1^{er} de l'art. 7 de la loi du 9 avril 1898 accorde bien à la victime le droit de réclamer, suivant les règles du droit commun, aux auteurs de l'accident autres que le patron ou ses ouvriers et préposés, la réparation du préjudice causé. Mais l'alinéa 3, en permettant au chef d'entreprise d'exercer cette action en responsabilité, aux lieu et place de la victime, ou de ses ayants droit, si ceux-ci négligent d'en faire usage, montre par cela même *que cette action en responsabilité de la victime ne s'étend pas aux droits et actions du chef d'entreprise.*

En conséquence la victime d'un accident du travail ne peut fonder son action en dommages-intérêts contre le tiers responsable sur une convention intervenue entre ce tiers et son patron, et se prévaloir de la violation, par ce tiers, de ses obligations contractuelles :

Cass. Civ., 23 nov. 1925, Duthu c/Duhamel; *Gaz. Pal.*, 18 déc. 1925; Villetard, 1926, p. 78; Sainctelette, 1926, p. 126.

Dans l'espèce envisagée un ouvrier avait été victime d'un accident du travail dû à la rupture d'une chaîne qui n'avait pas, d'après les conditions de la vente intervenue entre le chef d'entreprise et le tiers fabricant-vendeur, la force de résistance nécessaire. Cet ouvrier, qui avait obtenu contre son patron les indemnités prévues par la loi du 9 avril 1898, exerçait, en vertu de l'art. 7 de cette loi, une action contre le vendeur de la chaîne. Il n'était pas fondé à agir de la sorte car sa demande n'était autre qu'une action en garantie à raison des défauts de la chose vendue. Or cette action en garantie appartient à l'acheteur seul, et l'ouvrier ne peut l'exercer ni en son nom personnel, ni comme créancier de son patron l'acheteur, puisque, dans ses rapports avec celui-ci, l'art. 2 de la loi du 9 avril 1898 lui interdit de se prévaloir d'aucunes dispositions autres que celles de cette loi.

Egalement dans le même sens : Cour de Bordeaux, 6 mars 1927, Société l'Air Liquide c/Veuve Condé et le Lloyd Continental Français; *Rec. Bordeaux*, 1928, 127; Sainctelette, 1928, p. 523; Cantiniaux, 1928, p. 40.

SECTION II

ÉTENDUE DE LA RESPONSABILITÉ DU TIERS

20. — La responsabilité du tiers auteur de l'accident, régie par le droit commun, ne se limite pas au règlement forfaitaire déterminé par la loi de 1898 : elle s'étend à la réparation rigoureusement intégrale du préjudice causé (Cass. Civ., 22 juin 1928; J. Cl. F. C. 497).

C'est ainsi que demeurent à la charge du tiers tous les éléments de dommage qui n'entrent pas en ligne de compte dans le règlement en vertu de la loi de 1898, et notamment la détérioration ou la perte des effets ou objets matériels (bicyclette, par exemple), le *pretium doloris*, le préjudice esthétique, le préjudice moral.

Bien entendu il s'agit là du principe à appliquer pour la fixation du quantum, mais le tiers n'est tenu de régler que dans la proportion où il est déclaré responsable.

Suivant le cas, les dommages-intérêts à sa charge seront donc inférieurs, égaux ou supérieurs aux indemnités accordées par la loi de 1898.

La victime ou ses ayants droits peuvent, dans leur demande, réclamer soit l'intégralité du préjudice si aucune indemnité n'a été versée par le patron au titre de la loi de 1898, soit la différence entre le préjudice total et les indemnités forfaitaires réglées par le chef d'entreprise si celui-ci a effectué ses paiements. Dans ce dernier cas le patron n'est pas exonéré car l'indemnité allouée ne représente que le complément des indemnités de la loi de 1898. Il lui appartient alors

d'exercer personnellement contre le tiers responsable la partie de l'action destinée à l'exonérer des obligations mises à sa charge. (Cass. Civ., 29 juin 1931 ; Billard c/Drouard Frères et Société d'Ass. *La Participation* ; *Rev. Gén. Ass. Terr.*, 1931., p. 1046.) (Pour plus de détails voir n° 51.)

En ce qui concerne le calcul du préjudice, les juges possèdent un pouvoir d'appréciation souverain et peuvent, pour accorder la réparation entière du dommage, allouer une rente supérieure au salaire annuel de la victime tel qu'il est calculé en loi de 1898. (Paris, 7^e Ch., 18 nov. 1910, Le Floch et C^{ie} *La Foncière* c/Forest et C^{ie} Générale des Omnibus ; Villetard, 1910-11, p. 332.) C'est ainsi qu'ils sont en droit d'incorporer dans le salaire de base la portion perçue en dehors du salaire normal et qui serait exclue en loi de 1898 (Grenoble, 9 août 1909, Pierre c/C^{ie} P.-L.-M. ; J. Cl., 131).

Lorsque la victime est atteinte d'une incapacité permanente, sa diminution d'aptitude ouvrière n'est plus, comme en loi de 1898, évaluée en fonction de ses facultés générales de travail, mais bien en tenant compte de la profession exercée par elle. Quand l'invalidité est assez grave pour entraîner un changement de métier, la victime a droit à un dédommagement non seulement pour la période d'adaptation, mais aussi pour le manque à gagner qui pourrait résulter de l'exercice de la nouvelle profession.

De plus les juges peuvent, comme nous l'avons vu (n° 7), accorder cette réparation *non seulement* à la victime, mais encore à n'importe quelle personne lésée par l'accident. C'est ainsi que les parents (frères, sœurs, beaux-parents, etc...) qui ne seraient pas fondés à se

prévaloir de la loi de 1898 peuvent éventuellement obtenir cette réparation. (Sachet, 8^e édit., n^o 786.)

SECTION III

CONDITIONS D'EXERCICE DE L'ACTION

21. — L'action de droit commun autorisée par l'article 7 s'appuie tacitement sur les articles 1382 et suivants du Code civil. Il s'ensuit que le seul fait d'un préjudice quelconque — si minime soit-il — entraîne, pour le blessé, le droit d'exercer cette action.

Dè cette seule condition d'ouverture : *un préjudice quelconque*, il résulte que, même lorsque la loi de 1898 ne lui accorde rien à l'égard de son patron, la victime n'en conserve pas moins la faculté de réclamer au tiers responsable la réparation du dommage subi. (Loubat, 3^e édit., n^o 1692.)

Il en est ainsi notamment :

Quand les lésions n'ont déterminé aucune diminution d'aptitude au travail, mais ont provoqué :

Un préjudice esthétique (cicatrice au visage par exemple). Les juges tiennent compte, en pareil cas, du tort causé à la victime, non seulement au point de vue professionnel, mais aussi dans sa vie privée. Pour une jeune fille une cicatrice repoussante peut constituer un obstacle absolu au mariage. L'indemnité se calcule en fonction de la profession, du salaire, de l'âge et de la situation sociale de la victime.

Ou seulement une souffrance momentanée assez aiguë pour justifier l'allocation d'un *pretium doloris*. (Trib. Com. Seine, 1^{er} janvier 1914, Bèpté c/La Métropole Voitures; Villetard, 1914, p. 153.)

Une détérioration ou une perte d'effets;

Un préjudice moral (Loubat, 3^e édition, n^o 1692);

Quand le taux de l'incapacité permanente a été insuffisant (égal ou inférieur à 5 p. 100) pour permettre l'attribution d'une rente, en loi de 1898.

Il est nécessaire de préciser que dans les deux dernières hypothèses ci-dessus, la blessure a été généralement assez grave pour donner lieu aux indemnités de la loi de 1898, autres que la rente.

L'action de l'art. 7 ayant son fondement dans le droit commun, art. 1382 et suivants du Code civil, le demandeur doit prouver non seulement l'existence du préjudice, mais aussi la faute du tiers (Trib. Civ. Vienne, 2 janvier 1926; *Gaz. Pal.*, 4 février 1925).

Lorsque la victime est une femme mariée elle ne peut exercer son action qu'avec l'autorisation de son mari quand l'indemnité réclamée comprend des débours exposés par la communauté (frais de traitement médical, effets détériorés, etc...) et les salaires perdus pendant l'incapacité temporaire, salaires qui tombent en communauté. L'action de la femme non autorisée de son époux est irrecevable, l'autorisation de justice ne pouvant suppléer à celle du chef de la communauté. (Trib. Civ. Seine, 26 mars 1908; *D. P.* 1912-2-17; Sachet, 8^e édit., n^o 768 et 7^e édit., n^o 1.163 bis.)

Mais si l'accident a porté atteinte à sa capacité de travail, c'est-à-dire s'il a déterminé une infirmité, la femme mariée peut agir sans l'autorisation de son époux (Trib. Civ. de la Seine, 21 mars 1922). Toutefois l'autorisation de justice lui est nécessaire (Cour de Lyon, 9 octobre 1924; *Gaz. Pal.* Table quinq. 1925-1930, 5^e, autorisation maritale, n^o 27). Dans ce cas il s'agit en effet

d'une action exclusivement attachée à sa personne puisqu'elle tend à la réparation d'un préjudice corporel. Le mari ne saurait intervenir car son droit d'administration est limité seulement aux *biens* de sa femme. (Planiol et Ripert, *Régimes matrimoniaux*, n° 626).

Le capital versé par le tiers ne tombe d'ailleurs pas dans la communauté. Elle constitue un bien propre; seuls les revenus de cette somme entrent dans la communauté car ils représentent les gains qu'aurait pu réaliser l'épouse si sa capacité de travail n'avait pas été diminuée (Cass. Req., 13 avril 1921; *Gaz. Pal.*, 1921-1-623; *D. P.* 1922-1-5 — Trib. Civ. Seine, 20 juillet 1929; *Gaz. Pal.*, 1929-2-634; Lalou, *La Responsabilité Civile*, 2^e édition, nos 113 et suivants).

SECTION IV

Modes d'introduction de l'action

22. — Cumul et indépendance de l'action de la loi de 1898 et de l'action de droit commun. — Lorsque l'accident a le caractère professionnel, la victime ou ses représentants possèdent une double action : la première, découlant de la loi de 1898, contre le chef d'entreprise, l'autre, fondée sur le droit commun, contre le tiers responsable.

Ces deux actions sont absolument distinctes et indépendantes l'une de l'autre ; elles ne peuvent être exercées que par des instances séparées : « Indépendamment de l'action résultant de la présente loi »... Elles n'ont, en effet, ni la même cause, ni le même objet : la première s'appuie sur une obligation légale résultant du contrat de louage, la seconde tire son principe d'un quasi-délit ou d'un contrat. Leurs bases, leurs règles et

leurs effets sont totalement différents. (Sachet, n° 778; Rouast et Givord, n° 281. — Paris, 24 mai 1901; *Gaz. Pal.*, 1901-1-756. — Cass. Civ., 4 décembre 1928; *Journ. Ass.* 1929, p. 43; Sainctelette, 1928, p. 494. — Cass. Req., 18 juillet 1932, Morvan c/Toutoux et Seven; Sainctelette, 1933, p. 61.) Et il n'est pas permis, a déclaré la Cour de Cassation, à un tribunal saisi d'une action de droit commun contre un tiers responsable, de surseoir à statuer jusqu'à la solution de l'instance intentée en vertu de la loi de 1898, sans méconnaître la nature propre et l'indépendance respective des deux actions. (Cass. Civ., 27 février 1929, Veuve Chatagnon c/Rivière; *D. P.* 1930-1-47; *S.* 1929-1-176; Sainctelette, 1929, p. 298; *Rev. Gén. Ass. Terr.* 1930, p. 174.)

Aussi ces deux actions peuvent-elles être engagées d'une façon parallèle : la victime peut exercer l'une ou l'autre de ces actions, ou les intenter toutes les deux, soit successivement, soit simultanément; elle jouit, à ce sujet, d'un véritable droit de cumul en ce qui concerne les actions :

Trib. Seine, 15 janvier 1902; Villetard, 1902, p. 127.

Trib. Commerce Seine, 3 novembre 1906; *Gaz. Trib.*, 1907, 1^{er} sem. 2-465; Villetard, 1906-07, p. 426.

Sachet, 8^e édit., n° 776 s.

Rouast et Givord, n° 280.

Baudry, Lacantinerie et Wahl, 2^e édit., du Louage, n° 1998.

Deux conséquences curieuses de l'indépendance des deux actions :

1^o La chose jugée dans l'une des actions est sans autorité vis-à-vis de l'autre (Trib. Corr. Seine, 30 déc. 1904; *D. P.* 1905-5-4).

2^o L'art. 30 de la loi de 1898 qui interdit l'immixtion

des hommes d'affaires dans la procédure contre le patron n'est pas applicable. Par suite, la victime ou ses représentants peuvent se faire assister par des conseils (Trib. corr. Seine, 23 avril 1912; *Journ. Ass.*, 1912, p. 230).

La victime agit généralement en premier lieu contre son patron, à cause de la courte prescription (un an) que celui-ci peut lui opposer.

Mais il lui est loisible d'actionner d'abord le tiers responsable. (C. de Nancy, 1^{er} juin 1921, Veuve Devannelle c/Gackel et autres; Cantiniaux, 1922, p. 208) car elle peut toujours exercer ensuite valablement son action contre le chef d'entreprise qui ne saurait lui opposer une exception tirée de son choix initial. Elle a en effet, et pour différentes raisons, intérêt à faire déterminer les indemnités et rentes mises à la charge du patron :

1^o Afin de se réserver, entre autre, l'action en révision (Loubat, 3^e édit., n^o 1696).

3^o Ou bien encore lorsque la victime ou ses représentants se heurtent à l'insolvabilité du tiers responsable. Le patron n'est exonéré qu'à due concurrence et à condition que le tiers se soit exécuté. En conséquence l'action contre le patron est toujours recevable même quand l'indemnité à la charge du tiers est supérieure à celle de la loi de 1898 : il suffit pour cela que le tiers n'en ait pas effectué le paiement (Trib. Civ. Avignon, 19 octobre 1913 ; J. Cl. F. C. 453.)

L'indemnité à la charge du patron et celle à la charge du tiers responsable ne sauraient en aucun cas se cumuler car il y aurait enrichissement illicite de la victime ou de ses ayants droit (Paris, 29 nov. 1901 ; Ville-tard, 1901, p. 353).

De l'indépendance des deux actions il résulte que :

1^o Il est interdit au tiers responsable d'intervenir dans l'instance pendante entre l'ouvrier et son patron (C. A. de Bourges, 4 juin 1919, C^{ie} d'Orléans c/Bouquet et Dubost; Sainctelette, 1919, p. 343; *Gaz. Trib.*, 13 juin 1919. — Rouast et Givord, n^o 281).

2^o Le patron, assigné en paiement des indemnités de la loi de 1898 par son ouvrier, ne saurait appeler en garantie, dans l'instance, le tiers responsable (Trib. Civ. Saint-Brieuc, 7 mai 1919, Rébillard c/Ville de Saint-Brieuc; Villetard, 1919, p. 309).

23. — Exclusion de toute action fondée sur le risque professionnel. — Contre le tiers responsable la loi du 9 avril 1898 qui règle uniquement les rapports d'ouvriers à patron ne saurait, en aucun cas, être invoquée.

Par suite, c'est en s'appuyant sur la responsabilité quasi-délictuelle ou contractuelle du tiers que le recours contre ce dernier peut seul être exercé. L'action introduite en vertu de ce moyen est donc nécessairement soumise aux règles du droit commun. (Nîmes, 10 août 1900; *D. P.* 1901-2-130.)

C'est pourquoi la victime ne saurait assigner le tiers responsable et le patron dans une seule et même instance car il n'y a pas connexité entre l'action de droit commun contre le tiers et l'action basée sur la loi de 1898, ces deux actions étant d'ailleurs soumises à des règles de procédure complètement distinctes. (Sachet, 8^e édit., n^o 779. — Cass. Civ. 4 déc. 1928, Picard Père et fils c/Cournède et Deleris; *Gaz. Trib.*, 23 fév. 1929. — Cass. Civ. 8 mars 1933, Barastégui c/Commune de Saint-Genix-sur-Guiers; Sainctelette, 1933, p. 284; Cantiniaux, 1933, p. 620).

Par contre une cour ne saurait rejeter la demande de la victime contre le tiers responsable par le motif que cette action était basée sur l'art. 1382 Code civil et non sur l'art. 7 de la loi de 1898, alors qu'il s'agit d'un accident du travail (Cass. Civ., 15 juillet 1931, Ville de Marseille et Brun c /Furno ; *Rev. Gén. Ass. Terr.*, 1932, p. 151, et note de M. André Rouast.)

24. — Voie Civile. — Commerciale. — Répressive. —

L'action contre le tiers responsable peut être introduite par la victime ou ses représentants, soit devant la juridiction civile, soit devant la juridiction commerciale, soit devant la juridiction répressive. Dans ce dernier cas la victime peut se porter partie civile ou utiliser la citation directe (Trib. Corr. Seine, 2 avril 1901 ; *Gaz. Pal.*, 1901-1-537 ; *Gaz. Trib.*, 12 avril 1901, Sommaire. — Sachet, 8^e édit., n° 776).

L'action que la victime soumet à la juridiction civile est recevable bien que son patron se soit constitué partie civile devant la juridiction répressive. (Trib. Com. Marseille, 27 octobre 1920, Nazzi c /Schloesing Frères ; Cantinau, 1924, p. 77). (Voir n° 25.)

Lorsque l'accident aura été causé par le salarié du tiers responsable, il ne faudra jamais négliger de mettre également en cause le tiers responsable lui-même. En effet, si ce dernier n'est ni présent ni représenté au procès il ne saurait être l'objet d'une condamnation, aux termes de l'art. 1351 du Code civil.

Et il n'est pas dérogé à ce principe, même devant la juridiction répressive (Correctionnelle ou Criminelle), car si les décisions de la justice pénale ont, au civil, l'autorité de la chose jugée à l'égard de tous en ce qui

concerne l'existence du fait incriminé, sa qualification, la culpabilité ou l'innocence de ceux auxquels ce fait est imputé, il n'en est pas de même lorsque ces décisions statuent, accessoirement à l'action publique, sur des dommages et intérêts ; elles n'interviennent alors que dans un intérêt purement privé et sont soumises à la règle de la relativité de la chose jugée, règle posée par l'art. 1351 du Code civil (Cass. Civ., 11 déc. 1928, *Veuve Landric c /Escande*; *Gaz. Trib.*, 9 mars 1929).

25. — Action principale. — L'action peut être engagée par la victime ou ses représentants par voie principale, au moyen d'une citation ou d'une assignation introductive d'instance, délivrée au tiers, auteur ou civilement responsable de l'accident.

Si le patron a déjà entamé son instance contre le tiers responsable devant le même tribunal, la jonction sera ordonnée et la victime aura la direction du procès car il s'agit de son action. Si les instances sont engagées devant des tribunaux différents (exemple : Tribunal de commerce par le patron et constitution de partie civile par la victime dans une poursuite correctionnelle), l'action du chef d'entreprise devient sans objet. Le patron doit se désister en supportant les frais exposés. Ainsi en a décidé la Cour de Cassation (Cass. Civ., 5 mars 1919; *D. P.* 1920-1-132, 16^e esp.; *S.* 1922-1-209. — Cass. Req., 13 mai 1919; *D. P.* 1920-1-134, 19^e esp.; *S.* 1922-1-209).

26. — Intervention de la victime ou de ses ayants droit dans l'action du patron. — La victime ou ses ayants droit ont le droit, en tout état de cause, d'in-

tervenir dans l'instance du patron. Aussitôt l'action passe entre leurs mains, et ils en prennent la direction. (Cass. Req., 11 mars 1929; *D. H.* 1929, p. 202, 2^e esp.) Le patron doit s'effacer devant la victime ou ses ayants droit qui se substituent à lui et peuvent valablement modifier à leur guise le chiffre de la demande pour le porter jusqu'à la totalité du préjudice. Toutefois ils ne peuvent compromettre les intérêts du patron et la transaction qu'ils consentiraient ne saurait empêcher le tribunal de statuer sur la demande initiale du chef d'entreprise (C. A. Paris, 29 oct. 1912; *Gaz. Trib.*, 17 déc. 1912).

27. — Action directe contre l'assureur du tiers responsable. — Les tribunaux admettent que la victime ou ses représentants peuvent actionner directement la compagnie d'assurances qui couvre le tiers responsable. (Cass. Civ., 14 juin 1926; *D. P.* 1927-1-57, décision fondamentale de cette théorie, point de départ de l'action directe.)

Nous ouvrons tout de suite ici une parenthèse en ce qui concerne les représentants de la victime. Ceux-ci, lorsque la mort de la victime n'a pas été instantanée, peuvent exercer soit leur action propre en réparation du préjudice personnel — matériel ou moral — subi par eux du fait de ce décès, soit l'action née en la personne de la victime en raison des blessures reçues, soit les deux actions à la fois (C. A. de Paris, 5^e Ch., 29 janv. 1931, Consorts Boucher et C^{ie} d'Assurances *La Providence* c/Epoux Séraphin; *Rev. Gén. Ass. Terr.*, 1931, p. 598).

L'action directe découle d'une théorie jurispruden-

tielle née de l'application de la loi du 28 mai 1913 qui a modifié le paragraphe 8 de l'art. 2.102 du Code civil, relatif aux privilèges sur certains meubles. Aux termes de cette loi les dommages-intérêts auxquels ont droit la victime d'un accident ou ses représentants constituent une créance privilégiée sur l'indemnité qui incombe, par accord ou décision judiciaire, à l'assureur de la responsabilité civile en vertu de son contrat. Et tant que la victime ou ses représentants ne sont pas désintéressés l'assureur n'est pas libéré à leur égard, même s'il a réglé à son assuré tous les dommages résultant du sinistre. Aucun accord entre l'assureur et l'assuré ne peut être réalisé en fraude des droits de la victime ou de ses représentants. De plus ces derniers n'ont pas à craindre la faillite ou l'insolvabilité de l'auteur ou du civilement responsable, car du seul fait de l'accident l'assureur de la responsabilité civile devient leur débiteur direct. Voici d'ailleurs le texte qui nous intéresse :

Article 2.102 du Code Civil :

« Sont privilégiés :

.....

8° (Loi du 28 mai 1913) les créances nées d'un accident au profit des tiers lésés par cet accident ou de leurs ayants droit, sur l'indemnité dont l'assureur de la responsabilité civile se reconnaît ou a été reconnu judiciairement débiteur *à raison de la convention d'assurance*.

Aucun paiement fait à l'assuré ne sera libératoire tant que les créanciers privilégiés n'auront pas été désintéressés.

Le privilège en question ne naît pas du contrat

d'assurance, mais de la loi du 28 mai 1913 *qui a le caractère d'ordre public*. Elle s'applique à tout accident survenu en France, sans égard à la nationalité de l'auteur de l'accident ni au lieu du contrat. (Trib. Civ. Vienne, 29 juin 1929; Berger c/*La Motor Union* et Bechely Grundall; *Rev. Gén. Ass. Terr.*, 1931, p. 46.)

La loi du 13 juillet 1930 sur le contrat d'assurance, dans son article 53 (Assurances de responsabilité) rappelle formellement cette interdiction en ces termes :

« L'assureur ne peut payer à un autre que le tiers lésé tout ou partie de la somme due par lui, tant que ce tiers n'a pas été désintéressé, jusqu'à concurrence de ladite somme, des conséquences pécuniaires du fait dommageable ayant entraîné la responsabilité de l'assuré. »

Par extension et comme conséquence de ce principe les tribunaux reconnaissent à la victime ou à ses représentants le droit d'agir directement contre l'assureur du tiers responsable, et même celui d'exiger dudit assureur communication des termes de la police. (Paris, 4^e ch., 26 déc. 1929; *Gaz. Pal.*, 14 janv. 1930; *Gaz. Trib.*, 2 fév. 1930.)

27 bis. — Déchéances et non-assurance. — L'assureur du tiers responsable est tenu d'exécuter les condamnations prononcées ainsi contre lui, sans même pouvoir, en cours d'instance, opposer les déchéances encourues par son assuré postérieurement à l'accident (défaut de transmission de pièces, etc...), car, théoriquement, l'indemnité est acquise par la victime et devient sa propriété intangible dès le moment précis du sinistre. Il se trouve dans l'obligation de payer la victime ou ses représentants (qui évitent ainsi l'in-

solvabilité possible du tiers responsable), quitte à récupérer ensuite, auprès de son assuré, le montant de son décaissement. (Cour d'Alger, 12 nov. 1930, *C^{ie} l'Union c/Blesson et Amarger*; *Rev. Gén. Ass. Terr.* 1931, p. 364. — Cass. Civ., 15 juin 1931, *le Phénix c/Knoderer*; *Sainctelette*, 1931, p. 365; *Rev. Gén. Ass. Terr.*, 1931, p. 802; *Journ. Ass.*, 1931, p. 495; *Gaz. Pal.*, 1931-2-394. — Cass. Civ., 29 juillet 1931, *La Préservatrice c/Lutiau*; *Sainctelette*, 1931, p. 368; *Rev. Gén. Ass. Terr.*, 1931, p. 1.014; *Gaz. Pal.*, 1931-2-325. — C. A. Paris, 1^{re} ch., 14 déc. 1932, *Portet et Ville de Paris c/C^{ie} Motor Union*; *Gaz. Pal.*, 1^{er} fév. 1933. — C. A. Paris, 27 mai 1932; *Gaz. Pal.*, 1932-2-359; *Rev. Gén. Ass. Terr.*, 1932, p. 819; *Journ. Ass.*, 1932, p. 487.)

Sur cette question des déchéances postérieures à l'accident, inopposables à la victime, nous ne nous appesantissons pas car elle n'est même plus discutée devant les tribunaux; mais il faut connaître les cas où le privilège de la victime ne joue pas à l'égard de l'assureur et où, par suite, *l'action directe est irrecevable*. Il en est ainsi :

1^o Lorsque le contrat est inexistant ou nul (Exemple : Voiture déclarée neuve alors qu'elle avait déjà roulé; *Trib. Civ. Seine*, 25 fév. 1927).

2^o Lorsque le sinistre envisagé n'est pas garanti par la police (Exemple : conducteur non muni du permis de conduire; C. A. Paris, 5^e ch., 21 fév. 1933; *D. H.* 1933, p. 242. — C. A. Paris, 4 mai 1934; *Sainctelette*, 1934, p. 351. — Conducteur non muni de la carte spéciale délivrée par la Compagnie d'assurances à un garagiste possédant plusieurs voitures, mais n'en met-

tant qu'une seule en circulation à la fois aux termes de sa police; Trib. de Commerce de Roanne, 20 mars 1935; Gilbert c/*C^{ie} Générale Accidents*; Sainctelette, 1935, p. 145).

3^o Lorsque la garantie du contrat est suspendue antérieurement à l'accident soit d'accord par avenant, soit par lettre recommandée pour non-paiement de prime. La victime ne saurait, en l'occurrence, avoir contre l'assureur du tiers responsable plus de droits que l'assuré lui-même. (C. A. Paris, 20 janv. 1933, *La Nationale Luxembourgeoise* c/Lévy; Sainctelette, 1933, p. 451.)

4^o Déchéance antérieure à l'accident. (Exemple : Changement de voiture non déclarée à la Compagnie; Trib. Civ. de Montbrison, 24 déc. 1931, Danis, Dames Larue et Lutz c/*C^{ie} d'assurances Mutuelles Les Travailleurs Français*; *Rev. Gén. Ass. Terr.*, 1932, p. 272).

Comme l'action directe tend à être utilisée de plus en plus, nous croyons devoir, dans l'intérêt de tous, donner à ce sujet un certain développement.

28. — Droit propre. — La loi du 28 mai 1913 a institué, au profit de la personne lésée par un accident ou de ses représentants, un droit *propre*, c'est-à-dire personnel et direct sur l'indemnité due par l'assureur du tiers responsable. Et c'est en vertu de ce droit que la victime ou ses représentants peuvent actionner directement l'assureur. (Trib. de Commerce de Marseille, 12 juillet 1926, Varnier c/Citerici et autres; *Rec. Marseille*, 1927-1-217.)

29. — Privilège de la victime. — Faillite de l'Assu-

reur. — Faillite de l'assuré. — La victime qui possède une créance privilégiée sur l'indemnité d'assurance et, partant, un droit d'action directe contre l'assureur du tiers responsable, jouit de son privilège en cas de faillite de cet assureur, à condition toutefois qu'une décision judiciaire ait été rendue sur la question de responsabilité et de préjudice ou qu'un accord formel portant sur ces deux points soit intervenu entre elle et ledit assureur avant la déclaration en faillite. Son indemnité ne tombe pas dans la masse et la victime ne vient pas en concours avec la masse des créanciers de la faillite. Il suffit qu'il y ait eu condamnation antérieurement à la faillite pour que l'indemnité échappe à la mainmise du syndic.

En cas de faillite de l'assuré, la victime ou ses représentants conservent le droit de se faire payer directement par l'assureur sans que ce dernier puisse prétendre ne se libérer qu'entre les mains du syndic de l'assuré conformément à l'art. 443 du Code de Commerce qui demeure inapplicable en pareil cas. (C. A. de Paris, 5^e ch., 5 nov. 1932, *Souny c/La Préservatrice*; *Gaz. Pal.*, 9 déc. 1932; *Gaz. Trib.*, 23 déc. 1932; *Sainctelette*, 1933, p. 37.)

Il est bon de préciser que pour la dette vis-à-vis de la victime ou de ses représentants *il n'y a pas solidarité* entre l'assureur et l'assuré. Il ne saurait y avoir solidarité car l'obligation de l'assureur, civile et contractuelle, est entièrement indépendante de l'obligation de l'assuré, née d'un délit. La juridiction saisie de la réclamation à l'égard de l'assuré et de l'assureur doit condamner l'assuré à la réparation du préjudice et ordonner que le paiement sera effectué par l'assureur,

conformément aux obligations de son contrat. (C. A. de Rouen, 14 juin 1932, *La Préservatrice* c/de Lelée-Deshayes; Rec. Rouen et Caen 1933-1-3.)

Pour exercer l'action directe contre l'assureur, la victime ou ses représentants peuvent soit l'assigner en même temps que l'assuré, soit l'assigner seul.

Examinons successivement chacun de ces deux cas et les conditions d'exercice auxquelles il est subordonné.

I. — Assureur et assuré assignés en même temps.

30. — La victime d'un accident peut mettre en cause tout à la fois l'assureur et l'assuré (Trib. Com. Seine, 20 mai 1927, Société Panhard et Levassor c/Sedlitz et l'Abeille; Sainctelette, 1927, p. 290). Il y a même pour elle un gros avantage à le faire lorsque l'assureur et l'assuré ne sont pas d'accord sur la question de garantie ou que l'indemnité est nettement supérieure à la garantie de l'assureur.

Nous recommandons cette mise en cause simultanée. Toutefois cette façon de procéder soulève des questions de compétence qu'il importe de connaître.

31. — Compétence *ratione loci*. — La victime ou ses représentants peuvent assigner le tiers et son assureur soit devant le tribunal du lieu de l'accident (Loi du 26 novembre 1923), soit devant le tribunal du domicile de l'assuré, à l'exclusion du tribunal du domicile de l'assureur (Arrêts de Cass. Civ., du 11 juillet 1932 : Aff. Drouard et C^{ie} d'Assurances *Le Phénix* c/Société Panhard et Levassor. — Aff. Mignot c/*La Préservatrice*. — Aff. Jolliot c/*La Préservatrice*, Panhard et

Levassor. — Aff. Société des Anciens Etablissements Panhard et Levassor c/Ch. de Fer de la Grande Banlieue et C^{le} *La Préservatrice*. — Pour les trois premiers arrêts : *Rev. Gén. Ass. Terr.* 1932, p. 782 à 786 ; *Sainctelette* 1932, p. 298 ; *Journ. Ass.* 1932, p. 479 et 488 ; *Gaz. Pal.*, 1932-2-405 ; *Gaz. Pal.*, 19 août 1932 ; *Gaz. Trib.* 1932-2-1, p. 84 ; *D. H.* 1932, p. 425. — Pour la quatrième affaire : *Gaz. Pal.*, 19 août 1932.

Ces arrêts très importants de la Cour de Cassation ont mis fin à d'ardentes controverses au sujet de la compétence du tribunal du domicile de l'assureur. Ils ont décidé que « si la victime d'un accident a une action directe contre l'assureur du fait du privilège à elle accordé par la loi du 28 mai 1913 sur l'indemnité dont ledit assureur se reconnaît ou a été judiciairement reconnu débiteur à raison de la convention d'assurance, ce droit ne saurait avoir pour conséquence de modifier les règles de compétence fixées tant par la loi du 2 janvier 1902 que par celle du 13 juillet 1930 qui l'a remplacée, à l'effet de faire fixer contradictoirement entre l'assuré, l'assureur et la victime, d'abord l'existence et le montant de la créance de réparation, et, en second lieu, les indemnités dues par l'assureur. Les termes de la loi ne comportant aucune distinction, il ne saurait appartenir à la victime de soustraire la connaissance d'un litige concernant la responsabilité de l'assuré et les obligations de l'assureur aux juges que le législateur, dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, a spécialement désignés à cet effet, en appelant l'assuré et l'assureur devant le tribunal de ce dernier pour voir statuer sur un recours subordonné à la fixation préalable des responsabilités et obligations sus-

énoncées. Le tribunal du domicile de l'assureur, alors qu'il n'est ni celui du domicile de l'assuré, ni celui du lieu de l'accident, ne saurait être reconnu compétent pour connaître de l'action de la victime dirigée à la fois contre l'assuré, auteur de l'accident, et contre l'assureur de ce dernier, sous le prétexte qu'en matière personnelle, s'il y a plusieurs défendeurs, le demandeur peut, en vertu de l'art. 54, § 2 du C. de proc. civ. les assigner devant le tribunal de l'un d'eux ».

Lorsque l'accident est survenu en France, la juridiction française est toujours compétente comme étant celle du lieu de l'accident, que l'assuré ait son domicile à l'étranger, que la police ait été contractée à l'étranger et que la C^{ie} d'Assurances ait son siège social à l'étranger, car l'action directe de la victime a sa source dans la loi du 28 mai 1913 qui est d'ordre public et s'applique aux étrangers aussi bien qu'aux nationaux. (Trib. Civ. de Lille, 6 mars 1933, *Liber c/Deconinck et l'Urbaine Belge*; Sainctelette, 1933, p. 364. — C. de Lyon, 25 juillet 1933, *Veuve Champetier c/Liotti et Eagle Star British Dominions*; Sainctelette, 1933, p. 366. — Trib. Civ. de Narbonne, 27 juillet 1933, *Azalbert c/Bischler et la Mutuelle Vaudoise*; Sainctelette, 1933, p. 369. — Trib. Civ. de Sens, 9 nov. 1933, *Orsal c/Ponti et l'Helvetia*; Sainctelette, 1933, p. 371.)

32. — Compétence ratione materiæ. — La juridiction saisie doit être compétente à l'égard des deux défendeurs, c'est-à-dire à l'égard du tiers responsable et de son assureur.

Lorsque le tiers est commerçant et que son assureur est une compagnie d'assurances à primes fixes (entreprise

commeriale), l'instance contre l'assuré et l'assureur peut être engagée *soit* devant le tribunal civil qui possède une compétence générale lui permettant de juger les affaires commerciales si les parties n'opposent pas l'incompétence (l'incompétence des tribunaux civils au sujet des affaires commerciales n'est que relative; elle peut être couverte. De toute façon elle doit être soulevée *in limine litis*, autrement dit en début d'instance), *soit* devant le tribunal de commerce (du domicile du tiers ou du lieu de l'accident bien entendu). (C. A. Paris, 24 janv. 1930, Aff. Marchaiseau.)

Par contre quand l'assuré n'est pas commerçant il est impossible de l'appeler en même temps que son assureur (compagnie d'assurances à primes fixes) devant le tribunal de commerce, car il opposerait l'incompétence *ratione materiæ*. Toutefois en pareil cas le tribunal de commerce — qui doit se déclarer incompétent vis-à-vis de l'assuré — n'en doit pas moins statuer à l'égard de l'assureur vis-à-vis de qui il est valablement saisi. (Trib. Com. de la Seine, 30 déc. 1930, Kinoo c /Since et C^{ie} d'Assurances Générales; *Rev. Gén. Ass. Terr.*, 1931, p. 340). En pareil cas c'est devant le tribunal civil qu'il est nécessaire d'exercer l'action car s'il existe des défendeurs justiciables les uns du tribunal de commerce, les autres des tribunaux ordinaires, le débat *tout entier* doit être renvoyé devant le tribunal civil qui est de pleine juridiction. (C. A. Douai, 11 juin 1868; *D. P.* 1869-2-18.)

Il en est de même quand le tiers est un commerçant, garanti par une société d'assurances mutuelles puisque cette dernière n'est pas commerçante. (Trib. Com. de Narbonne, 28 nov. 1932, Tuailon c/B.N.C. et Société d'Assurances Mutuelles *Les Travailleurs Français*;

Gaz. Pal., 13 janv. 1933; *Sainctelette*, 1933, p. 50.)

Lorsque le tiers est une personne morale publique et qu'il s'agit d'un accident attribué à l'exécution de *travaux publics*, le Conseil de préfecture peut se déclarer valablement saisi de *l'action directe* de la victime, la connaissance de toute contestation relative à la validité, au sens et à l'étendue des contrats d'assurance demeurant par ailleurs réservé aux tribunaux de l'ordre judiciaire. Ainsi en a décidé le Conseil de préfecture de la Seine par arrêté du 13 mai 1932 (*Alfasloza c/Commune de Romainville et C^{ie} d'Assurances La Paix*; *Rev. Gén. Ass. Terr.*, 1932, p. 807; *Gaz. Pal.*, 28 juin 1932; *Sainctelette*, 1932, p. 250).

Aucun tribunal ne conteste à la victime le droit d'assigner à la fois le tiers et son assureur ; néanmoins pour la juridiction répressive la question a été controversée pendant longtemps (action directe possible : Trib. Corr. de Seine-et-Marne (section de Melun), 8 mars 1928; *Sainctelette*, 1928, p. 331. — C. A. Lyon, 2 fév. 1931), mais un arrêt de la chambre criminelle de la Cour de Cassation, du 6 juin 1932 (*C^{ie} La Nationale c/Veuve Berthelier*; *Rev. Gén. Ass. Terr.*, 1932, p. 813; *Sainctelette*, 1932, p. 246; *Gaz. Pal.*, 26 juillet 1932; *D. H.* 1932, p. 431), a mis fin à cette discussion en interdisant d'attirer l'assureur devant la juridiction répressive.

II. — Assureur assigné seul.

33. — La victime ne peut agir contre l'assureur qu'après avoir fait reconnaître la responsabilité de l'assuré, auteur ou civilement responsable de l'accident, et fait déterminer l'indemnité à laquelle elle a droit

(Cass. Civ., 14 juin 1926, Chevassu; *Gaz. Pal.*, 30 juin 1926. — Paris, 5^e ch., 2 février 1930; *Gaz. Pal.* 1931-2-935. — C. A. Paris, 4^e ch., 5 juin 1930; *Rev. Gén. Ass. Terr.*, 1930, p. 1094. — C. A. Paris (7^e ch., 17 nov. 1931, C^{1e} *Le Soleil* c/Dame Veuve Papazian; *Rev. Gén. Ass. Terr.*, 1932, p. 68. — C. A. Paris, 6 nov. 1933, C^{1e} d'Assurance *Franco-Asiatique* c/Le Moal; Sainctelette, 1933, p. 360).

Mais si la victime a respecté cette règle et obtenu au préalable une condamnation contre le tiers responsable, l'assureur de ce dernier ne saurait discuter le montant de l'indemnité allouée (C. A. Paris, 10 février 1932, Ducresson c/C^{1e} *l'Europe*; Sainctelette, 1932, p. 310). — (C. A. Paris, 27 mai 1932, *Motor Union* c/Grande Duchesse Nicolas de Russie et Baron de Staël-Holstein; Sainctelette, 1932, p. 308.)

Par contre la victime n'a plus d'action directe contre l'assureur lorsque sa créance contre l'auteur de l'accident est éteinte, notamment quand elle s'est désistée à l'égard de ce dernier (C. A. Paris, 28 oct. 1932, C^{1e} *Rhin et Moselle* c/Veuve Bourgeaud; Sainctelette, 1932, p. 421).

Le principe de la fixation préalable de la responsabilité et du préjudice résulte des arrêts de cassation du 11 juillet 1932 cités au n° 31. Désormais l'action directe exercée contre l'assureur seul est vouée à un échec certain si auparavant la question de responsabilité et de préjudice n'a pas été tranchée vis-à-vis de l'assuré, qui seul a qualité pour la discuter. (C. A. Paris, 11^e ch., 25 juillet 1931, C^{1e} *L'Union et le Phanix Espagnol* c/Schneider; *Rev. Gén. Ass. Terr.*, 1931, p. 798; Sainctelette, 1931, R. 428. — C. A. Paris, 5^e ch.,

30 nov. 1933, *La Foncière c/Stoffel*; Sainctelette, 1933, p. 362; *Gaz. Trib.* 5 janv. 1934).

Si la victime a négligé d'observer cette règle, elle peut réparer son omission en mettant en cause l'assuré, à condition de respecter la compétence *ratione materiae* et la compétence *ratione loci*. Il faut donc que le cas s'y prête.

Pour l'action directe contre l'assureur *seul*, le demandeur bénéficie de la double compétence instituée dans son intérêt par l'art. 3 de la loi du 13 juillet 1930 : il pourra, à son choix, assigner devant le tribunal du domicile de l'assuré ou devant celui du lieu de l'accident. Ainsi en a décidé la Cour de Cassation (Cass. Civ., 8 mai 1935, *Dautel c/la Mutuelle du Poitou*; Sainctelette, 1935, p. 137). Dans ses quatre arrêts de principe du 11 juillet 1932 (voir n° 31) la Cour suprême avait déjà posé cette règle pour l'instance simultanée contre le tiers responsable et son assureur ; elle l'a étendue, par son arrêt du 8 mai 1935, à l'action directe en règlement de l'indemnité, introduite contre l'assureur *seul*, après fixation préalable de la responsabilité et du dommage vis-à-vis de l'assuré. La victime ou ses représentants exercent en effet une action qui dérive du contrat d'assurance : ils doivent, au même titre que l'assuré, se conformer à l'art. 3 de la loi du 13 juillet 1930 qui exclut formellement la compétence de droit commun du domicile de l'assureur défendeur.

SECTION V

PROCÉDURE APPLICABLE

34. — L'action dirigée contre le tiers a pour base la responsabilité délictuelle, quasi-délictuelle ou contrac-

tuelle de ce dernier ; elle est donc soumise aux règles de procédure du droit commun, sans que l'on puisse faire application des règles spéciales de la loi de 1898 (Cass. Crim., 26 juin 1908 ; Villetard, 1908-1909, p. 301 ; *Gaz. Pal.*, 21 oct. 1908).

35. — *Recevabilité.* — Même principe que ci-dessus : les règles à observer sont celles de la procédure en matière de droit commun ; toutefois il y a lieu de remarquer que les conditions de recevabilité de la demande sont plus sévères, en ce sens qu'à celles du droit commun s'ajoutent celles que nous avons précisées plus haut aux sections intitulées « Des conditions d'exercice de l'action », n° 21 et « Modes d'introduction de l'action », n°s 22 à 33 inclus.

36. — *Compétence ratione personae.* — Le Tribunal compétent est celui du domicile du défendeur (art. 59, 1^{er} alinéa, C. Proc. Civ.) ou celui du lieu de l'accident. — En ce qui concerne cette dernière compétence *ratione loci*, elle découle non de l'art. 15 de la loi de 1898, mais de la loi du 26 novembre 1923 qui a complété l'art. 59 (dernier alinéa) du Code de Procédure Civile et qui attribue également au tribunal du lieu de l'accident la connaissance de l'action en dommages-intérêts.

37. — *Compétence ratione materiae.* — Suivant l'importance du litige l'affaire devra être portée soit devant le juge de paix (jusqu'à 4.500 fr. ; décret-loi du 28 mars 1934), soit devant le tribunal civil (jusqu'à 7.500 fr. en dernier ressort ; art. 762, alinéa 6 du C. de Proc. Civ. modifié par le décret-loi du 28 mars 1934) ou

devant le tribunal de commerce (jusqu'à 7.500 fr. en dernier ressort pour la demande principale, même si réunie à une demande reconventionnelle le total dépasse 7.500 fr.; art. 639, alinéas 2 et 3 du C. de Com. modifiés par le décret-loi du 28 mars 1934).

38. — Compétence des Tribunaux Civils. — Quand l'auteur de l'accident est un non-commerçant ou un commerçant accomplissant un acte civil au moment du sinistre, la compétence à respecter est celle des juridictions civiles : Juge de Paix si la demande d'indemnité ne dépasse pas 4.500 fr. (Trib. de Paix de Marseille, 24 mai 1910, Hilaire c/Vadon et Chambon; Villetard, 1910, p. 235), Tribunal Civil de 1^{re} instance si elle est supérieure à cette somme.

En cas de pluralité de défendeurs, les uns civils, les autres commerçants, le tribunal qui peut seul connaître de l'affaire est le tribunal civil car il est de pleine juridiction et possède une compétence générale lui permettant de juger également les litiges commerciaux si les parties n'opposent pas l'incompétence ou dans un cas bien déterminé comme celui qui nous occupe. Cette hypothèse de plusieurs personnes, civils et commerçants, à mettre en cause, se présente souvent dans la pratique pour les accidents corporels résultant de collisions d'automobiles dues à plusieurs responsables.

39. — Compétence des Tribunaux de Commerce. — Lorsque le tiers responsable est un commerçant qui, lors de l'accident, agissait dans l'exercice de sa profession, la demande doit être portée devant la juridiction consulaire. Mais elle peut aussi être portée devant la

juridiction civile (Justice de Paix ou Tribunal Civil) qui est valablement saisie si le défendeur, c'est-à-dire le commerçant, ne soulève l'incompétence en début d'instance (Trib. Com. de la Seine, 6 mars 1907, et sur appel, Paris, 31 déc. 1907; Villetard, 1908, p. 280).

40. — Compétence des Tribunaux Administratifs. —

Lorsque l'accident a pour auteur une personne administrative — une entreprise de travaux publics par exemple — l'instance doit être engagée devant la juridiction administrative (Conseil de préfecture en 1^{re} instance, Conseil d'Etat en appel). Cass. Req., 16 mai 1904. Cons. d'Etat, 22 mai 1908 (Ouvrier des Télégraphes blessé par le contact du fil du téléphone qu'il réparait, avec le trolley d'une compagnie de tramways électriques; Villetard, 1908-1909, 196).

Cette compétence est toutefois subordonnée aux principes généraux du droit administratif : en conséquence, si l'accident est dû à une faute personnelle d'un membre de la personne administrative, la juridiction administrative est incompétente et c'est la juridiction civile qu'il y a lieu de saisir (tranchée ouverte sur la voie publique et qui, par négligence, n'a pas été éclairée). Cass. Civ., 8 janvier 1923. Dans cette hypothèse d'ailleurs c'est l'auteur en particulier qui doit être poursuivi et non plus l'administration ou l'entreprise dont il fait partie, car cette dernière n'est pas civilement responsable des fautes personnelles.

En dehors de la faute personnelle nous rappelons qu'il y a lieu, bien entendu, de distinguer, lorsque le tiers est une personne administrative, entre l'acte de gestion et l'acte d'autorité. Si l'accident est survenu

à l'occasion d'un acte d'autorité, c'est bien le juge administratif qui est compétent, mais s'il s'est produit à propos d'un acte de gestion c'est encore la juridiction civile qu'il est nécessaire de saisir.

41. — Compétence des Tribunaux Répressifs. — L'action en dommages-intérêts peut enfin, en raison des blessures provoquées, être introduite contre l'auteur et le civilement responsable, en vertu des art. 319 (homicide par imprudence) ou 320 (blessures par imprudence) du Code pénal, devant les juges de la répression par voie de citation directe. La demande d'indemnité peut avoir lieu aussi sous forme de constitution de partie civile après dépôt d'une plainte ou par intervention dans l'instance engagée à la requête du Ministère public. De nos jours, la constitution de partie civile est d'un usage courant, notamment en matière d'accident d'automobile, et c'est une procédure peu coûteuse pour la victime.

Mais les blessures reçues peuvent également résulter du fait volontaire de leur auteur. L'instance pénale sera poursuivie de la même façon par la victime ou par le Ministère public, mais elle aura pour base l'art. 309 du Code pénal.

Devant la juridiction répressive, l'auteur de l'homicide ou des blessures, volontaires ou non, encourt à la fois une sanction pénale et une sanction civile. Les amendes pour homicide ou blessures par imprudence ont été considérablement majorées par les décrets-lois des 17 juillet et 31 octobre 1935. Avec les décimes additionnels qui représentent dix fois le montant de l'amende, les délinquants auront à régler au Trésor, pour le cas

de blessures par imprudence de 275 à 22:000 fr. et pour le cas d'homicide de 1:100 à 33:000 fr. Cette aggravation de peine va inciter tous les automobilistes à faire pression sur leur Compagnie d'assurances pour que la transaction avec la victime et le désistement interviennent avant leur comparution devant le tribunal correctionnel, ce dernier se montrant beaucoup moins sévère quand la partie lésée a été désintéressée.

La condamnation aux dommages-intérêts comporte la contrainte par corps en cas de non-paiement, ce qui constitue un grand avantage pour le bénéficiaire de l'indemnité et lui facilite l'exécution du jugement obtenu.

42. — Assistance judiciaire. — Pour leur action, la victime ou ses représentants ne bénéficient pas, d'office, de l'assistance judiciaire qui est accordée de plein droit par l'art. 22 de la loi de 1898 au blessé ou à ses *ayants droit* pour l'instance contre le patron. Ils doivent en formuler la demande régulière conformément aux dispositions de la loi du 30 janvier 1851, révisée et élargie par celle du 10 juillet 1901, qui règle l'admission à l'assistance judiciaire, et ils ne peuvent l'obtenir que s'ils justifient de l'insuffisance de leurs ressources et du bien-fondé, *a priori*, de leur réclamation à l'encontre du tiers.

L'assisté qui a eu gain de cause en 1^{re} instance continue à jouir de l'Assistance sur l'appel interjeté contre lui, même dans le cas où il ferait appel incident.

43. — Instruction de l'affaire. — L'affaire est instruite et jugée en matière ordinaire ; elle ne jouit pas de la

procédure rapide des matières sommaires qui, en vertu de l'art. 16 de la Loi de 1898, règle l'instance de la victime vis-à-vis du patron. (Lyon, 1^{re} ch., 20 mai 1910; *Gaz. Trib.*, 9 sept. 1910. Somm.)

Au civil, l'affaire doit être obligatoirement précédée du préliminaire de conciliation devant le juge de paix (grande conciliation), sauf dispense, bien entendu (Paris, 7 déc. 1901; *Gaz. Pal.*, 1902-1-Table : Resp. Civ., 357).

44. — Preuve. — Comme pour toutes les affaires de droit commun, le demandeur doit rapporter la preuve que l'accident est dû à la faute, la négligence ou l'imprudence du tiers (Cass. Req., 18 juillet 1906; Villetard, 1906-07, p. 163).

Il doit également établir la relation de cause à effet entre l'accident et le dommage invoqué et justifier du montant du préjudice subi.

L'enquête de police et celle du juge de paix, produites et discutées contradictoirement peuvent servir de preuve dans le procès contre le tiers responsable de l'accident (C. A. de Bordeaux, 23 janv. 1922; Villetard, 1922, p. 259).

Le juge peut puiser les éléments de sa conviction dans l'enquête et l'expertise auxquelles il a été procédé dans l'instance introduite en loi de 1898 alors que ces documents, communiqués aux parties en cause, ont pu être discutés contradictoirement (Cass. Req., 29 déc. 1925, Bernoux et C^{ie} c/Regottaz et C^{ie} d'Assurances *La Providence*; Cantiniaux, 1926, p. 205; *Gaz. Trib.*, 12 mars 1926.)

Mais, bien entendu, le tribunal saisi d'une action contre

le tiers responsable n'est pas tenu de suivre les évaluations admises au cours de l'instance entre l'ouvrier et son patron. (Conseil d'Etat, 10 juillet 1912, Ministère des Travaux Publics c/Doreau; Villetard, 1913, p. 112.)

Les juges peuvent, d'autre part, décider que l'engagement pris par un tiers, en conciliation, de payer les indemnités dues à raison d'un accident du travail n'est que la conséquence de conventions particulières entre ce tiers et le patron, et ne saurait être invoqué par la victime. (Cass. Req., 16 juillet 1918, Migevant c/Dailly; Villetard, 1918, p. 149.)

45. — Cautio judicatum solvi. — Si le demandeur (victime ou ses représentants) est étranger, le tiers défendeur, de nationalité française, assigné devant un tribunal français, a la faculté d'exiger le versement de la caution *judicatum solvi* pour assurer le paiement des frais et dommages-intérêts auxquels l'étranger pourrait être condamné (art. 16, C. Civ.). Cette exception peut être soulevée en toutes matières et la caution réclamée devant toutes les juridictions : justice de paix, tribunal civil, tribunal de commerce, tribunal correctionnel, conseil de préfecture, et il importe peu que l'étranger soit demandeur principal ou intervenant.

Toutefois quand ce dernier n'est que demandeur reconventionnel, il n'est pas tenu de fournir caution, car sa demande reconventionnelle n'est qu'un prolongement de sa défense ; mais ce cas se présente rarement dans la pratique pour l'action de la victime. Il y a lieu d'ajouter que la caution n'est pas due lorsque l'étranger est autorisé à fixer son domicile en France (art. 13, C. Civ.), lorsqu'il possède en France des immeubles suffi-

sants (art. 16, C. Civ.) ou qu'il est dispensé de la caution par un traité passé entre son pays (Ex : l'Italie, la Suisse) et la France.

46. — *Prescription.* — Les courts délais de la loi de 1898 ne sont pas applicables. La prescription de l'action n'est pas d'un an ainsi qu'il est déterminé par l'art. 18 de la loi de 1898. L'action est en effet soumise aux prescriptions de droit commun. Suivant le fait générateur de l'accident, le droit à réparation se prescrira par trois, dix ou trente ans.

Délit correctionnel : trois ans. — S'il s'agit d'un *délit correctionnel* la prescription sera triennale tant pour l'action civile que pour l'action publique (art. 638, C. Instr. Crim.). Ce sera le cas de blessures par imprudence (art. 320 C. Pénal) ou d'homicide par imprudence (art. 319 C. Pénal). (C. A. de Grenoble, 26 nov. 1913, Laforge et Lecour c/Brochet et Perchet; Villetard, 1914, p. 9. — C. A. de Douai, 9 mai 1928, Société Parisienne d'Entreprises c/Verhaeghe; Cantiniaux, 1928, p. 77.)

Cette prescription de trois ans n'est pas interrompue par l'instance introduite contre le tiers par le patron, car ce dernier n'est pas maître de cette action qui appartient à la victime ou à ses représentants. (Trib. Civ. Seine, 1^{er} déc. 1917, Adolphe c/Longpuech et C^{ie} des Voitures *L'Urbaine*; Villetard, 1918, p. 266.)

Crime : dix ans. La prescription est de dix ans pour l'action civile comme pour l'action publique si le fait qui a engendré l'accident est un crime (art. 637 C. Instr. Crim.).

Il y a lieu de remarquer que le délit correctionnel et le crime sont caractérisés par leurs propres éléments

sans que cette qualification ait été nécessairement déterminée par une sanction pénale.

Pour l'action en dommages-intérêts il existe une différence d'effet entre le délit et le crime. Alors que pour le délit correctionnel il est permis de rechercher comme civilement responsable le patron du coupable (art. 1384, § 4), pour le crime il ne saurait en être question : l'employeur n'est pas civilement responsable du crime de son salarié. La responsabilité civile peut jouer toutefois à l'encontre des parents (art. 1384, § 3) lorsque le criminel est mineur.

Délit civil : trente ans. — Les prescriptions pénales édictées par le Code d'Instruction Criminelle ne s'appliquent aux actions civiles que lorsque celles-ci ont pour base un crime, un délit ou une contravention. Il en est autrement s'il s'agit d'une action qui, en dehors d'une infraction pénale, a son principe et son fondement dans une disposition du Code Civil. Quand le fait générateur de l'accident constitue un simple quasi-délit civil (dommage involontaire, art. 1383, C. Civ.), ou un délit civil (dommage volontaire, art. 1382, C. Civ.), l'action se prescrit par trente ans (C. A. Paris, 28 oct. 1921 ; J. Cl. Art. 7, F. C., 27).

Aussi, lorsque la victime ou ses représentants invoquent des *faits autres* que ceux qui ont été visés par la juridiction répressive, l'action est recevable, postérieurement à la prescription pénale et devant toutes les juridictions, pendant trente ans s'il s'agit de délits ou quasi-délits civils. (Cass. 9 janvier 1928 ; *Gaz. Trib.*, 1928-1-34. — C. A. Montpellier, 5 nov. 1931, Société Coloniale des chaux et ciments de Portland c/ Jeanjean et C^{ie} la Foncière-Transports ; *Journ. Ass.*, 1932, p. 38).

Il n'est pas dérogé au principe de l'autorité de la chose jugée puisque l'action s'appuie sur des faits différents (Trib. Civ. de la Seine, 30 mars 1925, Société Panhard et Levassor ; Sainctelette, 1926, p. 60. — C. A. de Paris, 26 juillet 1926 ; Sainctelette, 1926, p. 212). Or, les éléments constitutifs des délits ou quasi-délits civils sont beaucoup plus nombreux et plus étendus que ceux qui sont générateurs d'un délit pénal : la prescription sera donc presque toujours trentenaire.

47. — Délais d'opposition. — Même principe qu'en matière de prescription : les courtes durées prévues par la loi de 1898 ne sont pas applicables ; alors que pour les jugements de défaut rendus en vertu de la loi de 1898 le délai d'opposition est de quinze jours à compter de la signification à personne (art. 17, Loi de 1898), il est de six mois en droit commun et il court du jour de l'exécution. Plus exactement en droit commun il y a lieu de distinguer le défaut faute de conclure : le délai d'opposition est de huit jours à compter de la signification à avoué (art. 157, C. Proc. Civ.), et le défaut faute de constituer avoué ; ce dernier est le défaut véritable de la partie et celui qui nous intéresse : l'opposition en pareil cas, est recevable jusqu'à l'exécution du jugement (art. 158, C. Proc. Civ.) ; or cette exécution doit avoir lieu dans les six mois du prononcé du jugement de défaut (art. 156, C. Proc. Civ.).

Les règles ci-dessus concernent non seulement les tribunaux civils, mais aussi les tribunaux de commerce (art. 643, C. de Com.).

Pour les jugements de paix rendus par défaut, l'opposition doit être formée dans les trois jours de la signification (art. 20, C. Proc. Civ.).

En matière administrative nous rappelons que le délai d'opposition à un arrêté de défaut est d'un mois à compter de la signification (Loi du 22 juillet 1889).

En matière pénale, lorsqu'il s'agit de décisions correctionnelles, l'opposition doit être faite dans les cinq jours de la signification du jugement (art. 187, C. Instr. Crim.) ou de l'arrêt de défaut (art. 208, C. Instr. Crim., Loi du 13 juin 1856). Pour les décisions de simple police l'opposition au jugement par défaut doit être formée dans les trois jours de la signification (art. 151, C. Instr. Crim.).

48. — Délais d'appel. — Dans la procédure prévue par la loi de 1898 — action de la victime contre le patron — les jugements rendus par le tribunal civil sont susceptibles d'appel dans les trente jours du prononcé s'ils sont contradictoires et dans la quinzaine du jour où l'opposition ne sera plus recevable, s'ils sont par défaut (art. 17, Loi du 9 avril 1898); pour les jugements de paix, l'appel, lorsqu'il est possible (demandes relatives aux frais médicaux et pharmaceutiques) doit être interjeté dans la quinzaine de la décision (art. 15, Loi du 9 avril 1898).

Il n'en est plus de même dans les actions contre le tiers responsable; ce sont les délais ordinaires qui doivent être observés (Paris, 28 octobre 1921; J. Cl. art. 7, F. C. 27). Ces délais sont les suivants :

Devant les tribunaux civils de 1^{er} instance, deux mois à partir de la signification à personne ou à domicile (art. 443, C. Proc. Civ.), mais à huit jours au moins du jugement (délai *ab irato*).

Mêmes règle et délai pour les tribunaux de commerce.

Justices de Paix : trente jours à partir du prononcé et au minimum trois jours après le prononcé (art. 13, Loi du 25 mai 1838). Pour les jugements préparatoires : après et conjointement avec le jugement définitif (art. 31, C. Proc. Civ.).

En matière administrative : le pourvoi devant le Conseil d'Etat contre un arrêté du Conseil de Préfecture doit être formé dans les deux mois de la signification.

En matière pénale, qu'il s'agisse de jugements correctionnels ou de jugements de simple police, le délai d'appel est de dix jours à compter du prononcé si la décision est contradictoire, ou à compter de la signification si elle est par défaut (art. 203 (correctionnel) et 174 (simple police) du C. d'Instr. Crim.).

49. — Hypothèque judiciaire. — A la différence des jugements rendus contre le patron en loi de 1898, les décisions prononcées contre le tiers responsable emportent hypothèque (Loubat, 3^e édit., n^o 1737).

SECTION VI

EFFETS DE L'ACTION

50. — Cas où le patron est exonéré automatiquement à l'égard de la victime ou de ses ayants droit. — La condamnation prononcée contre le tiers responsable exonère, à due concurrence, le chef d'entreprise des indemnités mises à sa charge par la loi de 1898, et cela, de plein droit (Cons. d'Etat, 21 nov. 1934 ; *D. H.*, 1924, p. 9).

Le patron est toujours exonéré à due concurrence, même lorsqu'il est partiellement responsable de l'acci-

dent avec le tiers, pourvu que la faute commise par lui ne soit pas inexcusable et que sa part de responsabilité en droit commun soit inférieure à ses obligations forfaitaires (Paris, 6 juillet 1906; Villetard, 1906-07, p. 165. — Douai, 11 février 1907; Rec. Douai, 1907, 159. — Cass. Civ., 30 oct. 1818; *D. P.* 1920-1-120). Il s'agit là du cas de *faute commune du patron et du tiers*. La Cour de Cassation a énoncé le principe du calcul sous une forme moins claire que les chiffres : « Si le patron est auteur ou coauteur de l'accident, l'exonération ne peut jouer à son profit que dans la mesure où sa responsabilité serait moins onéreuse que le règlement forfaitaire de la loi de 1898 ». (Cass. Civ., 14 janvier 1919; *D. P.* 1920-1-131. — Cass. Civ., 22 juillet 1920; *D. P.* 1921-1-81; *Gaz. Trib.*, 29 août 1920; Cantiniaux, 1920, p. 244. — Cass. Crim., 30 janvier 1931, Debray et *La Préservalrice* c/Chaussy et autres; Saintelette, 1931, R. 523; *Rev. Gén. Ass. Terr.*, 1931, p. 430.)

Dans la pratique on calcule la part du préjudice qui incombe au patron en droit commun, et celle qui lui incombe en loi de 1898. Si la part en droit commun est inférieure à la part légale, le patron ne doit payer que cette part : il est exonéré du surplus. A l'inverse si sa part en droit commun dépasse sa part légale, il n'y a pas exonération, mais la charge du patron se limitera au forfait légal qui constitue pour le chef d'entreprise l'obligation limite vis-à-vis de son ouvrier.

(Pour le calcul de l'exonération, voir page 85.)

Le patron est exonéré totalement et de plein droit lorsque l'indemnité mise à la charge du tiers est égale ou supérieure à celle fixée par la loi de 1898. (Cass. Civ., 30 oct. 1918; *D. P.* 1920-1-120) et à condition que la

victime n'ait pas, comme nous allons le voir (n° 51), limité son action au seul complément des réparations forfaitaires de la loi de 1898.

L'exonération n'est acquise au profit du patron que si le jugement de condamnation a été exécuté par le tiers et l'indemnité régulièrement payée. Le seul fait de la condamnation ne suffit pas (Paris, 5 août 1905 ; Villetard, 1906, p. 40. — Trib. Civ., Avignon, 29 oct. 1913, *Veuve Regnaud c/ Geoffroy* ; Villetard, 1914, p. 400. — Cass. Civ., 15 nov. 1921, *C^{ie} Générale d'Assurances Accidents c/ C^{ie} des Tramways et Omnibus* ; Villetard, 1922, p. 10).

Si la condamnation du tiers est inférieure à l'indemnité légale, le chef d'entreprise est tenu de régler à la victime le complément auquel celle-ci a droit en vertu de la loi de 1898 (Trib. Civ., Marseille, 8 mars 1910 ; Villetard, 1901, p. 165).

Lorsqu'il y a *faute commue de la victime et du tiers* et que d'après le partage de responsabilité l'indemnité de droit commun est au moins égale aux obligations du chef d'entreprise, ce dernier est de plein droit et complètement exonéré. La disposition de l'article 7 relative à l'exonération est formelle et impérative, et ne laisse au juge aucun pouvoir d'appréciation pour limiter les effets de cette exonération (Cass. Civ., 30 oct. 1918, *Le Soleil-Sécurité Générale c/ C^{ie} Parisienne des Tramways et Veuve Pomponne* ; Saintelette, 1919, p. 58).

Lorsque le patron a versé à la Caisse Nationale des Retraites le capital constitutif de la rente due en loi de 1898, il est fondé à en réclamer le remboursement au tiers responsable jusqu'à concurrence du montant de la condamnation de ce dernier (Cass. Civ., 15 nov. 1921 ; J. Cl. F. C. 472).

51. — Cas où le patron n'est pas exonéré malgré le paiement du tiers responsable. — Les indemnités versées à la victime ou à ses ayants droit par le tiers responsable exonèrent bien, à due concurrence, le patron, mais la victime, d'après les règles du droit commun auxquelles renvoie l'art. 7, n'est pas contrainte de réclamer la réparation intégrale. Elle peut limiter sa demande au complément de l'indemnité forfaitaire due ou versée par le patron. En pareil cas l'indemnité qu'elle obtient n'exonère pas le chef d'entreprise, à due concurrence, des obligations qui lui incombent en vertu de la loi de 1898. Il appartient alors au patron d'exercer personnellement contre le tiers responsable la partie de l'action destinée à l'exonérer des obligations mises à sa charge. (Cass. Civ., 29 juin 1931, Billard c/Drouard Frères et Société d'assurances *La Participation*; *Rev. Gén. Ass. Terr.*, 1931, p. 1046, note de M. André Rouast; *D.P.* 1931-1-153, note de M. André Rouast.) Ce récent arrêt de la Cour de Cassation est d'une extrême importance car il tranche pour la première fois cette question de l'action de la victime limitée au complément et modifie d'une manière profonde l'interprétation courante que l'on donnait antérieurement de l'art. 7 : on avait toujours considéré qu'en pareil cas l'exonération du patron s'exerçait en premier lieu automatiquement, aux dépens de la victime qui, parfois, de ce fait, ne touchait rien en définitive.

D'autre part, lorsque les bénéficiaires sont des représentants non énumérés dans l'article 3, le patron n'est nullement exonéré car il n'a aucun droit à faire valoir sur les indemnités qui leur sont ainsi allouées. Il ne saurait leur réclamer aucun remboursement puisqu'ils

ne sont pas bénéficiaires des indemnités légales. (Cass. Req., 19 nov. 1930, Viget c/Consorts Botté; *Sainctelette*, 1930, p. 540.) En d'autres termes si le chef d'entreprise peut exercer son droit d'exonération sur les indemnités forfaitaires allouées aux victimes, ou à leurs ayants droit sous forme de rentes servies par la Caisse Nationale des Retraites, il n'a aucun droit sur les indemnités allouées aux simples représentants sous quelque forme que ce soit.

52. — Des conventions amiables avec le tiers responsable. — Le règlement de l'indemnité qui incombe au tiers peut s'effectuer par simple transaction entre ce dernier et la victime ou ses représentants, mais en présence et avec l'accord du patron, faute de quoi le chef d'entreprise conserverait intégralement contre le tiers son droit de recours pour la récupération des sommes versées par lui en loi de 1898. (Trib. Civ. de la Seine, 7 nov. 1903; *Gaz. Trib.*, 9 déc. 1903. — Trib. Paix, Paris (VII^e), 15 déc. 1905; *La Loi*, 2-3 mars 1906.)

A cet égard, la mise en demeure du tiers au patron suffit, et si ce dernier n'a pas jugé utile d'intervenir il est censé avoir donné tacitement son accord.

Le tiers peut encore être recherché soit par le patron, soit par la veuve et les enfants d'un ouvrier décédé, malgré une transaction intervenue avec celui-ci et le versement d'une indemnité pour solde de tout compte (C. A. Paris, 5 juillet 1910, Jamin et Viard c/C^{te} Générale des Voitures à Paris; *Villetard*, 1910, p. 172).

De même, doit être annulée la convention intervenue entre le tiers et la victime, allouant à cette dernière une indemnité inférieure à celle prévue par la loi de 1898

(Trib. Corr. de la Seine, 10 février 1913, Léo c/Héritiers Decazes; Villetard, 1913, p. 185).

Toutefois, pour être valable, la convention entre le tiers et la victime ou ses représentants doit revêtir les mêmes formes que celles exigées par la loi de 1898 pour le règlement par la voie judiciaire. Les mesures imposées au patron par la loi de 1898, dans l'intérêt de la victime, doivent évidemment être respectées aussi par le tiers.

Au cas où cette règle ne serait pas observée, la transaction n'opère pas exonération au profit du patron, et celui-ci, à qui elle n'est pas opposable, peut contraindre le tiers à payer une seconde fois si lui-même est tenu de payer, par la suite, à la victime. (Sachet, 8^e édit., n^o 797.)

Néanmoins l'introduction d'une instance judiciaire n'est pas obligatoire : c'est ainsi que la transaction peut être réalisée d'une façon définitive devant le Président du Tribunal Civil, lors de la conciliation, par la comparution de toutes les parties intéressées. (Sachet, 8^e édit., n^o 797.)

CHAPITRE II

RECOURS DU PATRON DE LA VICTIME

53. — Le patron peut avoir, ainsi que nous le verrons plus loin, un intérêt distinct de celui de l'ouvrier à faire déclarer la responsabilité du tiers (Cass. Civ., 22 juillet 1926 ; Saintelette, 1922, p. 446).

Pour exercer lui-même son recours, le patron de la victime doit être majeur et capable (Sachet, 8^e édit., n^o 770).

Lorsqu'il est atteint d'incapacité, c'est à ses représentants légaux à agir en son lieu et place : tuteur s'il est mineur ou interdit, conseil judiciaire s'il est pourvu d'un conseil judiciaire, syndic s'il a été déclaré en faillite.

En cas de décès du patron, les héritiers de ce dernier, comme successeurs de ses droits, sont habiles à introduire ou à poursuivre l'action contre le tiers responsable.

SECTION I

CONTRE QUI PEUT-IL ÊTRE EXERCÉ ?

54. — Le patron ne peut agir que *contre les tiers étrangers à l'entreprise*. — En effet, si l'art. 7 réserve expressément à la victime ou à ses représentants et aussi au chef d'entreprise comme à son assureur subs-

titué (Cass. Req., 11 mars 1929; *Gaz. Pal.*, 1929-1-849), le droit de réclamer, conformément aux règles du droit commun, la réparation du préjudice causé, c'est seulement à la condition que les auteurs de l'accident ne soient pas le patron ou ses ouvriers ou employés. (Cass. Civ., 20 juillet 1932, Dauveuf c/Société des Sécheries et Pêcheries fécampoises et C^{ie} d'Ass. l'*Urbaine et la Seine*; *Gaz. Pal.*, 19 oct. 1932; *Gaz. Pal.*, 1932-2-651).

Ainsi que nous l'avons rappelé au n° 8, l'art. 2 de la loi du 9 avril 1898 précise que les ouvriers et employés ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de ladite loi. (Cass. Crim., 7 fév. 1931; *Gaz. Pal.*, 1931-1-669. — Cass. Civ., 25 mars 1931; *Gaz. Pal.*, 1931-2-6. — Cass. Civ., 15 juillet 1931; *Gaz. Pal.*, 1931-2-660), et il n'est fait exception à cette règle (d'après l'art. 7) que dans l'hypothèse où l'accident est imputable à un tiers autre que le patron ou ses ouvriers et préposés.

Il suit de là que *le chef d'entreprise est irrecevable à exercer contre son préposé*, même si l'accident a pour cause un fait intentionnel ou délictuel de ce préposé, *l'action que l'art. 7, alinéa 4, l'autorise à exercer aux lieu et place de la victime*.

Par contre le patron peut poursuivre, aux fins de récupération ou d'exonération, le tiers à la disposition de qui il avait mis son ouvrier, mais qui n'en avait pas pris la direction et la surveillance. Ce tiers est tenu, lorsque l'accident est arrivé par sa faute ou par l'utilisation d'une chose dont il avait la garde, d'exonérer le chef d'entreprise de toutes les condamnations mises à la charge de ce dernier au profit de l'ouvrier ou de ses

ayants droit (Cass. Civ., 14 fév. 1933, *Defives c/Epoux Battut*; *D. H.* 1933, p. 195; *Saintelette*, 1933, p. 550).

De même, en cas de travail en commun, sous une direction unique, chacun des patrons qui y coopère, demeure responsable des indemnités légales vis-à-vis de ses propres ouvriers ; mais il est fondé, lorsqu'il y a eu faute inexcusable de l'autre patron, à actionner celui-ci en remboursement des sommes payées en vertu de la loi de 1898.

C. A. de Douai, 24 fév. 1909, *Bonnet c/Tessière, c/Crepelle-Fontaine*; *Villetard*, 1909, p. 74.

Cass. Civ., 7 mars 1923, *Mauroux c/Alliot* ; *Villetard*, 1922, p. 141.

Sachet, 8^e édit., nos 775 et 775 bis.

D'autre part il peut valablement exister entre les deux chefs d'entreprise, pour le travail en commun, une convention aux termes de laquelle chacun d'eux ne se trouve pas, comme le veut la jurisprudence, dégagé de la responsabilité de droit commun en ce qui concerne les accidents dont sont victimes les ouvriers de l'autre entreprise.

C. A. de Douai, 6 mai 1909, *C^{ie} des Vapeurs de charge c/Delahaye et Pétrie* ; *Villetard*, 1909-10, p. 117.

Bien mieux, lorsqu'il y a eu convention entre les deux chefs d'entreprise pour un travail en commun, même s'il n'y a pas eu renonciation au principe de l'interdiction du recours comme dans le cas ci-dessus, l'un des patrons peut réclamer à l'autre des dommages-intérêts (dont le remboursement des indemnités de la loi de 1898) si l'accident survenu à son ouvrier est dû à

l'inexécution par l'autre chef d'entreprise d'une obligation dérivant de cette convention.

Cass. Civ., 30 juin 1924, Chambre de commerce de Calais c/Vincent; *D. H.* 30 oct. 1924, p. 601; Villetard, 1924, p. 229.

Il y a lieu de noter que pour obtenir le remboursement ou l'exonération des indemnités mises à sa charge par la loi de 1898 le patron possède également, dans certains cas, contre le tiers responsable, d'autres actions que celle de l'art. 7 : c'est ainsi que pour les accidents dus au matériel et à l'outillage, il est en droit d'actionner en vertu du C. Civ., le locateur de choses (obligation conventionnelle) ou d'appeler le vendeur en garantie pour vice de construction. (Pour cette dernière espèce : C. A. de Rouen, 14 déc. 1907, Société Coopérative des Charbonniers du port du Havre c/Chambre de Commerce du Havre ; Villetard, 1908, p. 154.)

SECTION II

ÉTENDUE DE LA RESPONSABILITÉ DU TIERS

55. — A l'égard du patron la responsabilité du tiers est limitée au total des indemnités dues en vertu de la loi de 1898 par l'employeur de la victime.

Ce dernier ne peut en effet, en fondant son action sur la subrogation légale instituée par l'art. 7, exercer son recours que dans la mesure où sa propre responsabilité est engagée, c'est-à-dire jusqu'à concurrence des indemnités mises à sa charge par la loi de 1898 au profit de son ouvrier ou préposé. (Loubat, 3^e édit., n° 1713. — Sachet, 8^e édit. n° 783 *bis*).

Ainsi il ne saurait poursuivre le tiers responsable en

paiement de la taxe établie pour constituer le fonds de garantie car cette taxe représente une imposition à la charge du chef d'entreprise et n'a aucun rapport avec les sommes décaissées par le patron à l'occasion d'un accident du travail (Trib. Civ. de Bordeaux, 1^{re} ch., Ville de Bordeaux c/Société Motobloc, 2 mai 1932; *Gaz. Pal.*, 6 juillet 1932). — C. A. Paris (7^e chambre, 10 mars 1935; *Gaz. Trib.*, 28 sept. 1935).

De même s'il a pris, en vertu de contrats spéciaux, des engagements à l'égard de son personnel, il ne lui est pas permis de réclamer au tiers le remboursement ou l'exonération de ces charges contractuelles qui dépassent les obligations de la loi de 1898. (Trib. Civ. de la Seine, 19 mai 1913, C^{ie} Française des Automobiles de Place c/Ville de Paris; Villetard, 1913. p. 303).

En ce qui concerne le cas de l'apprenti, le tiers doit le remboursement des indemnités, à condition que le patron n'invoque pas explicitement l'art. 7, car il a été jugé par le Conseil d'Etat que pour l'action en vertu de l'art. 7 il doit être fait abstraction des modes d'évaluation prévus par la loi de 1898. (Conseil d'Etat, 14 déc. 1927, Syndicat général de garantie du Bâtiment c/l'Etat; Cantiniaux, 1928, p. 77). Le patron devra en conséquence s'appuyer sur les art. 1382 et suivants du Code Civil.

La condamnation prononcée contre le tiers, au profit du patron de la victime, ne saurait donc dépasser le total des indemnités dues en loi de 1898. Par contre le montant de cette condamnation peut se trouver inférieur à ces indemnités légales si la responsabilité est partagée entre le tiers et la victime et attribuée pour la plus forte part à cette dernière. (Conseil d'Etat, 22 mai 1908; Villetard, 1908-1909, 196.)

Le chef d'entreprise, s'il est coauteur de l'accident, ne peut réclamer son exonération que pour la portion de l'indemnité légale (Loi de 1898) qui excède l'indemnité correspondant à sa responsabilité en droit commun. (Cass. Civ. 22 juillet 1920; *D. P.* 1921-1-81. — Cass. Crim., 30 déc. 1933; *Gaz. Pal.* 1934-1-535.) En d'autres termes si sa responsabilité est fixée à 20 p. 100 et que l'indemnité légale soit égale à 50 p. 100, il n'est exonéré que pour 50 — 20, soit 30 p. 100, et la victime sera en fin de compte indemnisée de la façon suivante : 80 p. 100 par le tiers responsable et 20 p. 100 par son patron (qui sur les 50 p. 100 de son avance se sera fait rembourser 30 p. 100 par le tiers). Dans ce cas de faute commune du patron et du tiers *il n'y a pas solidarité*, car la solidarité suppose deux personnes tenues de la même dette, ce qui n'est pas le cas puisque le patron doit une indemnité forfaitaire alors que le tiers est tenu en vertu des art. 1382 et suivants du Code civil (Cass. Crim., 30 déc. 1933; *Gaz. Pal.*, 1934-1-535. — Rouast et Givord, n° 287).

Si le tiers ne s'exécute pas, par suite d'insolvabilité, par exemple, le patron n'est pas exonéré : il doit régler à la victime ou à ses ayants droit le montant intégral des indemnités forfaitaires (voir n° 50).

L'employeur qui, en loi de 1898, n'a jamais de recours personnel contre le tiers responsable puisqu'il n'exerce pas son propre recours mais l'action de la victime ou de ses ayants droit peut introduire contre le tiers, par instance séparée, une action personnelle en dommages-intérêts en s'appuyant sur les art. 1382 et suivants du Code civil. Dans une pareille instance il est en droit de réclamer, à l'exception du remboursement ou de

l'exonération des indemnités de la loi de 1898, la réparation du préjudice subi par lui, employeur. Ce préjudice, civil ou commercial, n'est pas limité dans son étendue et peut englober les conséquences les plus lointaines de l'accident causé par le tiers : trouble dans l'exploitation du fait de l'immobilisation de la victime, dégâts matériels, perte de trafic, diminution du chiffre d'affaires, perte de clientèle, etc...

C. A. de Paris, 27 déc. 1926, Cousteix et Assistance Publique c/Jucken et Vincent; *D. H.*, 1927, p. 191.

Cass. Req., 25 mai 1927, Société des Grands Travaux de Marseille c/Lassalle et C^{ie} Chemins de fer Paris-Orléans; *Gaz. Trib.*, 15 juin 1927. (Cet arrêt de cassation a décidé que le tiers était tenu au paiement non seulement des rentes dues pour accidents du travail, mais encore des pensions de retraites qui se cumulent avec, pour les ouvriers et employés des Compagnies de chemins de fer des Grands Réseaux, aux termes de l'art. 4 de la loi du 21 juillet 1909.)

Il va de soi que si le montant de la demande peut s'étendre à tous articles, le règlement de l'indemnité définitive est subordonné à la question de responsabilité. Or la responsabilité peut toujours être partagée et de ce fait l'indemnité n'est nullement exempte de réduction (Cass. Civ., 7 juillet 1909; *J. Cl.* 132).

SECTION III

CONDITIONS D'EXERCICE DU RECOURS

56. — Fondement du recours. — Ce n'est pas en vertu d'un droit personnel, mais en vertu d'une subrogation

légale, que le patron agit ; il fait simplement valoir un droit qui appartient à l'ouvrier blessé et dont celui-ci ne s'est pas servi. (Cass. 13 mai 1919 ; Saintelette, 1919, p. 159. — Paris, 2 fév. 1925 ; *Gaz. Trib.*, 12 avril 1925 ; Villetard, 1925, p. 76.)

Le patron peut être considéré comme un débiteur principal qui, subrogé dans les droits de son créancier, agirait contre un autre débiteur principal dont la dette peut venir en déduction de celle qu'il a payée lui-même (Trib. Civ. de la Seine, 26 juin 1909 ; *Gaz. Pal.*, 1909-2-186).

C'est pourquoi en cas de responsabilité partagée entre la victime et le tiers, de plein droit le patron est exonéré de la rente si l'indemnité due par le tiers est supérieure au capital constitutif, mais le tiers ne supporte les autres charges (indemnités journalières, frais médicaux et pharmaceutiques) que dans la proportion où sa responsabilité est engagée (Bordeaux, 29 mai 1923 ; *J. Cl. F. C.* 650).

Mais si la victime, bien qu'aucune faute n'ait été relevée contre elle, n'a obtenu du tiers qu'une indemnité inférieure à celle accordée par la loi de 1898, le patron est en droit de réclamer au tiers responsable le paiement de la différence (Paris, 5 mai 1905. — Paris, 3 fév. 1909 ; Villetard, 1909, 148).

Il en est ainsi notamment lorsque la victime a limité sa demande au complément de l'indemnité légale, c'est-à-dire à la partie du préjudice dont elle n'est pas indemnisée par son patron. (Trib. Civ. de la Seine, 23 fév. 1924, *C^{ie} Générale des Voitures c/Sebin* ; Villetard, 1924, p. 114 ; Cantinau, 1924, p. 322. — Cass. Civ., 29 juin 1931, *Billard c/Drouard Frères et Société d'Assurances la Participation* ; *Rev. Gén. Ass. Terr.*,

1931, p. 1.046, voir *supra* n° 51). Dans ce cas la victime n'ayant pas fait valoir l'intégralité de ses droits le chef d'entreprise est fondé à agir contre le tiers dans la mesure où la victime a négligé d'exercer son droit.

Il importe peu que la victime ait délivré une quittance pour solde; ses droits ne sont pas épuisés et le patron, en vertu de la subrogation légale, peut les invoquer car la réparation n'a pas reçu toute sa plénitude.

Mais d'une manière générale, en dehors des exceptions ci-dessus, la jurisprudence est unanime à déclarer irrecevable l'action du patron lorsqu'elle est postérieure à celle de l'ouvrier. Le principe est pour ainsi dire absolu : Cass. Civ., 7 juillet 1909, C^{ie} des Tramways de l'Est-Parisien c/Philippe ; *Gaz. Pal.*, 12 nov. 1909 ; Villetard, 1909-1910, p. 256. — C. A. Paris, 13 nov. 1909 ; Villetard, 1910, p. 380. — C. A. Orléans, 12 oct. 1910 ; *Gaz. Pal.*, 19 janv. 1911 ; *Gaz. Pal.*, 1911-1-68. — C. A. Douai, 10 oct. 1910 ; Villetard, 1911-12. — Trib. Civ. de la Seine, 2 mars 1915 ; Villetard, 1914-15, p. 297.

Cass. Civ., 5 mars 1919, Société d'Assurances la *Mutualité Industrielle* et C^{ie} Générale Parisienne de Tramways ; *S.* 1922-1-209 ; *Gaz. Trib.*, 10 avril 1919 ; Villetard, 1919, p. 245 ; Cantiniaux, 1920, p. 22.

Cass. Civ., 13 mai 1919, C^{ie} Générale des Voitures de Paris c/C^{ie} des Tramways Sud ; *Gaz. Trib.*, 13 juin 1919 ; Villetard, 1919, p. 278 ; Cantiniaux, 1920, p. 79.

Bien mieux, l'action du patron doit être déclarée irrecevable si l'ouvrier a exercé son action même postérieurement à l'introduction de la demande du chef d'entreprise (C. A. Paris, 28 oct. 1910 ; Villetard, 1910-1911, R. 325).

En définitive le patron ne peut opter, qu'entre deux

moyens : actionner le tiers aux lieu et place de la victime négligente ou intervenir dans l'instance engagée par celle-ci. Si la victime a déjà épuisé son action (sauf lorsqu'elle a limité sa demande au complément des indemnités légales) le patron ne saurait agir à son tour pour solliciter son exonération ou le remboursement des sommes payées par lui en vertu de la loi de 1898. Les droits du patron ne sont autres que ceux de l'ouvrier : c'est ainsi que le chef d'entreprise, bien qu'il soit intervenu dans l'instance, est irrecevable à interjeter appel si le jugement de première instance est accepté par la victime (C. A. Paris, 9 nov. 1923 ; *J. Cl. F. C.* 613).

Mais en ce qui concerne les sommes qu'il doit décaisser sur une action en révision pour majoration de rente, intentée par le blessé en cas d'aggravation de l'incapacité primitive, le patron peut en réclamer le montant au tiers responsable.

(Trib. Civ. de la Seine, 26 juin 1909 ; Villetard, 1909-1910, p. 276 et Sachet n° 781 *bis*.)

Est également recevable l'action du patron contre le tiers, postérieure à l'action de l'ouvrier, si les deux demandes n'ont pas le même objet, l'une ayant trait à une incapacité temporaire, l'autre à une infirmité résultant d'une aggravation postérieure à la décision rendue sur l'instance engagée par la victime (Cass. Req. 8 juin 1913 ; Villetard, C. 160).

En dehors de l'action spéciale prévue par l'art. 7 le chef d'entreprise conserve, bien entendu, tous les droits et actions qui peuvent lui appartenir à un autre titre : c'est ainsi qu'il peut, en vertu des art. 1382 et suivants du Code Civil, réclamer au tiers la réparation

du préjudice subi par lui-même, en dehors de celui éprouvé par son salarié. (C. A. Paris, 5 mai 1905 ; *Gaz. Trib.*, 24 juin 1905 ; Villetard, 1905, p. 115. — C. A. Paris ; *Gaz. Trib.*, 16 déc. 1912). Et il importe peu, en pareil cas, que la victime ait délivré au tiers une quittance définitive et pour solde. Le règlement en question est inopposable au chef d'entreprise. (Trib. Civ. de la Seine, 26 juin 1909 ; *Gaz. Pal.*, 1909-2-186.)

Toutefois le patron ne saurait fonder son recours sur les art. 1382 et suivants que s'il y a connexité entre son préjudice et celui de la victime, s'il a été personnellement et directement lésé par l'accident, par exemple si au cours de celui-ci son matériel a été détérioré ou détruit.

Il peut, de même, poursuivre le tiers responsable en vertu d'une obligation contractuelle existant entre lui et ce dernier (Rouen, 18 juillet 1903 : machine louée par le tiers ; explosion par suite d'un vice caché ; *Gaz. Trib.*, 25 nov. 1903).

En résumé le patron de la victime possède une double action, la première dans tous les cas, la seconde occasionnellement :

1^o Il peut toujours, à l'encontre du tiers, en cas de négligence de l'ouvrier ou de ses ayants droit, agir aux lieu et place de ceux-ci, comme subrogé dans leurs droits, en invoquant l'article 7.

2^o Il peut en outre, quand les circonstances de l'accident s'y prêtent, posséder une action personnelle, avoir un droit propre à faire valoir : réparation d'un préjudice personnel né d'une faute délictuelle, quasi-délictuelle ou contractuelle du tiers.

57. — Conditions d'exercice du recours. — Le chef

d'entreprise ne peut utiliser contre le tiers l'action qui lui est réservée par l'art. 7 que si l'accident l'a rendu débiteur, à l'égard de la victime, des indemnités de la loi de 1898. Il faut que l'accident ait donné naissance aux indemnités légales, autrement le patron ne saurait invoquer un intérêt à agir et sa demande serait irrecevable.

Poussant le raisonnement à fond, certains auteurs (MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl, 3^e édit., du louage, 2.008), soutiennent que le chef d'entreprise, pour agir contre le tiers responsable, doit attendre que les indemnités forfaitaires de la loi de 1898 soient fixées. A notre avis, ce principe est excessif ; il suffit, comme condition préalable, que l'accident ait un caractère professionnel (Sachet, 8^e édit., n^o 770) et que le patron soit débiteur de son salarié.

De plus il faut, pour que le chef d'entreprise puisse exercer son recours, que la victime ou ses ayants droit aient négligé d'agir (Cass., 13 mai 1919 ; C^{ie} générale des Voitures à Paris c/C^{ie} Parisienne des Tramways-Sud ; Cantiniau, 1920, p. 79. — Bordeaux, 13 avril 1924 ; *J. Cl.*, F. C. 798. — Rouast et Givord, n^o 295). Si la victime ou ses ayants droit ont engagé leur action, le patron est irrecevable à agir.

Mais cette deuxième condition doit être envisagée dans un sens assez large.

C'est ainsi qu'il est fondé à agir dès que ses droits pourraient être mis en péril par l'inaction de l'ouvrier. (Trib. de Commerce de Marseille, 8 juin 1927 ; Cantiniau, 1928, p. 28).

Son recours contre le tiers est justifié dès qu'il est assigné lui-même en paiement des indemnités de la loi

de 1898 par la victime, si celle-ci n'a encore introduit aucune instance contre le tiers responsable. (Trib. de la Seine, Référés, 16 février 1910.)

On admet même que le patron a le droit de prendre l'initiative des poursuites avant d'être assigné personnellement : il suffit que l'accident ait, sans discussion possible, le caractère professionnel : son intérêt à agir est évident. Notamment il peut, dès la procédure préliminaire de la loi de 1898 (au cours de l'enquête, par exemple) se porter partie civile dans l'instance correctionnelle dirigée contre le tiers responsable. (Sachet, 8^e édit., n^o 771. — Trib. Civ. de la Seine, 16 fév. 1900.)

Mais, dans ce cas, pour les indemnités qu'il n'a pas encore versées, le chef d'entreprise ne peut demander que des mesures conservatoires destinées à la sauvegarde de ses intérêts.

Le patron, en agissant le premier contre le tiers responsable, ne cause aucun préjudice à la victime ou à ses ayants droit qui conservent toujours la faculté d'intervenir dans l'instance.

Ceux-ci peuvent d'ailleurs, nonobstant l'instance engagée par le chef d'entreprise, introduire directement une action contre le tiers responsable. Le patron est tenu alors de se désister de son instance, désormais sans objet, quitte à intervenir devant la juridiction saisie de la demande de la victime ou de ses représentants. (Cass. Crim., 13 fév. 1904; *D. P.* 1904-1-533. — Cass. Civ., 5 mars 1919; *D. P.* 1920-1-220; *S.* 1922-1-209; Villetard, 1920, p. 245. — Cass. Civ., 13 mai 1919; *D. P.* 1920-1-220. — Paris, 2 fév. 1925; *Gaz. Trib.*, 12 avril 1925; Villetard, 1925, p. 76. — Cass. Req., 11

mars 1929, C^{ie} générale des Voitures c/Sabin; S. 1929-1-213, Saintelette, 1929, p. 85.)

Lorsque la victime ou ses ayants droit ont obtenu du tiers responsable la réparation intégrale du préjudice, le patron qui n'est pas intervenu à temps est sans droit contre le tiers pour réclamer le remboursement des indemnités légales. Il ne peut qu'agir en répétition contre la victime ou ses ayants droit, non pour les avances faites, mais pour les sommes touchées auprès du tiers responsable et qui lui revenaient à lui, chef d'entreprise, à titre de remboursement. (Bordeaux, 20 novembre 1905: Villetard, 1905-1906, p. 422.)

Bien entendu si l'action de la victime ou de ses ayants droit ne porte que sur le complément des indemnités accordées par la loi de 1898, le chef d'entreprise conserve la faculté d'actionner directement et séparément le tiers responsable. Il lui appartient d'utiliser personnellement la partie de l'action destinée à l'exonérer des obligations mises à sa charge et dont la victime ou ses ayants droit n'ont pas fait usage. On peut considérer qu'il y a eu négligence partielle de la part de ces derniers. (Trib. Civ., Seine, 23 fév. 1924; Villetard, 1924, p. 114. — Cass. Civ., 29 juin 1931, Billard c/Drouard frères et Soc. d'Ass. *la Participation*; *Rev. Gén. Ass. Terr.* 1931, p. 1046).

De plus il possède toujours le droit de former tierce opposition au jugement obtenu par la victime ou ses représentants contre le tiers responsable si cette décision judiciaire nuit à ses intérêts. (Trib. Civ. de Marseille, 3 mai 1923; Villetard, 1924, p. 117) ou s'il n'a pas été mis à même d'intervenir dans ladite instance (C. A. Lyon, 17 fév. 1927, Marcon et C^{ie} l'Abeille c/Baudin et Meyrieux; Villetard, 1927, p. 37.)

SECTION IV

MODES D'INTRODUCTION DU RECOURS

58. — En cas de négligence de la victime ou de ses représentants, le patron peut, en vertu de l'art. 7, agir contre le tiers responsable aux lieu et place de la victime et avec les mêmes droits que celle-ci, mais à ses risques et périls (Cass. Req. 11 mars 1929 ; *D.H.* 1929, p. 202).

59. — **Action principale.** — En conséquence, l'employeur de la victime a la faculté soit d'assigner, par action principale, le tiers responsable devant la juridiction civile (Justice de Paix ou Tribunal civil), commerciale ou administrative, soit de se constituer partie civile devant la juridiction répressive (correctionnelle ou criminelle) (Sachet, 8^e édit., n^o 780).

60. — **Action directe.** — Il peut également utiliser contre l'assureur du tiers l'action directe, tout comme la victime, puisqu'il possède les mêmes droits (voir action directe de la victime, n^o 27).

61. — **Impossibilité d'appeler le tiers en garantie.** — Mais il est interdit au patron d'appeler le tiers en garantie dans l'instance que la victime peut engager contre lui-même en vertu de la loi de 1898, car il n'existe aucun lien de connexité entre l'action dérivant de la loi de 1898 et l'action de droit commun qu'il possède contre le tiers responsable. (Cass. Req., 6 juillet 1903 ; *Gaz. Pal.*, 2 déc. 1903, Somm. — Cass. Req., 16 mai 1904. — Cass. Civ., 4 déc. 1928, Ricard c/Cinq. ; Sainctelette, 1928, p. 494. — Sachet, 8^e édit., n^o 781). Toutefois il y

a de la jurisprudence en sens contraire : Trib. Civ. de la Seine, 18 nov. 1901 ; *Gaz. Pal.*, 1901-2-685 ; *Gaz. Trib.*, 1^{er} janvier 1902. — Paris, 5 juillet 1910 ; Villetard, 1910-1911, p. 172. Toutefois ces décisions sont relatives à des cas d'espèce et ne posent nullement un principe absolu. D'après la dernière décision citée (Paris, 5 juillet 1910, Janin c/Viard et C^{ie} Générale des Voitures à Paris), le patron est en droit d'introduire, devant le tribunal où il est assigné en paiement de rente par la victime, une action séparée contre le tiers responsable. Il ne s'agit pas là d'une demande en garantie et il peut être statué concurremment dans les deux instances par deux jugements distincts.

62. — Intervention. — Par contre, le chef d'entreprise est en droit d'intervenir en tout état de cause dans l'instance introduite par la victime ou ses ayants droit contre le tiers responsable. (Cass. Civ., 7 juillet 1909. — Orléans, 12 oct. 1910 ; *Gaz. Pal.*, 19 janvier 1911. — Sachet, 8^e édit., n^{os} 773 s. et 790. — Rouast et Givord, n^o 291.)

Notamment lorsque l'action prévue par l'art. 7 est déjà engagée par la victime ou ses ayants droit, le patron ne peut plus procéder que par intervention dans l'instance (Cass. 13 mai 1919 ; *Gaz. Trib.*, 1920-1-7 et C. A. de Bordeaux, 13 avril 1924, Ponts et Chaussées c/Van Rutten ; *Gaz. Trib.*, 8 oct. 1924 ; Villetard, 1924, p. 292).

Ce droit d'intervention est absolu et le patron de la victime peut en faire usage également devant la juridiction répressive (Cass. Crim., 13 février 1904 ; *D. P.*, 1904-1-533 ; *Gaz. Pal.*, 1904-1-430 ; Sainctelette, 1904, p. 185 ; Villetard, 1904, p. 399. — Cass. Crim., 4 nov. 1927 ;

C^{ie} d'Assurances générales c/Min. Pub. et Martouret ; Saintelette. 1928, p. 250 ; S. 1929-1-155), même si la victime ou ses ayants droit ne se sont pas constitués partie civile (Cass. Civ., 23 juin 1932, Société des Fours Stein c/l'Abeille ; Saintelette, 1932, p. 490).

Mais, bien entendu, le tiers responsable peut opposer au chef d'entreprise les mêmes exceptions qu'il aurait été en droit d'invoquer à l'encontre de la victime, puisque le patron fait simplement valoir les droits de son ouvrier. (Trib. Civ. Lille, 28 janv. 1909 ; Villetard, 1911, p. 169).

Le chef d'entreprise, lorsqu'il n'a pu intervenir dans l'instance introduite par la victime contre le tiers responsable, parce qu'il ignorait l'existence de cette instance, a le droit de former tierce-opposition au jugement et de faire décider que les condamnations prononcées contre le tiers serviront d'abord à son exonération (Trib. Civ. Marseille, 3 mai 1923, Bourelly et C^{ie} d'Assurances la *Prévoyance* c/C^{ie} des Tramways de Marseille et Gamaleri ; *Gaz. Palais*, 6 mai 1924).

SECTION V

PROCÉDURE APPLICABLE

63. — En ce qui concerne le recours du patron contre le tiers, certains principes spéciaux sont à signaler :

Le tiers responsable n'étant pas un intéressé au sens de l'art. 30 de la loi du 9 avril 1898 ne peut pas invoquer la nullité résultant de ce qu'entre le patron et son employé victime d'un accident du travail, les indemnités dues à celui-ci n'ont pas été déterminées suivant la procédure instituée par la loi du 9 avril 1898.

Cass. Civ., 4 mai 1925, Chemins de fer du Midi c/Etat

(Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Postes et Télégraphes) ; *D. H.*, 1925, p. 431.

64. — Prescription. — A la différence de la victime ou de ses représentants le patron possède contre le tiers responsable d'autres actions que celle de l'art. 7 de la loi de 1898, lorsqu'il existe un lien juridique et des obligations contractuelles entre ce tiers responsable et l'employeur de la victime : ainsi le tiers, peut être le vendeur ou le locateur du matériel cause de l'accident, il peut être l'architecte d'un immeuble dont l'écroulement partiel a été cause de l'accident, etc...

Le patron de la victime possède contre ces personnes des actions spéciales dont la prescription, déterminée par le Code civil, peut être réalisée par des durées différentes de celles que nous avons constatées pour la victime ou ses représentants.

CHAPITRE III

RECOURS DE L'ASSUREUR DU PATRON DE LA VICTIME

65. — Il est généralement admis que l'assureur du patron peut intervenir aux lieu et place de son assuré contre le tiers responsable. (Paris, 10 mai 1910; Villertard, 1910-1911, p. 70. — Paris, 18 nov. 1910; Villertard, 1910-1911, p. 332; Cass. Crim., 4 nov. 1927; S. 1929-1-155. — Sachet, 8^e édit., n° 773. — Rouast et Givord, n° 298.

L'assureur peut être une compagnie d'assurances à primes fixes, une société d'assurances mutuelles ou un syndicat de garantie, le droit d'exercer le recours n'en est pas modifié.

L'assureur du patron peut avoir un intérêt distinct de celui de la victime à faire déclarer la responsabilité du tiers. (Cass. Civ., 22 juillet 1926; Saintelette, 1926, p. 446.)

SECTION I

CONTRE QUI PEUT-IL ÊTRE EXERCÉ ?

66. — L'assureur a les mêmes droits que celui qu'il représente. Suivant que le recours est exercé au nom de la victime, au nom du patron ou au nom de la compagnie d'assurances elle-même, les règles à observer

sont différentes. Pour les deux premiers cas il suffira de se reporter aux sections où ces sujets ont été traités (page 19 pour l'action de la victime, page 80 pour le recours du patron).

Quant au recours exercé par la compagnie seule, et en son nom personnel, il est possible contre les mêmes personnes que celles indiquées à la section I page 80 pour le recours du patron.

Il doit par ailleurs se limiter aux indemnités décaissées ou à décaisser par celle-ci dans les limites de sa garantie.

SECTION II

CONDITIONS D'EXERCICE

67. — Base du droit de substitution de l'assureur : subrogation légale, subrogation conventionnelle.

Si l'on accorde, d'une façon presque unanime, à l'assureur du patron le droit de se substituer à son assuré pour agir contre le tiers, on discute par contre très âprement le fondement de ce droit.

Pour les uns ce droit découle simplement de l'art. 1382 du Code Civil (Nancy, 26 nov. 1924; *Gaz. Pal.*, 15 janv. 1925; Villetard, 1925, p. 82).

Pour les autres il réside pour partie dans l'art. 16 de la loi de 1898 qui édicte expressément la substitution de l'assureur au chef d'entreprise quant au service de la rente, et pour partie dans l'art. 1251 du Code Civil ainsi conçu : « la subrogation a lieu de plein droit... 3) au profit de celui qui, étant tenu avec d'autres ou pour d'autres au paiement de la dette, avait intérêt de l'acquitter ». (Trib. Civil Seine, 7 janv. 1925; Villetard, 1925, p. 90.)

De plus il résulte de la clause de subrogation conventionnelle presque toujours insérée dans les polices d'assurances « Loi » et rédigée en ces termes :

« Par le seul fait du contrat, la Compagnie est subrogée dans les droits et actions du souscripteur contre les tiers auteurs ou responsables de l'accident ou contre les victimes elles-mêmes. Cette subrogation sera renouvelée par acte spécial sur demande de la Compagnie. » Cette subrogation conventionnelle constitue une véritable cession de droits futurs et éventuels (Paris, 26 janv. 1924; *Gaz. Pal.*, 25 fév. 1924; *Gaz. Trib.*, 15 mai 1924).

L'assureur substitué au patron, son assuré, possède tous les droits de ce dernier. C'est ainsi qu'il peut, lorsqu'il a été condamné, sur demande en révision de la victime, à payer une rente majorée, exercer contre le tiers responsable une action en remboursement de l'augmentation de capital versée à la Caisse Nationale des Retraites.

La Cour de Cassation a même admis que l'assureur tient des art. 7 et 16 de la loi du 9 avril 1893 le droit de provoquer des mesures urgentes susceptibles d'établir la responsabilité du tiers, et notamment de solliciter à cette fin, par voie de référé, la nomination d'un expert (Cass. Req., 14 janv. 1930; *Rev. Gén. Ass. Terr.*, 1930, p. 410 et note de M. Rouast, S. 1930-1-142; *D. H.*, 1930, p. 81; *Gaz. Pal.*, 23 mars 1930).

Mais il a été jugé que comme subrogé à son assuré en vertu de l'art. 7 il ne saurait, ainsi que ce dernier, invoquer les art. 1382 et suivants du Code Civil et à son égard il doit être fait abstraction des modes d'évaluation (cas de l'apprenti par exemple; voir p. 84) prévus par la loi de 1898 (Conseil d'Etat, 14 déc. 1927, Syn-

dicat général de garantie des Chambres Syndicales du Bâtiment et des Travaux Publics c/l'Etat; Continiau, 1928, p. 77).

L'action de l'assureur doit être introduite à temps : c'est ainsi que la transaction sans réserve, intervenue entre la victime et le tiers responsable, prive le patron ou son assureur substitué de tout recours contre ledit tiers car le patron ou son assureur ne possèdent pas un droit propre, mais seulement l'action qui appartient à la victime (C. A. de Paris, 6 fév. 1932, Coltier c/Société Industrielle de Ferblanterie et la *Prévoyance*; *Gaz. Trib.*, 2-4-32; *Journ. Ass.*, 1932, p. 176).

SECTION III

MODES D'INTRODUCTION DU RECOURS

A. — RECOURS AU NOM DE L'ASSUREUR SEUL

68. — La plupart des compagnies d'assurances insèrent dans leurs polices Accidents du Travail la clause de subrogation conventionnelle reproduite plus haut.

69. — **Effets de la substitution.** — Du fait de la subrogation conventionnelle ou légale l'assureur est en droit de se substituer à son assuré, le patron, dans l'exercice du recours contre le tiers responsable. Il est fondé à réclamer le remboursement de toutes les indemnités payées ou l'exonération des sommes à payer par lui en vertu de la loi de 1898 et dans les limites de son contrat.

Toutefois l'assureur qui a consigné à ses réserves mathématiques le capital nécessaire au service de la rente (Compagnie d'Assurances dite à cautionnement plein, c'est-à-dire autorisée à faire le service de la

rente) ne doit pas en réclamer le remboursement en se chargeant par ailleurs de continuer à assumer le service de la rente, car ce capital n'est pas sorti de son patrimoine et il y aurait enrichissement sans cause s'il touchait du tiers responsable. Cela va de soi : l'assureur n'agit que comme substitué au patron qui ne possède lui-même que l'action de l'ouvrier : or, celui-ci ne peut pas exiger du tiers le « remboursement » du capital représentatif.

L'assureur ne peut donc solliciter que le remboursement des arrérages versés et l'exonération pour l'avenir en ce qui concerne une majoration possible de la rente, sur révision (Trib. Civ. Seine, 19 juillet 1928, *Ginisty c/ Goldstein et Stocks*; *Gaz. Trib.*, 30 déc. 1928. — Cass. Civ., 3 déc. 1929, *T.C.R.P. c/ l'Abeille*; *Sainctelette*, 1920, p. 33; *Gaz. Trib.*, 7 février 1930. — C. A. de Paris, 8 janv. 1930, *Carrières et Plâtrières de Mériel c/ l'Abeille et Frion*; *Sainctelette*, 1930, p. 33).

(Contra : Trib. Civ. Seine (4^e ch.), 14 nov. 1928, *Caisse Syndicale des Forges de France c/ Veuve Beudot, Cravat et C^{ie} l'Europe*; *Gaz. Trib.*, 1^{er} mai 1929.)

Il y a lieu de remarquer que le capital réclamé par la Compagnie pour une rente déterminée est supérieur à celui qui doit être versé par le tiers à la Caisse Nationale des Retraites, car les compagnies d'assurances calculent les intérêts sur un taux moins élevé.

70. — Action principale. — En invoquant la clause de subrogation conventionnelle, sans même faire allusion à l'art. 7 de la loi du 9 avril 1898 (substitution de l'assureur à l'assuré), l'assureur est en droit d'assigner le tiers par voie principale.

71. — **Intervention.** — Il peut également intervenir dans l'instance engagée contre le tiers par la victime ou ses ayants droit (Cass. Req., 8 nov. 1926, Régie Municipale du Gaz et de l'Electricité c/Dame Veuve Grain et autres (C^{ie} d'Assurances); Sainctelette, 1927, p. 73; Villetard, 1926, p. 225; Cantiniaux, 1926, C. 324).

Et ce, même en appel (matière civile) lorsqu'il n'a pas été présent à la première instance. Il a le droit d'intervenir parce qu'il a le droit de former tierce-opposition (Cass. Req., 29 déc. 1925; Bernoux et C^{ie} c/Regottaz et *La Providence*; *Gaz. Trib.*, 12 mars 1926; Villetard, 1926, R. 84; Cantiniaux, 1926, R. 205. — Cass. Req., 16 nov. 1926, Consorts Desfréne-Lacour c/Schmitt et C^{ie} d'Assurances *l'Helvetia*; Cantiniaux, 1927, C. 159).

Et ce droit d'intervention lui est même reconnu devant la juridiction répressive au même titre que pour le patron. (Cass. Crim., 4 nov. 1927; C^{ie} d'Assurances *Générales* c/Ministère public et Martouret; Sainctelette, 1928, p. 250; S. 1929-1-155), alors même que la victime ou ses ayants droit ne se sont pas constitués partie civile (Cass. Civ., 23 juin 1932, Société des Fours Stein c/*l'Abeille*; Sainctelette, 1932, p. 490.)

Après être intervenu il a le droit, en matière civile, d'interjeter appel lorsque l'ouvrier, débouté, a accepté le jugement et n'a pas usé de cette voie de recours. (Cass. Civ., 22 juillet 1926, Société *La Participation* et Cretté c/C^{ie} Générale d'Omnibus et autres; *D. H.*, 1926, p. 417; Cantiniaux, 1927, R. 11).

72. — **Tierce-opposition.** — Droit pour l'assureur de former tierce-opposition.

L'assureur du patron qui n'a pas été mis à même d'intervenir dans l'instance engagée par la victime contre le tiers responsable est recevable à former tierce-opposition (C. A. de Lyon, 17 fév. 1927 ; Marcon et C^{ie} *l'Abeille* c/Baudin et Meyrieux ; Villetard, 1927, p. 37).

73. — Droit qui subsiste pour le patron d'exercer néanmoins son recours. — Les obligations de l'assureur à l'égard de la victime étant limitées aux clauses du contrat, il se peut que ledit assureur n'ait pas eu à régler l'intégralité des indemnités prévues par la loi de 1898.

En pareil cas le patron a pu payer ou peut être appelé à payer, de ses deniers personnels, le complément des indemnités versées par la compagnie d'assurances. Il est en droit d'exercer, nonobstant l'action engagée par son propre assureur, son recours personnel contre le tiers pour obtenir le remboursement des sommes ainsi décaissées ou l'exonération des sommes à verser.

L'hypothèse envisagée à l'alinéa 1^{er} se présente d'une façon plus fréquente qu'on ne l'imagine :

1^o Certains chefs d'entreprise ne s'assurent que pour les sinistres graves (incapacités permanentes et mort) ; ils prennent à leur charge tous les sinistres qui n'entraînent qu'une incapacité temporaire. Ces patrons sont par conséquent fondés à réclamer le remboursement des salaires et des frais médicaux et pharmaceutiques pour lesquels ils sont demeurés leur propre assureur ;

2^o Lorsque la loi du 8 juillet 1926 portant majoration des rentes dues aux accidentés du travail est

entrée en vigueur, les compagnies d'assurances se sont trouvées dans l'obligation de réclamer à leurs assurés en loi de 1898 une augmentation de prime de 15 p. 100 pour cette extension de garantie. Tous les assurés qui ont refusé cette augmentation sont demeurés leurs propres assureurs pour les majorations de rentes résultant de ladite loi du 8 juillet 1926.

Dans les deux exemples ci-dessus, qui sont les plus courants, l'assuré et la compagnie d'assurances décaissent tous deux parallèlement et par suite peuvent exercer parallèlement et d'une façon distincte leurs recours.

Enfin, si l'art. 16 de la loi de 1898 édicte pour le service des rentes la substitution de l'assureur à son assuré et lui interdit implicitement d'opposer toute déchéance aux accidentés du travail, il n'en est pas de même du demi-salaire et des frais médicaux et pharmaceutiques, pour lesquels, en cas de contestation avec sa compagnie d'assurances, le patron peut se trouver personnellement débiteur à l'égard du blessé. De même en cas de faillite ou d'insolvabilité de la compagnie d'assurances, le chef d'entreprise redevient débiteur, pour la totalité, à l'égard de la victime. Son intérêt à exercer l'action sous son nom et à obtenir son exonération n'est donc pas purement théorique.

74. — Effets du recours. — L'assureur qui obtient accord ou jugement de condamnation est exonéré à due concurrence des sommes payées par le tiers responsable.

S'il a déjà réglé en tout ou partie l'accident du travail, il est remboursé dans les limites de l'indemnité due par le tiers responsable.

En cas de responsabilité partagée il est remboursé en premier lieu (en vertu du principe d'exonération) avant la victime ou ses représentants qui ne sauraient toucher que le surplus. (C. A. Paris, 5^e Ch., 25 oct. 1933; Société la Couronne c/ Camperos et C^{ie} Générale d'Assurances; *Gaz. Trib.*, 10 janv. 1934) (voir n^o 50).

B. — RECOURS AU NOM DU PATRON SEUL

75. — Lorsque la compagnie a réglé ou doit régler l'intégralité des indemnités de la loi de 1898, elle peut également sous le nom de son assuré, et non plus sous son propre nom, exercer son action contre le tiers, en vertu de la subrogation conventionnelle. Toutefois en fin de procès la régularisation des quittances se fait plus difficilement, car il faut l'intervention de l'assuré.

Ce sera aussi la meilleure procédure à suivre lorsque l'assureur et l'assuré auront effectué tous deux des versements au blessé, l'un en complément de l'autre, dans l'hypothèse envisagée plus haut.

La Compagnie procède à l'encaissement total, et elle rembourse à son assuré la part qui lui revient.

Le recours peut être exercé par action principale ou sous forme d'intervention comme il a été dit à la page 100. D'une manière générale d'ailleurs toutes les règles à appliquer sont celles qui ont été énoncées au titre du « Recours du Patron » (n^o 53 et suiv.).

76. — Effets du recours. — Pratiquement, à due concurrence de leurs obligations respectives, le patron et son assureur se trouvent exonérés par le paiement du tiers à la victime ou à ses ayants droit.

Si le recours introduit comme ci-dessus aboutit au remboursement intégral des indemnités versées par le patron et l'assureur, pas de difficulté. Si, par contre, le versement du tiers est inférieur aux sommes réglées, l'assuré et l'assureur effectuent entre eux le partage d'après leurs obligations respectives stipulées au contrat.

C. — RECOURS AU NOM DE LA VICTIME

77. — Ce sera toujours la meilleure façon de procéder. Le recours est exercé pour la totalité du préjudice et il n'y a pas lieu de craindre l'intervention de la victime au cours du procès, intervention toujours fâcheuse car la priorité dont jouit la victime sur les indemnités versées par le tiers risque de faire perdre au patron et à son assureur le bénéfice du recours.

Dans la pratique, c'est la compagnie d'assurances qui se charge du recours pour la totalité : elle agit d'abord pour son compte, éventuellement pour le compte du patron, son assuré, puis pour le compte de la victime.

En fin d'affaire elle procède au partage des sommes encaissées.

78. — Procédure, etc... — Tous les principes à respecter pour la procédure, toutes les remarques relatives aux effets du recours ont été indiqués au chapitre : *Action de la Victime*.

79. — Action directe. — L'action directe contre l'assureur du tiers est évidemment utilisable (voir à ce sujet n° 27).

CHAPITRE IV

RECOURS DE LA CAISSE NATIONALE DES RETRAITES

80. — Aux termes de l'art. 24 de la loi du 9 avril 1898, lorsque les indemnités prévues pour le cas de mort ou d'incapacité permanente ne sont pas réglées à leur échéance par le patron ou son assureur (qui ne sont pas tenus de consigner le capital représentatif de la rente et peuvent devenir insolvables du jour au lendemain), la Caisse Nationale des Retraites paie aux lieu et place de ceux-ci.

Elle conserve, bien entendu, pour la récupération de ces versements qui ne sont que des avances, un droit de recours contre le chef d'entreprise ou son assureur (art. 26 loi de 1898).

Elle peut avoir également à réclamer au patron des sommes réglées par elle à l'ouvrier en vertu de stipulations spéciales en faveur de ce dernier par une tierce personne. Exemple : avantages particuliers, imposés dans le cahier des charges par l'Administration des Ponts et Chaussées, à l'entrepreneur de travaux publics adjudicataire au profit des propres ouvriers de celui-ci (Cass. Civ., 10 juillet 1911 ; *D. P.*, 1912-1-230).

Quand elle agit contre la Compagnie d'Assurances la Caisse Nationale des Retraites bénéficie du privilège

de l'art. 2102 du Code civil, mais perd son droit de recours contre le chef d'entreprise.

L'action en remboursement contre le patron ou son assureur s'exerce par voie de contrainte (art. 17 à 20 du décret du 28 fév. 1899; art. 17 à 20 du décret du 22 avril 1920). En cas d'opposition à cette contrainte c'est le tribunal civil qui statue dans les formes et délais fixés par l'art. 65 de la loi sur l'enregistrement, du 22 frimaire, An VII : l'instruction se fait donc par simples mémoires et les jugements rendus par le tribunal civil ne sont pas susceptibles d'appel.

Mais il se peut qu'au lieu d'exercer son recours contre le chef d'entreprise pour les indemnités établies par la loi de 1898, la Caisse Nationale des Retraites ait à réclamer le remboursement de celles-ci à un tiers à qui leur paiement incombe *en vertu d'une convention particulière*. En pareil cas la procédure spéciale n'est pas applicable, et la Caisse Nationale des Retraites poursuit comme subrogée dans les droits de l'ouvrier qu'elle a désintéressé (C. A. de Paris, 8 fév. 1908; *D. P.*, 1908-2-185. — Cass. Civ., 10 juillet 1911; *D. P.*, 1912-1-230).

Il en est ainsi notamment lorsque, en matière de travaux publics, le sous-traitant, patron de l'ouvrier, n'a pu régler à ce dernier ou à ses ayants droit, les indemnités fixées par la loi de 1898. La Caisse Nationale des Retraites qui doit régler aux lieu et place du sous-traitant, possède alors un droit de recours direct contre le concessionnaire primitif qui, lui, n'est nullement le patron de la victime (C. A. de Paris, 8 fév. 1908; *D. P.*, 1908-2-185).

Ou lorsque la Caisse Nationale des Retraites réclame non au patron, mais à un adjudicataire de travaux qui

avait cédé une partie de son travail audit patron sans le consentement de l'administration, alors que le cahier des charges lui faisait une obligation de supporter les indemnités de la loi de 1898 (Cass. Civ., 10 juillet 1911; *D. P.*, 1912-1-230).

Dans toutes les espèces ci-dessus (action de la Caisse Nationale des Retraites contre le patron ou le tiers lié à ce dernier par une convention) que nous avons signalées pour ordre, il ne s'agit pas du recours qui nous intéresse.

Mais supposons que ces instances échouent à cause de l'insolvabilité du défendeur. Il reste alors à la Caisse Nationale des Retraites la ressource, s'il existe un tiers responsable de l'accident du travail, de poursuivre celui-ci. C'est là une hypothèse plutôt théorique car elle ne peut se réaliser que si le patron, son assureur, la victime ou ses représentants n'ont pas encore exercé leur recours.

En pareil cas la Caisse Nationale des Retraites est fondée à engager contre le tiers responsable, et conformément aux règles du droit commun, l'action que la victime ou ses représentants pourraient exercer eux-mêmes, et ce comme subrogée dans tous leurs droits.

Pour les principes à observer, les conditions d'exercice et la procédure il y aura lieu de se reporter au chapitre de l'action de la victime. Toutes ces règles sont applicables à la Caisse Nationale des Retraites.

C'est ainsi que la Cour de Cassation a reconnu à cette dernière le droit de former tierce-opposition car, bien que la Caisse Nationale des Retraites doive être, en principe, considérée comme caution des chefs d'entre-

prise ou de leurs assureurs, elle n'est pas représentée par eux dans les litiges qui mettent en jeu l'étendue et les limites de son obligation à l'égard des victimes d'accidents du travail. Et ce droit de former tierce-opposition peut, bien entendu, être exercé par elle dans le recours de la victime, du patron ou de son assureur contre le tiers responsable. (Cass., 9 juin 1928; Caisse Nationale des Retraites c/Veuve Conord; *Gaz. Trib.*, 6 oct. 1928).

DEUXIÈME PARTIE

CONSÉQUENCES DE L'ACTION

CHAPITRE I

NATURE DE L'INDEMNITÉ MISE A LA CHARGE DU TIERS RESPONSABLE

81. — En principe le tiers paie, à due concurrence de sa part de responsabilité, aux lieu et place du patron. Il est substitué à ce dernier quant aux obligations de la loi de 1898 et c'est en vertu de cette règle que le chef d'entreprise est exonéré.

Le tiers est tenu, pour le cas d'incapacité permanente ou de mort de la victime, de constituer à la Caisse Nationale des Retraites (C. N. R.) le capital représentatif de la rente. Cette disposition résulte du paragraphe 2 de l'article 7.

Garanlies. — Cette attribution sous forme de rente avec consignation du capital constitutif à la Caisse Nationale des Retraites a pour but de sauvegarder les intérêts des seuls bénéficiaires de la loi de 1898; elle n'est donc pas applicable lorsque l'action est engagée par les représentants de la victime non visés par cette loi : frères, sœurs, beaux-parents par exemple (Sachet, 8^e édit., n^o 787), ni bien entendu, lorsqu'il s'agit du

patron qui réclame le remboursement du capital versé par lui pour la constitution de la rente (Cass. Crim., 25 juillet 1932; *Gaz. Pal.*, 18-10-32).

SECTION I

RENTE OU CAPITAL ?

82. — D'après quelques décisions judiciaires assez anciennes le versement du capital à la Caisse Nationale des Retraites n'est dû que dans la mesure où il garantit le service de la rente mise à la charge du chef d'entreprise en raison du caractère alimentaire de cette rente (voir note de M. André Rouast, *D. P.* 1928-1-137), et pour empêcher la victime ou ses ayants droit de dilapider le capital; le surplus peut être attribué sous forme de capital payé directement à la victime (Paris, 7^e ch., 10 mai 1910; Duriot et C^{ie} *La Providence* c/ C^{ie} Générale des Voitures; Villetard, 1910-1911, p. 70. — Trib. Civ. Seine, 23 mai 1911; Tisserand c/ Bachimont, Henry et C^{ie}; Villetard, 1911, p. 81; *Gaz. Pal.*, 1911-2-239. — Grenoble, 6 août 1919; *D. P.*, 1911-2-325).

M. Sachet semblait être de cet avis : « Quand les dommages-intérêts sont mis par décision de justice à la charge du tiers responsable ils doivent tout d'abord revêtir la forme d'une rente viagère ou temporaire, et c'est seulement dans le cas où ils dépassent le taux légal de ces rentes qu'il y a lieu de les accommoder à la forme d'indemnités temporaires ou de frais médicaux, pharmaceutiques ou funéraires, de façon à pouvoir en imputer le montant sur les indemnités de cette nature » (Sachet, 8^e édit., n° 788). Suivant cette thèse qui, nous allons le voir, n'a pas triomphé en jurisprudence, en dehors de

l'obligation bien déterminée de la rente due en loi de 1898, les dommages-intérêts alloués à la victime en cas d'incapacité permanente ou à ses ayants droit en cas de mort peuvent l'être sous forme de capital ou de rente au gré de la partie lésée. Nous rentrons là dans le droit commun, et le demandeur peut, pour le complément de la rente, solliciter soit un capital, soit une rente viagère. Dans ce dernier cas le tiers n'est nullement tenu de constituer à la Caisse Nationale des Retraites ; il peut assurer lui-même le service des arrérages.

Le projet Gros qui remanie complètement la loi du 9 avril 1898 s'est préoccupé de cette question : « En cas d'incapacité permanente... le surplus pourra être alloué à la victime sous forme de capital ». Mais il ne s'agit que d'un projet de loi dont on ne peut tenir compte qu'à titre indicatif.

En cas de décès de la victime, toute la controverse ci-dessus ne s'applique qu'aux *ayants droit*, c'est-à-dire aux bénéficiaires des indemnités de la loi de 1898 vis-à-vis du patron et susceptibles d'invoquer l'art. 7 pour leur recours.

S'il s'agit des autres personnes, représentants énumérés au n° 7 (pages 7 à 19), la question ne se pose pas : elles réclament en vertu de l'art. 1382 seul et la réparation peut avoir lieu sous forme de capital, puisqu'aucune disposition ne l'interdit (Cass. Crim., 29 octobre 1931 ; aff. Weymann ; *Rev. Gén. Ass. Terr.*, 1932, p. 149).

SECTION II

**ATTRIBUTION OBLIGATOIRE SOUS FORME DE RENTE
(VIAGÈRE OU TEMPORAIRE) AVEC CONSIGNATION
A LA CAISSE NATIONALE DES RETRAITES**

83. — Mais la jurisprudence actuelle, fidèle à l'orientation donnée par la Cour de Cassation, est à peu près unanime à décider que le versement du capital à la Caisse Nationale des Retraites s'applique non seulement aux indemnités pour incapacité permanente ou mort prévues par la loi de 1898, *mais encore au complément desdites indemnités*. En d'autres termes, en cas d'incapacité ou de mort, c'est toujours sous forme de rente servie par la Caisse Nationale des Retraites que la réparation par le tiers responsable doit avoir lieu, sauf — et cela d'une façon limitative — pour les demi-salaires, les frais médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation, et les frais funéraires tels qu'ils sont déterminés par les art. 3 et 4 de la loi de 1898.

Les décisions les plus importantes dans ce sens sont les suivantes :

Cass., 17 janvier 1912; *D. P.*, 1912-1-77.

Cass., 19 mai 1914; *Gaz. Pal.*, 3 juillet 1914.

Cass. Civ., 14 janvier 1919; *D. P.*, 1920-1-120.

Cass. Crim., 24 avril 1929; Chanard c/Veuve Desmurger; *Moniteur des Assurances*, 15 décembre 1929.

Cass. Crim., 15 mars 1930; Pottier et *La Participation* c/Caumartin; Sainctelette, 1930, p. 316.

Cass. Crim., 17 janvier 1931; *Gaz. Pal.*, 4 février 1931.

Cass. Crim., 19 février 1932.; aff. Fangoussi; *Gaz. Pal.*, 11 mars 1932.

La rente est viagère quand elle est versée à la victime, à son conjoint survivant ou aux ascendants; elle est

temporaire quand elle est servie aux enfants mineurs : elle cesse en effet d'être due à ces derniers dès qu'ils atteignent seize ans.

Il est bon de savoir que la victime ou ses représentants qui ont commis l'erreur de solliciter le paiement d'un capital, peuvent toujours, par simples conclusions, demander le paiement de la rente correspondante : en agissant ainsi ils ne forment pas une demande nouvelle (Cass. Req., 2 mai 1927, Société anonyme des Sucreries de Bourdon c/Lacour et autres; *Gaz. Trib.*, 17 novembre 1927; *Cantiniau*, 1927, p. 191).

Bien entendu les juges ne commettent aucune violation de la loi s'ils indiquent comme condamnation, au lieu d'une rente, le capital constitutif de ladite rente, à condition de préciser que le capital devra être versé à la Caisse Nationale des Retraites pour être affecté au service d'une rente viagère (Cass., 26 juin 1908; *Villetard*, 1908-09, p. 301; *Gaz. Pal.*, 1908-2-293).

L'action contre le tiers étant soumise aux règles du droit commun, le juge peut ordonner que la rente sera payable par trimestre, *mais d'avance*, et non à terme échu comme en loi de 1898 (Cass. Crim., 26 juin 1908; *Souquières et Cie Générale des Omnibus c/Tournier*; *Villetard*, 1908-1909, p. 201; *Gaz. Pal.*, 1908-2-293. — Cass. Civ., 26 fév. 1913; *D. P.*, 1920-1-120. — Cass. Crim., 17 janvier 1931; *Gaz. Pal.*, 4 février 1931).

En ce qui concerne la rente, le versement du capital constitutif à la Caisse Nationale des Retraites est absolument obligatoire (Cass., 22 juin 1921; *Gaz. Pal.*, 18 oct. 1921. — Cass. Civ., 15 nov. 1921; *J.-Cl.*, F. C. 472. — Cass. Civ., 8 janvier 1923; *J.-Cl.*, F. C. 572), et aucun autre organisme que la Caisse Natio-

nale des Retraites n'est autorisé à servir ces rentes. (Sachet, 8^e édit., n° 787.) C'est ainsi que le tiers doit verser à la Caisse Nationale des Retraites le montant du capital représentatif de la rente mise à la charge du patron de la victime ou de son assureur. Il lui est interdit de rembourser à l'assureur du patron la somme versée par celui-ci à sa réserve mathématique (Cass. Civ., 3 déc. 1929; *Gaz. Trib.*, 7 février 1930).

Seule la Caisse Nationale des Retraites a qualité pour recevoir le capital constitutif : il en résulte que le versement effectué entre les mains de la victime ou de son patron exposerait le tiers à payer une seconde fois en cas de dilapidation.

D'ailleurs les officiers ministériels chargés du recouvrement de l'indemnité allouée à la victime ou à ses ayants droit doivent, sous peine d'engager leur responsabilité, veiller au versement du capital à la Caisse Nationale des Retraites (Circ. min., 11 juillet 1902).

Il existe toutefois une sorte de dérogation à ce principe : en cas d'incapacité permanente, après fixation de l'indemnité, la victime peut toujours, d'un commun accord avec le débirentier, décider que le service de la rente sera suspendu momentanément et remplacé par un autre mode de réparation : ainsi les parties peuvent conclure un nouveau contrat de travail assurant à la victime, en cas d'abaissement du salaire, une majoration graduée, sans qu'il soit nécessaire que ces majorations équivalent exactement aux arrérages dont le paiement est suspendu (Cass. Civ., 14 mars 1921; *Gaz. Pal.*, 1921-2-40. — Rouast et Givord, n° 231). En d'autres termes, l'art. 21 de la loi du 9 avril 1898 est applicable au tiers (Sachet, 8^e édit., n° 796 et 7^e édit., n° 1.466).

La suspension ne doit avoir qu'un caractère précaire et être révocable *ad nutum*, car dans la négative, il pourrait y avoir suppression déguisée de la rente, et partant, infraction au principe posé par le législateur.

84. — Calcul de la rente et du capital. — En cas d'incapacité permanente la rente, vis-à-vis du tiers, se calcule sans tenir compte de la dégression prévue par l'art. 2 § 2 de la loi de 1898 et doit représenter exactement la diminution que l'infirmité fait subir au salaire. En cas de mort le montant de la rente est égal au salaire de la victime, moins, bien entendu, ce que celle-ci dépensait pour son entretien, de son vivant ; autrement, il y aurait, pour les bénéficiaires, enrichissement sans cause.

Pour la rente globale — qui comprend la rente accident du travail et la rente complémentaire — le tiers responsable bénéficie du tarif loi de 1898.

Il peut consigner à capital aliéné ou à capital réservé. A capital réservé le prix du franc de rente est invariable. A capital aliéné pour obtenir le montant du capital il suffit de multiplier le coût d'un franc de rente à l'âge du bénéficiaire par le montant de la rente. Le coût d'un franc de rente viagère est d'autant plus élevé que le bénéficiaire est plus jeune, car les chances de mort sont beaucoup plus faibles : pour une même rente le capital constitutif sera donc plus important pour un jeune que pour une personne âgée.

85. — Rente complémentaire. — Une autre remarque s'impose : la rente complémentaire n'est pas nécessairement égale à la rente due par le chef d'entreprise, généralement même elle sera supérieure : en effet le

principe du règlement forfaitaire en loi de 1898 conduit au système des rentes décroissantes instituées, pour le cas d'incapacité permanente, par le § 2 de l'article 2.

Pour un salaire courant de 12.000 francs par an, par exemple, nous aurons à appliquer en loi de 1898 une double dégression : jusqu'à 8.000 francs la rente sera égale à la moitié de la réduction de salaire ; de 8.000 francs à 18.500 francs la rente sera égale seulement à un huitième de la réduction de salaire ; au delà de 18.500 francs la rente sera égale à un seizième de la réduction de salaire, sauf conventions contraires élevant le chiffre de la quotité.

Dans la pratique pour obtenir le montant de la rente due en loi de 1898 on commence par calculer le salaire réduit, appelé également salaire « utile », en additionnant la première tranche de 8.000 francs, la deuxième tranche $\frac{10.500 \text{ fr.}}{4}$ et la troisième tranche $\frac{\text{partie excédant } 18.500 \text{ fr.}}{8}$ et on multiplie ce total par la moitié du taux d'incapacité.

Mais, vis-à-vis du tiers, la rente demeure entière, sans aucune dégression possible ; d'où une énorme différence dans la réparation du préjudice. Celle-ci est intégrale et dans la plupart des cas, elle représentera par conséquent plus du double du dédommagement forfaitaire de la loi de 1898.

86. — Modes de consignation. — La Caisse Nationale des Retraites ne fait pas de discrimination entre la rente loi de 1898 et la rente complémentaire. Elle ne connaît qu'une rente globale.

Le tiers responsable a la faculté, pour la rente à servir, de consigner soit à capital aliéné, soit à capital réservé, et cela depuis la loi du 8 mars 1928. Auparavant la question était controversée. Certains tribunaux (Trib. Civ. Lectoure, 5 juillet 1906; *Gaz. Trib.*, 1906-2-221; Villetard, 1906-07, p. 124), admettaient le versement à capital réservé. D'autres s'élevaient contre ce système et décidaient que la constitution à capital aliéné était obligatoire (Trib. Civ. Lyon, 11 mars 1910; Villetard, 1910, p. 120. — C. A. de Bordeaux, 3 juin 1914, Nordboen et Brown c/Bergès-Claude et Caisse Nationale des Retraites; Villetard, 1914, p. 201). La loi de 1928 a mis fin à cette discussion.

Le versement effectué par le tiers n'est pas susceptible de révision.

Si le patron ou son assureur ont déjà consigné, le tiers leur remboursera leur avance et versera à la Caisse Nationale des Retraites le capital constitutif de la rente complémentaire. En ce cas le bénéficiaire touchera à la Caisse Nationale des Retraites deux rentes distinctes. (Cass. Civ., 15 nov. 1921; *Journ. Ass.*, 1922, p. 72. — Lyon, 17 juin 1922; Saintelette, 1923, p. 65.)

Les rentes mises à la charge du tiers responsable ne peuvent être déclarées réversibles sur la tête d'une autre personne que la victime en cas de décès de celle-ci. (Trib. Civ. Grenoble, 29 mars 1912, Gaillard c/C^{ie} P.-L.-M.; Villetard, 1913, p. 64.)

87. — Cas où la rente peut être servie directement sans constitution du capital à la Caisse Nationale des Retraites. — Le versement du capital à la Caisse Nationale des Retraites n'est pas obligatoire quand le tiers res-

ponsable est couvert par une compagnie d'assurances autorisée à servir elle-même les rentes accidents du travail. La Compagnie, en tant qu'assureur de la responsabilité civile du tiers, peut ne pas consigner à la Caisse Nationale des Retraites et effectuer elle-même le service de la rente droit commun à la victime ou à ses représentants. Cette pratique est courante.

SECTION III

CAS OU LE VERSEMENT D'UN CAPITAL EST POSSIBLE

88. — 1^o Salaires. — Frais médicaux, pharmaceutiques, funéraires et divers autres. — Lorsque l'accident n'a entraîné ni une infirmité ni la mort, la réparation du préjudice peut avoir lieu sous forme de capital versé à ceux qui sont en droit d'exercer l'action : victime, patron, assureur (C. A. Paris, 23 juillet 1931. *la Palernelle-Accidents* et Delmas c/Boursier; Sainctelette, 1932, p. 263). Dans cette hypothèse deux cas seuls peuvent se présenter : ou il y a incapacité temporaire et le tiers doit le paiement des demi-salaires et de leur complément, les frais médicaux et pharmaceutiques, etc., ou l'accident, sans entraîner d'arrêt de travail a eu néanmoins des conséquences dommageables pour la victime : perte ou détérioration d'effets, frais de transport ou de pansement, etc...

Dans les deux cas le tiers responsable doit la réparation intégrale du préjudice et cette réparation peut s'effectuer sous forme de paiement d'un capital.

89. — 2^o Demi-salaire. — Frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires. — Lorsqu'il y a eu incapacité permanente ou mort, les indemnités prévues par les

art. 3 et 4 de la loi du 9 avril 1898, c'est-à-dire les demi-salaires, les frais médicaux, pharmaceutiques, funéraires et d'hospitalisation, peuvent être attribués sous forme de capital, mais seulement dans les limites de ladite loi (Cass. Civ., 8 janv. 1923, C^{ie} Générale des Omnibus c/Bouet et Société Automobile *Le Zèbre*; Villetard, 1923, R. 82. — Cass. Crim., 17-1-31; *Gaz. Pal.*, 4 janvier 1931; *D. H.*, 1931, p. 132). C'est ainsi que les frais médicaux seront calculés au tarif *Brelon* et que les frais funéraires ne devront pas dépasser 200 frs. L'excédent devra obligatoirement être alloué sous forme de rente avec constitution du capital à la Caisse Nationale des Retraites. — Le point de départ de cette rente sera, non la date de consolidation de la blessure, mais le jour même de l'accident (Cass. Crim., 15 mars 1930; *Saintelette*, 1930, p. 316). C'est ainsi que les frais de deuil ne sauraient être remboursés en capital.

Par deux récents arrêts la Cour de cassation semble avoir affirmé définitivement son point de vue : seules peuvent donner lieu à l'allocation d'un capital les indemnités journalières (Cass. Crim., 19 fév. 1932; *Gaz. Pal.*, 1932-1-622. — Cass. Civ., 30 oct. 1934; *D. H.*, 1935, p. 19).

. Il va de soi que dans le cas de mort ci-dessus nous n'envisageons que l'action des ayants droit; s'il s'agit des autres représentants non bénéficiaires de la loi de 1898 (frère, sœur, mère, lorsqu'il existe une veuve, etc... voir n° 7, page 18), l'attribution sous forme de capital est toujours possible puisque leur action est régie par le droit commun, et que l'interdiction édictée par l'art. 7 ne s'applique pas. (Cass. Crim., 29 oct. 1931; *Gaz. Pal.*, 10 décembre 1931.)

90. — Provision. — Le tribunal peut, sans violer la loi, allouer, dans un jugement ordonnant expertise, une provision à la victime sous forme d'un capital. Mais, bien entendu, dans la décision définitive, il devra l'imputer sur les arrérages de la rente accordée. (C. A. de Paris, 25 avril 1922, Lepetit et C^{ie} Générale des Voitures c/Damart; Saintelette, 1922, p. 316; Ville-tard, 1922, p. 210; Cantiniau, 1923, R. 11.)

91. — Décès de la victime. — Si au moment de la décision fixant le chiffre de la rente, la victime était décédée des suites d'une maladie, événement étranger à l'accident et *n'ayant pas pour cause ledit accident*, la réparation du dommage est valablement évaluée en capital, dont le montant doit être versé à la *succession* de la victime. L'allocation d'un capital est possible car le cas n'a pas été visé par l'art. 7, § 2 (Cass. Civ., 22 juin 1921, Mory et C^{ie} c/Antonini et Consorts; *Gaz. Pal.*, 1921-2-336; Villetard, 1921, p. 274; Cantiniau, 1922, R. 35; *Rev. Gén. Ass. Terr.*, 1930, Etude sur les actions auxquelles donne lieu un accident du travail causé par un tiers, par M. André Rouast).

92. — Rachat des rentes égales ou inférieures à 100 frs. — Les dispositions des art. 21 (Rachat de la rente) et 9 (Conversion du quart du capital) de la loi du 9 avril 1898 sont applicables au tiers (Sachet, 8^e édit., n° 794; Rouast et Givord, n° 283). C'est ainsi que la victime, à condition d'être majeure, est en droit de demander, en remplacement de sa rente, si celle-ci est égale ou inférieure à 100 frs, le paiement d'un capital calculé d'après le tarif de la Caisse Nationale des Retraites.

93. — Conversion du quart du capital. — De même, à l'expiration du délai de révision, elle peut demander l'attribution en espèces du quart du capital constitutif de la rente. Cette faculté appartient à la victime seule et non à ses ayants droit (Sachet, 8^e édit., n° 509; Rouast et Givord, n° 283). Le capital intégral ou le capital diminué du quart peut servir à la constitution d'une rente — nécessairement inférieure — réversible par moitié sur la tête de son conjoint (art. 9, loi du 9 avril 1898).

94. — Remariage du conjoint survivant. — En cas de remariage le conjoint survivant, bénéficiaire de la rente mise à la charge du tiers responsable, peut demander que par application de l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898 il lui soit attribué, à titre de règlement pour solde de tout compte, un capital égal à trois fois le montant de sa rente. Mais il ne faut pas convertir d'office la rente, et si le conjoint qui se remarie y consent, il ne faut pas calculer d'une manière rigoureuse cette conversion sur le pied de trois années d'arrérages (Sachet, n° 792; Loubat, n° 1754; Rouast et Givord, n° 283).

95. — Abandon du territoire français par la victime de nationalité étrangère. — Il en est de même de l'ouvrier étranger, titulaire d'une rente mise à la charge du tiers responsable et qui cesserait de résider en territoire français : il possède aux termes de l'art. 3 de la loi de 1898, la faculté de réclamer le paiement d'une somme égale à trois fois sa rente. Mais on ne peut imposer cette capitalisation, et si la victime y consent, la capitalisation doit s'effectuer au taux normal de

rachat de la rente. L'indemnité doit demeurer intégrale car elle constitue la réparation du préjudice qui, en droit commun, doit être intégrale (Rouast et Givord, n° 283).

96. — Abandon du territoire français par ses ayants droit étrangers. — Solution identique pour les ayants droit étrangers qui cessent de résider sur le territoire français, mais le capital ne peut alors dépasser le tarif actuel de la rente d'après le tarif « Loi » de la Caisse Nationale des Retraites.

Dans les trois cas ci-dessus rien ne s'oppose à l'application de l'art. 3 de la loi de 1898 et, partant, au paiement du capital sollicité.

Mais il est bon de préciser qu'on ne saurait contraindre la Caisse Nationale des Retraites à accepter la conversion dont il s'agit, de même qu'on ne saurait comme nous l'avons vu, imposer cette conversion en capital aux intéressés (Sachet, 8^e édit., nos 792 et 793).

CHAPITRE II

REVISION

97. — La rente n'est jamais révisable en diminution ou en suppression au profit du tiers. Par contre elle est susceptible de révision en augmentation au profit de la victime. Tel est le principe, humain sinon juste.

98. — **Amélioration.** — En cas d'amélioration de son état la victime conserve le bénéfice de sa rente initiale qui demeure sans modification. Le tiers ne saurait, sans risquer de courir à un échec, actionner en révision pour obtenir la réduction ou la suppression de la rente. (C. A. Paris, 17 fév. 1906.) Il se heurte en effet à l'autorité de la chose jugée. (Sachet, *5^e édit.*, 784 *bis*. — Nancy, 10 juillet 1875; *S.* 1876-2-5; *D. P.* 1876-2-65.) A ce sujet, il y a lieu de remarquer en passant qu'en cas de rente servie par le tiers responsable, le patron ou l'assureur substitué sont donc sans intérêt et, par suite, sans droit pour provoquer l'action en révision à raison d'une réduction de capacité de travail. (Sachet, *8^e édit.*, 784 *bis*. — Paris, 24 déc. 1912; *Gaz. Pal.* 1913-1-224. — C. A. de Paris, 9 janv. 1923, *Le Soleil-Sécurité Générale* c/Huppé et *C^{ie} Générale des Omnibus*; Cantinau, 1923, p. 220). Le tiers ne peut, d'autre part, invoquer le paiement de l'indû, car ce paiement a une

cause juridique : la décision judiciaire qui l'a ordonné. Il ne peut, non plus, profiter de la réduction de rente obtenue par le patron de la victime sur révision, en Loi de 1898 (Trib. Civ. de Bordeaux, 28 janv. 1929, Gomez c/Marchand ; *Rev. Gén. Ass. Terr.*, 1930, p. 165. Note de M. André Rouast). Mais la décision qui condamne le tiers peut prévoir que la rente pourra être réduite ou supprimée en cas d'amélioration ou de guérison. La Cour de Douai (3 juillet 1929, Pecquer c/C^{1e} des Tramways électriques de Lille ; *Rev. Gén. Ass. Terr.*, 1930, p. 167 et note de M. Rouast) a même admis que le tiers avait le droit de se faire céder par le patron l'action en révision qui appartient à ce dernier.

99. — Aggravation. — Le blessé est en droit de réclamer au tiers responsable une augmentation des dommages-intérêts si son état s'est aggravé depuis la date à laquelle l'indemnité lui a été allouée (Trib. Civ. Seine, 25 juillet 1916, Poirée c/C^{1e} de l'Ouest-Parisien ; Villetard, 1916, p. 173. — Trib. Civ. d'Epinal, 19 juin 1929 ; *Rec. Gaz. Pal.*, 1929, p. 336). Ce dernier jugement s'est appuyé sur deux arrêts importants (Cass. Req., 10 déc. 1861 ; *D.P.* 1862-1-123 ; *S.* 1862-1-521 et C.A. d'Aix, 2 déc. 1870 ; *D.P.* 1871-2-241). L'indemnité est essentiellement révisable en augmentation en raison de son caractère alimentaire (note de M. André Rouast, *D. P.* 1928-1-137). Il n'y a pas atteinte en pareil cas à l'autorité de la chose jugée puisque la nouvelle demande repose sur des faits nouveaux. Et plus récemment encore la Cour de Cassation a décidé que la demande nouvelle, pour aggravation, était recevable, même si la victime a signé une quittance définitive et sans réserves, s'il est établi

que les parties n'avaient envisagé que le préjudice subi lors du règlement (Cass. Req., 14 mars 1934, Lafon c/Rouquet; Saintelette, 1934, p. 80).

A ce sujet, l'assureur exerçant son recours contre le tiers est fondé à demander au tribunal acte de ses réserves en vue de réclamer ultérieurement au tiers responsable un complément d'indemnité en cas de révision pour aggravation (Trib. Civ. Lille, 27 déc. 1912; Villetard, 1914-15, p. 105).

Une précision est indispensable. Qu'il s'agisse de l'action en réduction ou en suppression intentée par le tiers, ou de l'instance en majoration de rente introduite par la victime, il n'est pas question ici, de la révision telle qu'elle est prévue par l'art. 19 de la loi de 1898.

L'action contre le tiers est une action de droit commun qui a pour fondement la responsabilité délictuelle déterminée par les art. 1382 et suivants du Code Civil. Elle est subordonnée, quant à sa recevabilité, aux principes généraux des instances en responsabilité civile. D'autre part elle n'est soumise qu'à la prescription trentenaire alors que l'action en révision organisée par l'art. 19 de la loi de 1898 se prescrit par trois ans à compter soit de la date à laquelle cesse d'être due l'indemnité journalière, s'il n'y a point eu attribution de rente, soit de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision judiciaire passée en force de chose jugée, même si la pension a été remplacée par un capital, en conformité de l'art. 21.

Il n'existe qu'une hypothèse dans laquelle joue la révision telle qu'elle est organisée par l'art. 19 de la loi de 1898, c'est la suivante : la victime, dans le délai de trois ans, introduit contre son patron une demande

en révision pour aggravation, et obtient gain de cause, sans que le tiers, déclaré responsable en vertu d'une décision définitive, ait pu intervenir, car cette intervention lui est interdite (C. A. de Paris, 9 janv. 1923, *le Soleil-Sécurité Générale c/Huppé et C^{ie} Générale des Omnibus*; Villetard, 1922-23, p. 63; Cantiniaux, 1923, p. 220); le chef d'entreprise ou son assureur substitué est alors en droit d'intenter contre le tiers responsable une action récursoire en remboursement des nouvelles sommes décaissées par lui en vertu de la loi de 1898 (Sachet, 8^e édit., n^o 781 *bis*). Mais hormis ce cas et passé le délai de trois ans, il ne saurait être question de l'action en révision prévue par l'art. 19 de la loi de 1898.

CHAPITRE III

GARANTIE DE L'INDEMNITÉ DUE PAR LE TIERS RESPONSABLE

100. — En cas d'incapacité temporaire la victime ou ses ayants droit ne jouissent pas du privilège établi par l'art. 23 de la loi du 9 avril 1898, inscrit sous le n° 6 à l'art. 2101 du Code Civil et qu'ils sont en droit d'invoquer contre le patron pour le paiement des demi-salaires, des frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires.

De même en cas d'incapacité permanente ils ne bénéficient pas contre le tiers responsable de la garantie instituée par l'art. 24 de la loi de 1898, aux termes duquel, à défaut du chef d'entreprise ou de son assureur, le service de la rente est effectué par la C. N. R. grâce à un fonds spécial de garantie. (Circul. Min., 11 juillet 1902, Ch. II, col. 2.)

La seule garantie consiste dans le versement obligatoire à la C. N. R. du capital constitutif de la rente mise à la charge du tiers responsable.

Néanmoins, lorsque le tiers responsable est assuré, la faculté d'actionner directement l'assureur (voir action directe, n° 27) constitue pour la victime, ses représentants, le chef d'entreprise ou son assureur une garantie supplémentaire :

1^o Parce que la compagnie d'assurances est plus solvable, en général, que le tiers responsable, son assuré;

2^o Parce que les déchéances opposables à l'assuré sont inopposables à la victime, à ses représentants, au patron ou à son assureur.

D'autre part en cas d'insolvabilité du tiers, la victime ou ses ayants droit possèdent toujours le droit d'actionner, dans le délai imparti par la loi de 1898, le chef d'entreprise qui demeure, vis-à-vis d'eux, le débiteur principal (Baudry-Lacantinerie et Wahl, 2^e édit., Du louage, 2003).

CHAPITRE IV

INCESSIBILITÉ ET INSAISSABILITÉ DE L'INDEMNITÉ DUE PAR LE TIERS RESPONSABLE

101. — Les rentes mises à la charge du tiers responsable et servies par la C. N. R. ou la compagnie d'assurances autorisée au service desdites rentes sont incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence de leurs limites en loi de 1898, car elles ont pour but principal d'exonérer le chef d'entreprise.

Toutefois la femme du titulaire de la rente en instance de séparation de corps peut, si elle est créancière d'une pension alimentaire, pratiquer une saisie-arrêt sur la rente due à son mari, en vertu de la règle d'après laquelle les provisions alimentaires que la loi déclare insaisissables peuvent être saisies pour cause d'aliment. (Cass. Civ., 28 nov. 1911 ; *D. P.* 1913-5-22 et la note.)

Au delà du maximum prévu par la loi de 1898 elles ne sont insaisissables que dans les limites du droit commun, suivant les règles du C. de Proc. Civ. (Sachet, 8^e édit., n^o 675).

Cette insaisissabilité s'étend non seulement à la rente mais aussi au capital qui peut être attribué à l'ouvrier en représentation de la rente insaisissable soit par conversion du quart de la rente après le délai de révision

(Cass. Civ., 17 nov. 1908; *D. P.*, 1911-1-118), soit au capital égal à trois fois la rente, réglé à l'ouvrier étranger qui cesse de résider sur le territoire français. (Cass. Civ., 18 nov. 1908; *D. P.*, 1911-1-118.)

CONCLUSION

Il résulte de notre étude que les droits les plus étendus ont été accordés tant par la loi que par la jurisprudence aux bénéficiaires de l'art. 7 de la loi de 1898. Tous ceux qui, à un titre quelconque, ont été lésés par un accident du travail dont un tiers est responsable possèdent une action contre ce dernier. Les personnes contre qui cette action est interdite sont en nombre limité; le recours est donc possible dans la majorité des cas et pour l'exercer les modes d'introduction les plus divers sont admis. La réparation du préjudice est proportionnée au degré de responsabilité du tiers : elle peut être intégrale, avec, en outre, la garantie de l'action directe lorsque le tiers est assuré. Ce sont là des dispositions libérales qui ne sauraient être critiquées.

Toutefois, en ce qui concerne l'attribution d'un capital en cas d'infirmité ou de mort, nous estimons qu'une réforme pourrait être utilement introduite : jusqu'à concurrence du montant de la rente due en vertu de la loi de 1898 et dont le caractère est essentiellement alimentaire l'indemnité devrait être allouée *obligatoirement* sous forme de rente *servie par la C. N. R.* Pour le surplus il conviendrait de laisser aux juges la faculté d'accorder s'il y a lieu, un capital aux personnes lésées.

Le projet Gros, voté par la Chambre des Députés les

20 et 22 décembre 1927, envisage dans son article 6 une modification dans ce sens, mais sans exiger la consignation du capital à la C. N. R. De plus il ne pose le principe de l'obligation de la rente que pour le cas d'incapacité permanente : à notre avis cette mesure doit s'étendre au cas de mort vis-à-vis des *ayants droit* de la victime.

Le texte proposé par la Commission sénatoriale de l'Hygiène (D^r Chauveau, rapporteur), comporte heureusement ces deux additions ; il prévoit en outre le cas de responsabilité partielle du tiers : le chef d'entreprise n'est alors exonéré que de la fraction des indemnités légales correspondant à la part de responsabilité du tiers ; d'autre part il édicte deux règles fort sages :

a) La victime devra dénoncer à son patron l'action qu'elle intente au tiers responsable ;

b) Le tiers condamné pourra concurremment avec le chef d'entreprise exercer l'action en revision prévue à l'art. 19 de la loi de 1898, comme il devra subir, le cas échéant, celle de l'ouvrier.

Le projet Gros contient par ailleurs dans le même article 6, deux dispositions que nous approuvons pleinement.

1^o Il décide que le recours est possible *contre le patron ou ses ouvriers et préposés en cas de crime ou délit intentionnel* ;

2^o Il accorde à l'employeur une action personnelle contre le tiers responsable pour faire valoir ses droits propres, ce qui éviterait bien des complications de procédure.

Nous ne pensons pas que d'autres modifications soient nécessaires. En l'état actuel des choses et si l'on

passe en revue sur ce point les législations étrangères, notre action en vertu de l'art. 7 est mieux conçue que dans les autres pays, et en résumé elle répond aux besoins des justiciables français.

Vu :

Le Président de la thèse,

ANDRÉ ROUAST.

Vu :

Le Doyen,

EDGARD ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

A. — OUVRAGES GÉNÉRAUX

- BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — *Traité théorique et pratique du droit civil. Du louage*, 3^e édit., 1907. Librairie du Recueil Sirey, 22, rue Soufflot, Paris (V^e).
- BEDOUR (Jean). — *Manuel pratique des accidents du travail, à l'usage des inspecteurs, agents et employés d'assurances*, 2^e édit., 1934. Librairie de l'Argus, 2, rue de Châteaudun, Paris.
- CABOUAT. — *Traité des accidents du travail*, 2 vol., 1901-1907, complétés par 2 volumes sur l'extension du risque professionnel, 2 vol., 1914-1916. Librairie du Recueil Sirey.
- CAPITANT et CUCHE. — *Précis de législation industrielle*, 3^e édit., 1933. Librairie Dalloz, 11, rue Soufflot, Paris (V^e).
- CORDIER (Joseph). — *La révision après jugement ou transaction des indemnités pour dommages*. Thèse Paris, 1934. Librairie Rousseau, 14, rue Soufflot, Paris (V^e).
- DOBY (André). — *Le recours des Administrations publiques contre les tiers responsables des accidents survenus à leurs agents*. Préface de M. Henri Capitant. Thèse Paris, 1931, 1 vol. Librairie du Recueil Sirey.
- GARRAUD (Pierre). — *De la responsabilité du tiers, auteur d'un accident du travail, vis-à-vis de la victime et du chef d'entreprise*. Thèse Lyon, 1914. Librairie du Recueil Sirey.
- LALOU (Henri). — *La responsabilité civile*, 2^e édit., 1932. Librairie Dalloz.
- LOUBAT. — *Traité sur le risque professionnel*, 3^e édit., 1907, 2 vol. Librairie Marescq jeune, 23, rue Soufflot, Paris (V^e).
- MAZEAUD (H. et L.). — *Traité théorique et pratique de la responsabilité délictuelle et contractuelle*, 2^e édit., 3 vol., 1934. Librairie du Recueil Sirey.

ROUAST (André) et GIVORD (Maurice). — *Traité du droit des accidents du travail et des maladies professionnelles*, 1934. Librairie Dalloz.

SACHET. — *Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*, 7^e édit., 1926. T. I, 8^e édit., 1934 (revue et mise à jour par M. François Casteil). Librairie du Recueil Sirey.

B. — PRINCIPALES ÉTUDES DANS LES RECUEILS PÉRIODIQUES

CAPITANT (Henri). Note. — *Le recours des Administrations publiques contre les tiers responsables des accidents survenus à leurs agents*. D. P. 1932.1.153.

DUPUICH. Note. — *Travail en commun*. D. P. 1908.1.185, S. 1911.1.25.

LALOU (Henri). Note. — *Indemnité obligatoirement payable en rente*. D. P. 1930.1.105.

MASSUE (Hubert de la). Note. — *Action de l'employeur en cas d'inaction de la victime*. D. P. 1926.1.53.

ROUAST (André). Note. — *Délit intentionnel du préposé*. D. P. 1929.1.57.

— Étude. — Les actions auxquelles donne lieu un accident du travail causé par un tiers. *Rev. Gén. Ass. Terr.*, 1930, p. 836.

— Note. — Absence d'indivisibilité entre l'action du patron et celle de la victime. *Rev. Gén. Ass. Terr.*, 1930, p. 960.

— Note. — *Action de la victime limitée au complément de l'indemnité forfaitaire*. D. P. 1931.1.153.

— Note. — *Partage de responsabilité*. S. 1932.1.395.

— Note. — Révision. *Rev. Gén. Ass. Terr.*, 1930, p. 167; 1932, p. 439.

— Note. — *Clauses d'irresponsabilité en cas de travail en commun*. D. P. 1933.1.77.

— Note. — *Travail en commun*. D. H. 1933, p. 129.

ROUX (Fernand). Note. — *Partage de responsabilité entre le patron et le tiers; absence de solidarité*. S. 1934.1.113.

SACHET (Adrien). Note. — *Travail en commun*. S. 1922.1.209.

SARRUT. Note. — *Travail en commun*. S. 1907.1.553.

SICOT (Lucien). Étude. — *Droit de tierce opposition du patron*. Villetard, 1935.1.

TEISSIER. Conclusion. — *Caractère des actions organisées par l'article 7. S.* 1908.3, 122.

C. — PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

CANTINIAU. — *Revue générale des Accidents du travail*, 17, rue du Souvenir, Colombes (Seine).

Gazette des Tribunaux, 12, place Dauphine, Paris (I^{er}).

Gazette du Palais, 3, boulevard du Palais, Paris (IV^e).

Journal des Assurances, par M. Leleux, 23, boulevard Montparnasse, Paris (VI^e).

Juris-Classeurs, 27, place Dauphine, Paris (I^{er}). Rédaction, 18, rue Séguier, Paris (VI^e).

Moniteur des Assurances, 16, rue Milton, Paris (IX^e).

Moniteur Judiciaire de Lyon, 3, rue Stella, Lyon (Rhône).

Recueil des arrêts de la Cour de Bordeaux, M. Georges Forsans, Impasse Hustin, Bordeaux (Gironde).

Recueil hebdomadaire Dalloz, librairie Dalloz, 11, rue Soufflot, Paris (V^e).

Recueil périodique et critique Dalloz, librairie Dalloz, 11, rue Soufflot, Paris (V^e).

Recueil de jurisprudence Sirey, librairie du Recueil Sirey, 22, rue Soufflot, Paris (V^e).

Revue générale des Assurances terrestres, librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 20, rue Soufflot, Paris (V^e).

SAINTELETTE (G.-L.). — *Recueil périodique des Assurances*, librairie Marchal et Billard, 25-27, place Dauphine, Paris (I^{er}). Rédaction, 30, rue Boissière, Paris (XVI^e).

VILLETARD DE PRUNIÈRES. — *Recueil spécial des Accidents du travail*, 42, rue de Clichy, Paris (IX^e).

ANNEXES

LOI DU 9 AVRIL 1898

Concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.

TITRE PREMIER

INDEMNITÉS EN CAS D'ACCIDENTS

ARTICLE PREMIER. — Les accidents survenus par le fait du travail, ou à l'occasion du travail, aux ouvriers et employés occupés dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement, les magasins publics, mines, minières, carrières, et en outre dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives ; ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux, donnent droit au profit de la victime ou de ses représentants, à une indemnité à la charge du chef de l'entreprise, à la condition que l'interruption du travail ait duré plus de quatre jours.

Les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire ne pourront être assujettis à la présente loi par le fait de la collaboration accidentelle d'un ou de plusieurs de leurs camarades.

ART. 2. (*L. 22 mars 1902.*). — Les ouvriers et employés désignés à l'article précédent ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi.

(*L. 8 juillet 1926.*). — Ceux dont le salaire annuel dépasse 8.000 francs ne bénéficient de ces dispositions que jusqu'à concurrence de cette somme. Pour le surplus et jusqu'à 18.500 francs, ils n'ont droit qu'au quart des rentes stipulées à l'article 3 ; au delà de dix-huit mille cinq cents francs (18.500 fr.), ils n'ont droit qu'à un huitième ($1/8$), à moins de conventions contraires élevant le chiffre de la quotité. (*L. 24 février 1928*). La présente loi (*loi du 8 juillet 1926, modifiant le § 2 de l'article 2 de la loi du 9 avril 1928*) ne sera applicable aux chef d'entreprises que le premier jour du septième mois qui en suivra la promulgation ; ce délai sera calculé de quantième à quantième.

ART. 3. (*L. 31 mars 1905*). — Dans les cas prévus à l'article premier, l'ouvrier ou employé a droit. :

Pour l'incapacité absolue et permanente, à une rente égale au deux tiers de son salaire annuel ;

Pour l'incapacité partielle et permanente, à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire ;

Pour l'incapacité temporaire, si l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours, à une indemnité journalière, sans distinction entre les jours ouvrables et les dimanches et jours fériés, égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident, à moins que le salaire ne soit variable ; dans ce dernier cas, l'indemnité journalière est égale à la moitié du salaire moyen des journées de travail pendant le mois qui a précédé l'accident. L'indemnité est due à partir du cinquième jour après celui de l'accident ; toutefois, elle est due à partir du premier jour si l'incapacité de travail a duré plus de dix jours. L'indemnité journalière est payable aux époques et lieu de la paie usités dans l'entreprise, sans que l'intervalle puisse excéder seize jours.

Lorsque l'accident est suivi de mort, une pension est servie aux personnes ci-après désignées, à partir du décès, dans les conditions suivantes :

a) Une rente viagère égale à 20 p. 100 du salaire annuel de la victime pour le conjoint survivant non divorcé ou séparé de corps, à la condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident.

En cas de nouveau mariage, le conjoint cesse d'avoir droit à la rente mentionnée ci-dessus ; il lui sera alloué, dans ce cas, le triple de cette rente à titre d'indemnité totale.

b) Pour les enfants, légitimes ou naturels, reconnus avant l'accident, orphelins de père ou de mère, agés de moins de seize ans, une rente calculée sur le salaire annuel de la victime à raison de 15 p. 100 de ce salaire s'il n'y a qu'un enfant, de 25 p. 100 s'il y en a deux, de 35 p. 100 s'il y en a trois et de 40 p. 100 s'il y en a quatre ou un plus grand nombre.

Pour les enfants, orphelins de père et de mère, la rente est portée pour chacun d'eux à 20 p. 100 du salaire.

L'ensemble de ces rentes ne peut, dans le premier cas, dépasser 40 p. 100 du salaire, ni 60 p. 100 dans le second.

c) Si la victime n'a ni conjoint, ni enfants dans les termes des paragraphes a) et b), chacun des ascendants et descendants qui étaient à sa charge recevra une rente viagère pour les ascendants et payable jusqu'à seize ans pour les descendants. Cette rente sans sera égale à 10 p. 100 du salaire annuel de la victime, que le montant total des rentes ainsi allouées puisse dépasser 30 p. 100.

Chacune des rentes prévues par le paragraphe c), est, le cas échéant, réduite proportionnellement.

Les rentes constituées en vertu de la présente loi sont payables à la résidence du titulaire ou au chef-lieu du canton de cette résidence, et, si elle sont servies par la Caisse Nationale des Retraites, chez le préposé de cet établissement désigné par le titulaire.

Elles sont payables par trimestre et à terme échu ; toutefois, le tribunal peut ordonner le paiement d'avance de la moitié du premier arrérage,

Ces rentes sont incessibles et insaisissables.

Les ouvriers étrangers, victimes d'accidents, qui cesseraient de résider sur le territoire français, recevront pour toute indemnité, un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée.

Il en sera de même pour leurs ayants droit étrangers cessant de résider sur le territoire français, sans que, toutefois, le capital puisse alors dépasser la valeur actuelle de la rente d'après le tarif visé à l'article 28.

Les représentants étrangers d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français.

Les dispositions des trois alinéas précédents pourront, toutefois, être modifiées par traités dans la limite des indemnités prévues au présent article, pour les étrangers dont les pays d'origine garantiraient à nos nationaux des avantages équivalents.

.

Art. 7. (*L. 22 mars 1902*). — Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime ou ses représentants conservent contre les auteurs de l'accident, autres que le patron ou ses ouvriers et préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun.

L'indemnité qui leur est allouée exonérera à due concurrence le chef de l'entreprise des obligations mises à sa charge. Dans le cas où l'accident a entraîné une incapacité permanente ou la mort, cette indemnité devra être attribuée sous forme de rentes servies par la Caisse Nationale des Retraites

En outre de cette allocation sous forme de rente, le tiers reconnu responsable pourra être condamné, soit envers la victime, soit envers le chef de l'entreprise, si celui-ci intervient dans l'instance, au paiement des autres indemnités et frais prévus aux articles 3 et 4 ci-dessus.

Cette action contre les tiers responsables pourra même être exercée par le chef d'entreprise, à ses risques et périls, aux lieu et place de la victime ou de ses ayants droit, si ceux-ci négligent d'en faire usage.

Art. 8. — Le salaire qui servira de base à la fixation de l'indemnité allouée à l'ouvrier âgé au moins de seize ans ou à l'apprenti victime d'un accident, ne sera pas inférieur au salaire le plus bas des ouvriers valides de la même catégorie occupés dans l'entreprise.

Toutefois, dans le cas d'incapacité temporaire, l'in-

démnité de l'ouvrier âgé de moins de seize ans ne pourra pas dépasser le montant de son salaire.

ART. 9. — Lors du règlement définitif de la rente viagère, après le délai de révision prévu à l'article 19, la victime peut demander que le quart au plus du capital nécessaire à l'établissement de cette rente, calculée d'après les tarifs dressés pour les victimes d'accidents par la Caisse des Retraites pour la vieillesse, lui soit attribuée en espèces.

Elle peut aussi demander que ce capital, ou ce capital réduit du quart au plus, comme il vient d'être dit, serve à constituer sur sa tête une rente viagère réversible, pour moitié au plus, sur la tête de son conjoint. Dans ce cas, la rente viagère sera diminuée de façon qu'il ne résulte de la réversibilité aucune augmentation de charges pour le chef de l'entreprise.

Le tribunal, en chambre du conseil, statuera sur ces demandes.

.

TITRE III

COMPÉTENCE. — JURIDICTION. — PROCÉDURE. — RÉVISION

.

ART. 20. — Aucune des indemnités déterminées par la présente loi ne peut être attribuée à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident.

Le tribunal a le droit, s'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, de diminuer la pension fixée au titre I^{er}.

Lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à la faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est substitués dans la direction, l'indemnité pourra être majorée, mais sans que la rente ou le total des rentes allouées puisse dépasser soit la réduction, soit le montant du salaire annuel.

(*L. 22 mars 1902.*). — En cas de poursuites criminelles, les

pièces de procédure seront communiquées à la victime ou à ses ayants droit.

Le même droit appartiendra au patron ou à ses ayants droit.

ART. 21. (*L. 31 mars 1905.*) — Les parties peuvent toujours, après détermination du chiffre de l'indemnité due à la victime de l'accident, décider que le service de la pension sera suspendu et remplacé, tant que l'accord subsistera, par tout autre mode de réparation.

En dehors des cas prévus à l'article 3, la pension ne pourra être remplacée par le paiement d'un capital que si elle n'est pas supérieure à 100 francs et si le titulaire est majeur. Ce rachat ne pourra être effectué que d'après le tarif spécifié à l'article 28.

.

TITRE IV

GARANTIES

ART. 23. — La créance de la victime de l'accident ou de ses ayants droit, relative aux frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires, ainsi qu'aux indemnités allouées à la suite de l'incapacité temporaire de travail est garantie par le privilège de l'article 2101 du Code civil et y sera inscrite sous le numéro 6.

Le paiement des indemnités pour incapacité permanente de travail ou accidents suivis de mort est garanti conformément aux dispositions des articles suivants.

ART. 24. — A défaut, soit par les chefs d'entreprises débiteurs, soit par les sociétés d'assurances à primes fixes ou mutuelles, ou les syndicats de garantie liant solidairement tous leurs adhérents, de s'acquitter, au moment de leur exigibilité, des indemnités mises à leur charge à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail, le paiement en sera assuré aux intéressés par les soins de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, au moyen d'un fonds

spécial de garantie constitué comme il va être dit et dont la gestion sera confiée à ladite caisse.

ART. 25. — (Abrogé par la loi du 30 décembre 1922.)

ART. 26. — La Caisse nationale des retraites exercera un recours contre les chefs d'entreprises débiteurs, pour le compte desquels des sommes auront été payées par elle, conformément aux dispositions qui précèdent.

En cas d'assurance du chef d'entreprise, elle jouira, pour le remboursement de ces avances, du privilège de l'article 2102 du Code civil, sur l'indemnité due par l'assureur et n'aura plus de recours contre le chef d'entreprise.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'organisation et de fonctionnement du service conféré par les dispositions précédentes à la Caisse nationale de retraites, et, notamment, les formes du recours à exercer contre les chefs d'entreprises débiteurs ou les sociétés d'assurances et les syndicats de garantie, ainsi que les conditions dans lesquelles les victimes d'accidents ou leurs ayants droit seront admis à réclamer à la caisse le paiement de leurs indemnités.

Les décisions judiciaires n'emporteront hypothèque que si elles sont rendues au profit de la Caisse des retraites exerçant son recours contre les chefs d'entreprises ou les compagnies d'assurances.

.

PROJET GROS

Projet de loi ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.

Article 6. — L'article 7 de la loi du 9 avril 1898 est rédigé comme suit :

Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la

victime ou ses ayants droit conservent contre les auteurs de l'accident, autres que le patron ou ses ouvriers et préposés, et même contre eux en cas de crime ou délit intentionnel, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun.

L'indemnité qui leur sera allouée exonèrera à due concurrence l'employeur des indemnités mises à sa charge. En cas d'incapacité permanente, cette indemnité sera comprise pour partie d'une rente au moins égale à celle mise à la charge de l'employeur par la présente loi. Le surplus de l'indemnité pourra être alloué à la victime sous forme de capital.

En outre de ces indemnités, le tiers reconnu responsable pourra être condamné à payer ou à rembourser, à la victime ou à l'employeur, les autres indemnités prévues aux articles 3 et 4 ci-dessus.

Cette action contre le tiers responsable pourra même être exercée par l'employeur pour lui permettre de faire valoir ses droits propres.

TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION SÉNATORIALE DE L'HYGIÈNE

Article 6. — L'article 7 de la loi du 9 avril 1898 est rédigé comme suit :

« Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime ou ses ayants droit conservent contre les auteurs de l'accident, autres que le patron ou ses ouvriers et préposés, et même contre eux, en cas de crime ou délit intentionnel, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun.

« Si la responsabilité du tiers auteur de l'accident est entière, l'indemnité qui sera allouée exonèrera l'employeur des indemnités mises à sa charge : elle devra comporter, en cas d'incapacité permanente ou de mort, une rente ou des rentes égales à celles fixées par la présente loi, augmentées, s'il y a lieu, des alloca-

tions ou majorations qu'elle prévoit, et, le cas échéant, d'une rente supplémentaire destinée à rendre la réparation égale au préjudice causé. Cette dernière rente seule pourra être allouée sous forme de capital.

« Si la responsabilité du tiers n'est que partielle, le chef d'entreprise n'est exonéré que de la fraction des indemnités légales correspondant à la part de responsabilité du tiers, et pour le surplus, il reste tenu vis-à-vis de la victime ou de ses ayants droit. L'indemnité due par le tiers devra en cas d'incapacité permanente ou de mort, comprendre la fraction de la ou des rentes légales mises à sa charge en égard à sa fraction de responsabilité, augmentée d'une rente supplémentaire pour réparer le préjudice causé.

« Les rentes fixées par la présente loi et allouées en vertu du présent article, ainsi que les rentes supplémentaires qui ne seraient pas allouées en capital, devront, dans les deux mois de la décision judiciaire définitive ou de l'accord des parties, être constituées par les débiteurs à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse suivant les tarifs fixés pour les accidents du travail. Le chef d'entreprise est exonéré définitivement qu'après cette constitution.

« En outre des rentes, le tiers reconnu responsable pourra être condamné à payer ou à rembourser en tout ou en partie dans les conditions ci-dessus indiquées, à la victime ou à l'employeur les autres indemnités prévues aux articles 3 et 4 ci-dessus.

« Cette action contre le tiers responsable pourra même être exercée par l'employeur pour lui permettre de faire valoir ses droits propres.

« La victime devra dénoncer au chef d'entreprise l'action qu'elle intente au tiers responsable.

« Le tiers condamné pourra, concurremment avec le chef d'entreprise, exercer l'action en révision prévue à l'article 19, comme il devra subir le cas échéant celle de l'ouvrier. »

(Sénat. — Annexe au procès-verbal de la séance du 22 juin 1933.

RESPONSABILITÉ DÉLICTUELLE

CODE CIVIL

DES DÉLITS ET DES QUASI-DÉLITS DE CETTE DISCUSSION

Article 1382. — Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer.

Article 1383. — Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence.

Article 1384. — On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde.

(Paragraphe ajouté, *L. 7 novembre 1922*). Toutefois, celui qui détient à un titre quelconque tout ou partie de l'immeuble ou des biens mobiliers dans lesquels un incendie a pris naissance ne sera responsable vis-à-vis des tiers des dommages causés par cet incendie que s'il est prouvé qu'il doit être attribué à sa faute ou à la faute des personnes dont il est responsable. Cette disposition ne s'applique pas aux rapports entre propriétaires et locataires qui demeurent régis par les articles 1733 et 1734 du Code Civil.

Le père et la mère après le décès du mari, sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux.

Les maîtres et les commettants, du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés.

Les instituteurs et les artisans, du dommage causé par leurs élèves et apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance.

La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins que les père et mère, instituteurs et artisans, ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité.

(Ainsi complété. *L. 20 juillet 1899*). Toutefois, la responsabilité civile de l'État est substituée à celle des membres de l'enseignement public.

Article 1385. — Le propriétaire d'un animal, ou celui qui s'en sert, pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde soit qu'il fût égaré ou échappé.

Article 1386. — Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par une suite du défaut d'entretien ou par le vice de sa construction.

CODE PÉNAL

(BLESSURES ET COUPS VOLONTAIRES).

Article 309. (Ainsi modifié, *L. du 13 mai 1863*). — Tout individu qui, volontairement, aura fait des blessures ou porté des coups, ou commis tout autre violence ou voie de fait, s'il est résulté de ces sortes de violences une maladie ou incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans, et d'une amende de seize francs à deux mille francs.

Il pourra, en outre, être privé des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où il aura subi sa peine.

Quand les violences ci-dessus exprimées auront été suivies de mutilation, amputation ou privation de l'usage d'un membre, cécité, perte d'un œil ou autres infirmités permanentes, le coupable sera puni de la réclusion.

Si les coups portés ou les blessures faites volontairement mais sans intention de donner la mort, l'ont pourtant occasionnée, le coupable sera puni de la peine des travaux forcés à temps.

(HOMICIDE PAR IMPRUDENCE)

Article 319. (Ainsi modifié). (*Décret-loi du 31 octobre 1935*).
— Quiconque, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, aura commis involontairement un homicide, ou en aura été involontairement la cause, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100 à 3.000 francs.

(BLESSURES PAR IMPRUDENCE).

Article 320. (Ainsi modifié). (*Décret-loi du 31 octobre 1935*).
— S'il n'est résulté du défaut d'adresse ou de précaution que des blessures, coups ou maladies, le coupable sera puni d'un emprisonnement de dix jours à un an et d'une amende 25 à 2.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

**Décret-loi du 17 juillet 1935 augmentant le nombre
des décimes additionnels aux amendes pénales.**

Article premier. — A l'exception des amendes, qualifiées par la loi d'amendes civiles et de celles qui sont soumises à un régime spécial en vertu d'un texte législatif, le principal de toutes les amendes de condamnation dont le recouvrement est ou sera confié aux percepteurs, est majoré de cent décimes.

RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE**CODE CIVIL**

*Textes applicables notamment pour le recours du Patron prêteur
contre le second Patron en cas de travail en commun.*

Article 1137. — L'obligation de veiller à la conservation de la chose, soit que la convention n'ait pour objet que l'utilité de l'une des parties, soit qu'elle ait pour objet leur utilité commune, soumet celui qui en est chargé à y apporter *tous les soins d'un bon père de famille.*

Cette obligation est plus ou moins étendue relativement à certains contrats, dont les effets, à cet égard, sont expliqués sous les titres qui les concernent.

Article 1147. — Le débiteur est condamné, s'il y a lieu, au paiement de dommages et intérêts, soit à raison de l'inexécution de l'obligation, soit à raison du retard dans l'exécution, toutes les fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée, encore qu'il n'y ait aucune mauvaise foi de sa part.

Article 1148. — Il n'y a lieu à aucuns dommages et intérêts lorsque, par suite d'une *force majeure* ou d'un *cas fortuit*, le débiteur a été empêché de donner ou de faire ce à quoi il était obligé, ou a fait ce qui lui était interdit.

LOI DU 13 JUILLET 1930

Relative au contrat d'assurance.

Promulguée au Journal Officiel du 18 juillet 1930.

.....

Article 3. — Dans toutes les instances relatives à la fixation et au règlement des indemnités dues le défendeur (assureur ou assuré) sera assigné devant le tribunal du domicile de l'assuré de quelque espèce d'assurance qu'il s'agisse, sauf en matière d'immeubles ou de meubles par nature, auquel cas le défenseur sera assigné devant le tribunal de la situation des objets assurés.

Toutefois, s'il s'agit d'assurances contre les accidents de toute nature, l'assuré pourra assigner l'assureur devant le tribunal du lieu où s'est produit le cas dommageable.

.....

Article 53. — L'assureur ne peut payer à un autre que le tiers lésé tout ou partie de la somme due par lui, tant que ce tiers n'a pas été désintéressé, jusqu'à concurrence de ladite somme, des conséquences pécuniaires du fait dommageable ayant entraîné la responsabilité de l'assuré.

.....

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

Nos	Pages.
ABRÉVIATIONS PRINCIPALES.	3
AVANT-PROPOS	5

INTRODUCTION

CHAPITRE PREMIER

Aperçus sur la loi de 1898.

1. Bref historique	3
2. Le risque professionnel.	5
2 bis. Évolution de cette conception.	6
3. Caractère forfaitaire des indemnités	8
4. Non-bénéfice du forfait pour le tiers responsable	10

CHAPITRE II

De l'action contre le tiers responsable.

5. L'article 7 de la Loi du 9 avril 1898. Son fondement.	11
6. Nature de l'action.	13

PREMIÈRE PARTIE

DES QUATRE ACTIONS POSSIBLES

CHAPITRE PREMIER

7. Action de la victime ou de ses représentants.	17
<i>Section I. —</i> 8. Contre qui peut-elle être exercée?	19
9. I. — <i>Interdiction de l'action à l'égard du patron ou de ses</i> <i>ouvriers et préposés</i>	20
10. . . . même en cas de faute inexcusable ou intentionnelle.	21
11. . . . même en cas de droit intentionnel ou attentat criminel du patron ou de ses ouvriers et préposés.	24

N ^{os}	Pages
II. — <i>Cas où l'action est possible.</i>	26
12. Aggravation de l'accident par un tiers.	26
13. L'auteur de l'accident est complètement étranger à l'entreprise	27
14. Identité ou lieu de parenté ou de domesticité entre l'auteur de l'accident et le chef d'entreprise	27
15. — III. — <i>Cas où l'action est impossible.</i>	29
16. Ouvrier prêté.	30
17. Coopération à un travail commun sous une direction unique.	33
17 bis. Remarque sur les deux cas précédents	36
18. Sous-entreprise.	37
19. Locateur de choses	
Section II. — 20. Étendue de la responsabilité du tiers.	40
Section III. — 21. Conditions d'exercice de l'action	42
Section IV. — Modes d'introduction de l'action	44
22. Cumul et indépendance de l'action de la loi de 1898 et de l'action de droit commun	44
23. Exclusion de toute action fondée sur le risque professionnel.	47
24. Voie civile. Voie commerciale. Voie répressive	48
25. Action principale	49
26. Intervention de la victime ou de ses ayants droit dans l'action du patron	49
27. Action directe contre l'assureur du tiers responsable	50
27 bis. Déchéances et non-assurance	52
28. Droit propre.	54
29. Privilège de la victime. Faillite de l'assureur. Faillite de l'assuré	54
30. — I. — <i>Assureur et assuré assignés en même temps</i>	56
31. Compétence ratione loci	56
32. Compétence ratione materiæ.	58
33. — II. — <i>Assureur assigné seul</i>	60
Section V. — 34. Procédure applicable.	62
35. Recevabilité	63
36. Compétence ratione personæ.	63
37. Compétence ratione materiæ.	63
38. Compétence des Tribunaux Civils.	64
39. Compétence des Tribunaux de Commerce	64
40. Compétence des Tribunaux administratifs	65
41. Compétence des Tribunaux répressifs	66
42. Assistance judiciaire.	67
43. Instruction de l'affaire	67
44. Preuve	68
45. Cautio judicatum solvi	69
46. Prescription	70
47. Délais d'opposition	72

Nos	Pages.
48. Délais d'appel	73
49. Hypothèque judiciaire	74
<i>Section VI. — Effets de l'action.</i>	74
50. Cas où le patron est exonéré automatiquement à l'égard de la victime ou de ses ayants droit	74
51. Cas où le patron n'est pas exonéré malgré le paiement du tiers responsable.	77
52. Des conventions amiables avec le tiers responsable	78

CHAPITRE II

53. Recours du patron ou de la victime.

<i>Section I. — 54.</i> Contre qui peut-il être exercé?	80
<i>Section II. — 55.</i> Étendue de la responsabilité du tiers . . .	83
<i>Section III. — Conditions d'exercice du recours</i>	86
56. Fondement du recours.	86
57. Conditions du recours	90
<i>Section IV. — 58.</i> Modes d'introduction.	94
59. Action principale	94
60. Action directe	94
61. Impossibilité d'appeler le tiers en garantie	94
62. Intervention	95
<i>Section V. — 63.</i> Procédure applicable	96
64. Prescription	97

CHAPITRE III

65. Recours de l'assureur ou patron de la victime.

<i>Section I. — 66.</i> Contre qui peut-il être exercé?	98
<i>Section II. — 67.</i> Conditions d'exercice.	99
<i>Section III. — Modes d'introduction.</i>	101
68. A) <i>Recours au nom de l'assureur seul.</i>	101
69. Effets de la substitution	101
70. Action principale	102
71. Intervention	103
72. Tierce opposition	103
73. Droit qui subsiste pour le patron d'exercer néanmoins son recours	104
74. Effets du recours	105
75. B) <i>Recours au nom du patron seul.</i>	106
76. Effets du recours	106
77. C) <i>Recours au nom de la victime.</i>	107
78. Procédure	107
79. Action directe	107

CHAPITRE IV

80. Recours de la Caisse Nationale des Retraites. 108

DEUXIÈME PARTIE

CONSÉQUENCES DE L'ACTION

CHAPITRE PREMIER

81. Nature de l'indemnité à la charge
du tiers responsable. 113*Section I. — 82. Rente ou capital?* 114*Section II. — 83. Attribution obligatoire sous forme de rente
(viagère ou temporaire) avec consignation à la CNR* 116

84. Calcul de la rente et du capital. 119

85. Rente complémentaire. 119

86. Modes de consignation. 120

87. Cas où la rente peut être servie directement sans constitu-
tion du capital à la CNR 121*Section III. — Cas où le versement d'un capital est possible* 12288. Salaires, frais médicaux, pharmaceutiques, funéraires et
divers autres 12289. Demi-salaires, frais médicaux, pharmaceutiques et funé-
raires 122

90. Provision 124

91. Décès de la victime 124

92. Rachat des rentes égales ou inférieures à 100 frs. 124

93. Conversion du quart du capital. 125

94. Remariage du conjoint survivant. 125

95. Abandon du territoire français par la victime de nationalité
étrangère 125

96. Abandon du territoire français par ses ayants droit étrangers. 126

CHAPITRE II

97. Revision.

98. Amélioration. 127

99. Aggravation 128

CHAPITRE III

100. Garantie de l'indemnité due
par le tiers responsable. 131

CHAPITRE IV

**101. Incessibilité et insaisissabilité de l'indemnité due
par le tiers responsable.**

CONCLUSION	135
BIBLIOGRAPHIE.	139
A) <i>Ouvrages généraux.</i>	139
B) <i>Principales études dans les recueils périodiques</i>	140
C) <i>Publications périodiques.</i>	141
ANNEXES.	142

IMPRIMERIE
HÉVISSEY
: ÉVREUX :